



LE MONDE. *diplomatique*

LA GAUCHE ET L'IA

PAR EVGENY MOROZOV

Pages 16 et 17.

Mensuel - 28 pages

N° 869 - 73^e année. Août 2026

LE MODÈLE ISRAËLIEN DE L'EXTRÊME DROITE

Fascisme en France, le grand malentendu

L'élection présidentielle de 2027 aura pour enjeu non pas l'alternance, mais une possible rupture. Laquelle ? Afin de conjurer celle que provoquerait la victoire du Rassemblement national, une partie de la gauche mobilise contre le risque du fascisme. Et néglige une autre hypothèse...

PAR BENOÎT BRÉVILLE
ET PIERRE RIMBERT

Au grand jeu des pronostics sur l'avenir politique de la France, en voici un qui écrase la concurrence dans les débats à gauche depuis deux décennies : «Le fascisme!» – comprendre : nous y allons tout droit. Avec son culte de la police, son obsession sécuritaire et son ciblage des jeunes issus de l'immigration, ces «*racailles*» à passer «*au Kärcher*», M. Nicolas Sarkozy avait suscité à la fin des années 2000 moult critiques sur ce thème. Au tournant des années 2015-2016, les attentats islamistes, la psychose à propos des «*jeunes radicalisés*» et la vague des réfugiés du Proche-Orient ont profondément enraciné dans une partie de la population l'idée d'un «ennemi de l'intérieur» prêt à frapper la Répu-



KARA WALKER. – « Colonizerz », 2024

blique avec la complicité d'une certaine gauche. Un coin supplémentaire a été enfoncé quand le président François Hollande a voulu déchoir les binationaux nés français condamnés pour un «*crime constituant une atteinte grave à la vie de la nation*». Avec la répression des mouvements sociaux, la banalisation médiatique de thèmes naguère cantonnés au conservatisme le plus extrême, la progression quasi

continue du Rassemblement national (RN) au cours des deux mandats de M. Emmanuel Macron et la bienveillance du patronat vis-à-vis de ce parti, l'hypothèse devient certitude : le fascisme gagne la France (1).

(Lire la suite page 6.)

(1) Ugo Palheta, *Comment le fascisme gagne la France. De Macron à Le Pen*, La Découverte, Paris, 2025.

© KARA WALKER - COURTOISIE SIKKEMA MALLOY / JENKINS, NEW YORK, ET SPRUTH MAGERS

DES ÉTALS DE LA PAZ À LA FOIRE DE CANTON

Comment je suis devenue capitaliste

C'est une histoire brillante mais vraie. Celle de Léna, une Française installée en Bolivie qui importe des bijoux chinois estampillés «Chic Paris». On la suit des trottoirs du marché d'El Alto aux allées de la Foire de Canton. Sur TikTok, en boîte de nuit, jusqu'aux entrepôts à conteneurs du port de Shenzhen. C'est une histoire vraie, mais extravagante, qui raconte la mondialisation par le bas.

PAR MAËLLE MARIETTE *

Pour comprendre la place de la Chine dans l'économie mondiale, on peut prendre les choses par le haut et s'intéresser aux accords commerciaux et aux conflits géopolitiques. Mais on peut aussi prendre les choses par le bas et observer la manière dont, à petite échelle, une fraction croissante de la population mondiale – en particulier du Sud – cherche à améliorer ses conditions d'existence en se tournant vers les capacités de production de la première puissance industrielle de la planète. Quoi de mieux, pour ce faire, que de se transformer – le temps d'un reportage – en Léna, jeune Française résidant en Bolivie qui cherche à lancer son «business» ?

«*Nous allons nous intéresser aujourd'hui aux trois principaux fleuves de Chine : le Yangzi Jiang, le Zhu Jiang et le Huang He...*», annonce un jeune homme en costume-cravate en désignant une carte placée derrière lui. Il est 18 heures à La Paz. Dans la cohue quotidienne qui paralyse les rues de la capitale administrative bolivienne, un chauffeur de taxi avance au pas, absorbé par l'écran de son téléphone posé près du volant. L'homme d'une soixantaine d'années écoute avec beaucoup d'attention ce qui ressemble à un cours de géographie chinoise. Il confie alors à Léna, sa passagère, son intention de cesser prochainement son activité pour se reconverter dans l'importation

de marchandises en provenance de Chine. Afin de préparer ce changement de trajectoire, il suit chaque semaine sur TikTok les recommandations dispensées par un jeune influenceur en pleine ascension : M. Iver Callisaya.

Devenu en quelques années une figure de «l'import *made in China*» sur les réseaux sociaux boliviens, l'homme de 28 ans fait remonter les débuts de son activité à la pandémie de Covid-19. À mesure que l'économie se contractait et que les garanties salariales s'effritaient, la débrouille s'imposait. Il s'intéresse alors à Alibaba, une plateforme permettant aux entreprises chinoises de vendre à l'étranger – sorte d'immense catalogue en ligne, alors peu connu localement (1). Sur la marche à suivre pour importer, l'information est encore rare, fragmentée. Il décide de combler ce vide en produisant ses propres contenus. «*Importer depuis la Chine, ce n'est pas compliqué*», explique-t-il à l'envi. *C'est comme aller à l'épicerie du coin.* »

Une déambulation dans les quartiers commerçants de La Paz semble le confirmer : partout, des cartons couverts de caractères chinois, tandis que les trottoirs et les façades disparaissent sous les étals et les bâches qui les abritent.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

(1) Lire Jordan Pouille, «Alibaba, épopée chinoise», *Le Monde diplomatique*, mars 2021.

* Journaliste.

ESSOR DE LA « METH » DANS L'OMBRE DU MARCHÉ UNIQUE

« Breaking Bad » en Europe centrale

La drogue, miroir déformant des sociétés ? La méthamphétamine qui gangrène la Mitteleuropa n'ouvre pas les portes d'autres mondes possibles mais aide à supporter les cadences à l'usine, à oublier la dureté du présent, à repousser un avenir sinistre. Dans des zones frontalières, les laboratoires clandestins éclosent partout, la production se professionnalise et profite du grand marché européen.

PAR PRUNE ANTOINE *

Il est cinq heures du matin lorsque les gyrophares déchirent l'obscurité d'une zone industrielle à la périphérie d'Ostrava. Des hommes armés enfoncent une porte métallique. À l'intérieur, des fûts de précurseurs chimiques empilés jusqu'au plafond, des tuyaux de distillation, l'odeur âcre de l'éphédrine en cuisson. Un laboratoire clandestin démantelé de plus.

Cette descente de police illustre la guerre sans fin que mène la Tchéquie contre sa drogue nationale. Ici, on ne

parle pas de *crystal meth* mais de pervitine, du nom du stimulant distribué massivement aux soldats de la Wehrmacht pendant la seconde guerre mondiale. Quatre-vingts ans plus tard, la molécule circule toujours largement dans les marges industrielles de l'Europe centrale. On l'appelle la «*cocaïne du pauvre*». Un gramme de cocaïne coûte environ 150 euros dans la région ; un gramme de méthamphétamine, 30.

Des cours d'école de Bohême à la gare centrale de Prague, la pervitine est partout. La ville de Světlá nad

Sázavou abrite la plus grande prison pour femmes du pays, nichée dans une ancienne colonie de vacances communiste, entourée de champs et d'exploitations agricoles. Sur les 950 détenues, 60 % ont été condamnées pour des crimes liés à la drogue. Plus de la moitié connaissent des problèmes d'addiction à la méthamphétamine. Gabriela (1), 33 ans, porte l'uniforme de la prison : un survêtement gris. Elle a commencé la *meth* à 16 ans dans la cour de récréation du lycée. Rapidement, elle arrête l'école, tombe enceinte de son dealer et trouve un travail d'aide-soignante dans une maison de retraite. Les week-ends, ses deux filles filent chez leurs grands-parents, et elle continue à s'injecter de la drogue. «*C'est comme un interrupteur pour éteindre la lumière.* » La drogue annule tous les problèmes : la précarité, l'angoisse, le temps.

(Lire la suite pages 8 et 9.)

(1) Les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat.

* Romancière et journaliste.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

En vente chez votre marchand
de journaux et en librairies

MULTIPLICATION DES PROCÉDURES-BÂILLONS

Cette opiniâtreté qui a vaincu Total

En France comme ailleurs, les procédures judiciaires diligentées par certaines grandes entreprises contre des militants, des chercheurs ou des journalistes tendent à se multiplier. Avec quelles conséquences? Et quelles issues? Le philosophe Alain Deneault raconte sa propre expérience, victorieuse.

PAR ALAIN DENEULT *

LE 11 octobre 2024, sur mon île acadienne de la baie des Chaleurs, au Canada, je reçois un courrier de la République française. Plus précisément d’une juge d’instruction du tribunal judiciaire de Paris. «*Nous vous informons que nous envisageons votre mise en examen. À cette fin, vous êtes convoqué pour procéder à votre première comparution.*» Qu’avais-je donc fait pour mériter une telle missive? Selon la société TotalEnergies, à l’origine de la plainte, j’aurais tenu des propos diffamatoires à son encontre, dans un documentaire diffusé sur Arte en novembre 2022 (1). La citation incriminée, tronquée, n’est nullement contextualisée : «*Comment ça se fait que c’est Total qui a les capitaux et non Greenpeace? C’est Total eh bien, car Total a fait quoi (...) a fait travailler de force, via une partenaire, des populations infortunées au Myanmar.*»

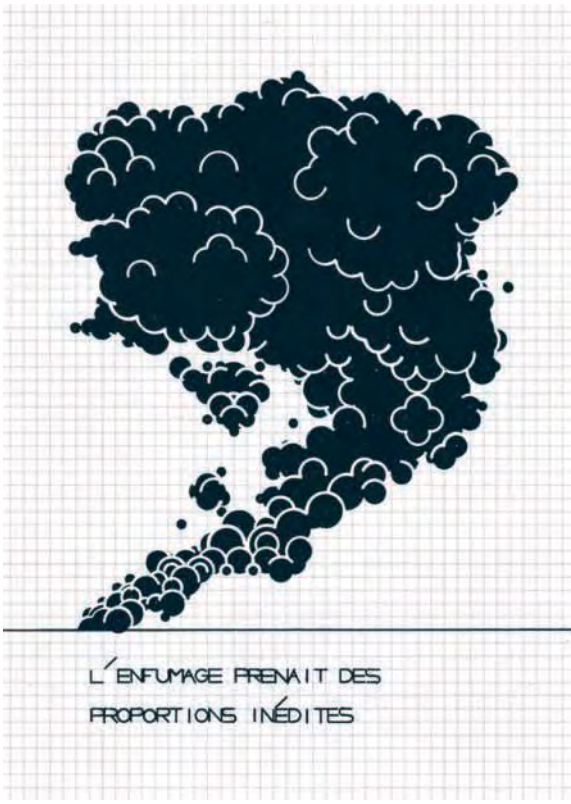
J’apprends dans cette lettre que TotalEnergies a déposé plainte contre moi le 7 février 2023. Cinq mois plus tard, le 7 juillet, une information judiciaire était ouverte, des investigations lancées, qui ont abouti au courrier reçu un beau matin d’octobre. J’ai désormais un mois pour préparer l’«*interrogatoire de première comparution*», qui doit aboutir à ma mise en examen et à mon renvoi devant le tribunal correctionnel.

Les plaintes de ce type, parfois qualifiées de «*procédures-bâillons*» en ce qu’elles visent à museler les voix critiques,

* Professeur de philosophie à l’université de Moncton (Canada), auteur de *De quoi Total est-elle la somme?*, Rue de l’échiquier - Écosociété, Paris-Montréal, 2023.

sont devenues monnaie courante, en France comme au Canada ou aux États-Unis. La secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT), M^{me} Sophie Binet, est poursuivie par le mouvement patronal Entreprises de taille humaine, indépendantes et de croissance (Ethic), car ses membres n’ont pas souffert d’être comparés à des «*rats qui quittent le navire*» – l’image utilisée par la dirigeante syndicale pour décrire la fuite d’entreprises hors de France. La journaliste Inès Léraud, qui enquête sur la pollution de l’agro-industrie en Bretagne, a remporté, en 2025, son troisième procès en diffamation, tandis que le site d’information StreetPress affronte actuellement pas moins de treize plaintes-bâillons, pour la plupart déposées par des personnalités ou des structures liées à l’extrême droite. Les organisations non gouvernementales Sherpa et React, les journaux *L’Obs*, *Le Point*, *Le Monde diplomatique*, le journaliste Jean-Baptiste Rivoire ont quant à eux subi les foudres du groupe Bolloré ou de l’une de ses filiales. Aux États-Unis, l’association Greenpeace a été condamnée, en mars 2025, à verser 345 millions de dollars au géant pétrolier Energy Transfer, pour cause de «*diffamation*», «*nuisance*» ou encore «*ingérence illicite dans les relations commerciales*». Elle avait aidé une communauté sioux qui s’opposait à la construction d’un oléoduc dans le Dakota du Nord...

Ces procédures, qui peuvent s’étendre sur plusieurs années, ont des effets désastreux



OLIVIER GARRAUD. – «*L’Office du dessin, numéro 205*», 2019

quand elles frappent de petites associations ou des individus isolés. Sur le plan social, tout d’abord. Les gens qui vous entourent vous perçoivent différemment. Ils ignorent les détails de l’affaire, mais comme il n’y a pas de fumée sans feu, ils vous voient déjà un peu coupable. Les boutades fusent : «*Je ne vais pas marcher près de toi, je crains de prendre une balle perdue.*» On ne vous demande plus comment vous allez, mais «*comment vont les poursuites?*». Impossible d’oublier votre procès.

Les petites associations doivent consacrer une part substantielle de leur budget au financement des démarches judiciaires. Elles sont obligées d’interrompre certaines de leurs activités pour s’atteler à la préparation de leur défense, là où une multinationale peut parfaitement lancer des poursuites en diffamation tout en continuant à négocier des contrats, animer un salon mondial de l’énergie, dépêcher ses lobbyistes dans les Parlements... Surtout, cette mise sous pres-

sion influe sur les pratiques quotidiennes des associations. Chaque rapport, chaque communiqué de presse, chaque lettre adressée à un grand groupe sont pesés au trebuchet, pour ne pas prêter le flanc à d’abusives représailles judiciaires. Aucune précaution n’est cependant suffisante. Deux mots par-ci additionnés à trois autres par-là, montés en épingle et tirés par les cheveux, joints par des points de suspension entre parenthèses, peuvent suffire à déclencher des poursuites.

Le jour de l’interrogatoire de première comparution – le mien se déroule le 12 novembre 2024 –, la juge se contente de vous lire vos droits, après s’être assurée que vous avez bien tenu les propos qui vous sont attribués. Ce que je discute : «*D’un point de vue étroitement phénoménal, au sens de cette bouche-ci qui aurait prononcé dans l’ordre ou dans le désordre ces mots-là, peut-être. Mais tout dépend de ce que parler veut dire. La citation comprend des “(...)”, je ne sais pas comment on prononce des “(...)”, je ne me souviens pas en avoir jamais dit. Donc non, je ne suis pas l’auteur de cette phrase ainsi défigurée. Si j’avais écrit quelque part “Pour Hitler, l’affaire est close : les Juifs doivent mourir”, et qu’on me dénonçait au prétexte que j’eusse écrit “Les Juifs doivent mourir”, je ne pourrais ni nier l’avoir écrit, ni me reconnaître dans la citation. Toutes proportions gardées, je me retrouve dans une situation analogue.*» La juge écoute poliment, mais ne dissimule pas sa hâte et, au premier silence de ma part, elle me signifie son ordonnance de renvoi : je suis mis en examen, il doit y avoir procès.

L’audience se tiendra quinze mois plus tard, le 16 mars 2026, devant la juge de la 17^e chambre du tribunal de Paris. J’y assiste en visioconférence, depuis un commissariat de police en banlieue de Montréal. Avec mon avocat, nous expliquons que la «*citation*», replacée dans son contexte, relevait d’un «*procédé explicatif de type secon-*

daire», c’est-à-dire un procédé consistant à présenter, en quelques phrases ou dans un raisonnement concis, plusieurs éléments de justification qui soutiennent une affirmation principale. En l’occurrence, l’affirmation portait sur le fait que les grands chantiers dits de «*transition énergétique*» permettaient à Total de se draper de vertus écologiques, alors que ses capitaux ont bien souvent été accumulés de manière controversée, en Asie, en Afrique ou ailleurs.

Comment pouvais-je me permettre d’évoquer si succinctement le recours au travail forcé? Tout simplement parce que le président de la société américaine Unocal – membre du consortium dont Total était opérateur au Myanmar – a lui-même reconnu ce travail forcé lors de la construction du gazoduc reliant le gisement maritime de Yadana à la Thaïlande en passant par le Myanmar, entre 1995 et 1998. Parce que le procureur du tribunal de Nanterre a émis, en 2004, un avis similaire. Parce que plusieurs organisations indépendantes (la Fédération internationale pour les droits humains [FIDH], EarthRights International, la Ligue des droits de l’homme [LDH]...) ont publié des rapports en ce sens, tout comme le Conseil d’éthique du fonds souverain norvégien. Parce que des déclarations d’employés ou de représentants de Total eux-mêmes le suggèrent...

Trois ans après le début des poursuites, le jugement tombe. Il confirme qu’une base factuelle existe pour estimer de bonne foi que «*Total a fait travailler de force, via une partenaire, des populations infortunées au Myanmar*». Me concernant, le document conclut : «*Ses propos, qui contribuent à un débat d’intérêt public, n’ont pas dépassé les limites admissibles du droit à la liberté d’expression.*» La multinationale est entièrement déboutée. Des années de procédure, des milliers d’euros perdus pour confirmer des évidences. Entre-temps, la justice aura fait ce que le plaignant attendait d’elle : occuper, distraire, intimider.

(1) *Le Système Total. Anatomie d’une multinationale de l’énergie*, réalisé par Catherine Le Gall et Jean-Robert Viallet, 2022.

REMORDS LITTÉRAIRES D’UN RÉSISTANT

«*Nous n’épargnerions plus Céline*»

Roger Vailland a écrit des romans et du théâtre. Il a été essayiste, journaliste, dandy, communiste. Résistant aussi. À Montmartre, où ils se réunissaient en secret, lui et ses camarades croisaient Louis-Ferdinand Céline. Fallait-il l’abattre? La question, d’ordre littéraire, les divisa.

PAR ROGER VAILLAND *

C’ÉTAIT en 1943. Nous étions plusieurs terroristes, plusieurs voyous, je veux dire plusieurs résistants, à beaucoup fréquenter le grand immeuble [parisien] qui fait l’angle de l’avenue Junot et de la rue Girardon, juste en face des jardins du Moulin de la Galette. La concierge était l’une de nos «*boîtes à lettres*», c’est-à-dire que quelques-uns de nos amis de province venaient y déposer leurs messages. Le grand appartement du quatrième était habité par Simone. Le Conseil national de la Résistance s’y réunit un jour, puis nous reçûmes une forte sermonce – l’endroit risquait fort d’être brûlé, par suite, nous dit-on, de toutes nos imprudences. Il y avait toujours trois ou quatre clandestins cachés chez Simone. Nous y dansions aussi, lorsque arrivaient ces deux «*courriers*» de province qui avaient l’une des yeux noisette, l’autre des yeux océan-sur-la-grève-un-matin-de-tempête. L’appartement du cinquième était habité par Louis-Ferdinand Céline.

* Écrivain (1907-1965). Cet article, initialement paru dans *La Tribune des nations* le 13 janvier 1950, est tiré du recueil *Les Ruines de Berchtesgaden*, Grasset, Paris, 2026.

Un petit groupe de collaborateurs se réunissait une ou deux fois par semaine dans l’appartement du cinquième. Des rédacteurs de *Je suis partout*, des écrivains, des artistes, le dessus du panier de la collaboration. Vers onze heures, ils s’en allaient tous ensemble. Cela faisait une grande rumeur dans l’escalier. Céline les accompagnait jusque sur l’avenue Junot, puis ils restaient un grand moment à parler, à rire, à faire des jeux de mots, juste sous les fenêtres de Simone.

Celui qui faisait le plus de bruit, c’était Ralph Soupault (1), l’humoriste hitlérien, le doriotiste de la Butte, l’homme qui, dès qu’il était saoul, brandissait son pistolet à tuer les gaullistes.

Nous, nous les regardions, derrière les rideaux de chez Simone. Puis ils se dispersaient. Céline remontait ses cinq étages; cela faisait un tout petit bruit dans l’escalier.

Un soir d’été, après avoir lu des échos de *Je suis partout*, encore plus perfidement dénonciateurs que d’habitude, nous avons décidé de les exécuter.

Comme nous étions gens d’action, nous avons d’abord pensé aux moyens. Fred a proposé de laisser gentiment glisser une grenade de la fenêtre de Simone, dans l’avenue Junot. Et boum! Pour parler comme Louis-Ferdinand Céline, le gros Laubreaux (2) pissait ses intestins, le grand Ralph dégueulait sa petite cervelle, etc. Mais c’était obliger Simone à passer dans l’illégalité et nous autres à lui procurer un état civil, passe encore, mais un nouvel appartement, toute une histoire. Nous écartâmes la grenade.

Alcibiade fit la proposition la plus raisonnable. Deux d’entre nous s’embusqueraient dans le petit square de l’avenue Junot, et puis à la mitraille, hop là! boum! Dans *Je suis partout*, comme dans le jeu de quilles de Marianne Oswald (3). Deux vélos, et les terroristes disparaissaient dans l’allée des Brouillards,

dans le brouillard. Ce sera le plus beau «*coup*» de ma vie, disait Alcibiade, qui était agrégatif de philosophie. (Plusieurs de nos copains venaient d’être très sérieusement maltraités, rue des Saussaies (4).)

Là-dessus, Jacques fit une objection de principe : «*Laubreaux, bien sûr*, dit-il. *Ralph Soupault, certainement, c’est un pourri du PPF* (5). *Mais Céline?... C’est tout de même difficile d’abattre comme un chien l’auteur du Voyage au bout de la nuit.*»

La discussion fut âpre. Fred disait que la guerre était la guerre, et tant pis pour les cathédrales et pour les écrivains s’ils se trouvaient dans la ligne de tir. Alcibiade défendait les cathédrales mais niait que Céline fût un grand écrivain : «*Le peintre pourri d’un monde pourri. Les points de suspension entre lesquels se délient ses phrases, c’est la définition même d’un style en décomposition. Abattre un cadavre, cela ne pose pas de cas de conscience.*» Mais Simone, qui, ce soir-là, était un peu bas-bleu, se rangea à l’avis de Jacques; l’avenir de la littérature française lui tenait à cœur. Et comme l’unanimité est préférable, lorsqu’il s’agit d’une condamnation à mort, nous remîmes la décision.

D’autres besognes reprirent notre attention. La répression nous dispersa.

L’un des arguments d’Alcibiade (en faveur de l’exécution) était qu’il était inévitable que Céline eût perdu son talent en même temps que sa bonne conscience. «*Le Voyage au bout de la nuit, que je n’aime pas*, disait-il, *dénonce, avec une certaine vigueur, la mauvaise odeur d’une société en décomposition. Céline, en s’associant aujourd’hui avec la partie la plus pourrie de cette société, entre avec lui-même dans une contradiction qui doit le paralyser pour l’éternité.*»

Alcibiade avait sans doute raison. *Casse-pipe* (6) est du très mauvais Céline. Je soupçonne même que

cette histoire de cavaliers dans une caserne de la fin du XIX^e siècle (7) est une œuvre de jeunesse, mal rafistolée dans les solitudes du Danemark (8).

D’Ovide à Romain Rolland, l’exil fournit une autre substance aux vrais écrivains. La source Céline semble bien définitivement tarie. Il nous reste à faire le bilan de notre mansuétude d’un soir de juillet : des dix que nous étions ce soir-là chez Simone, trois seulement survivent. L’un d’eux vient d’être réduit au chômage parce que ses opinions politiques déplaisent à son ministre socialiste.

Mais Laubreaux à Madrid complota son retour et notre mort. Soupault survit et jure qu’il aura notre peau. Et Céline, de Copenhague, écrit des lettres d’injures aux écrivains qui ne collaboraient pas, et un mauvais livre que tous les «*collabos*» achètent, parce qu’il collabora.

Je crois que notre mansuétude fut un marché de dupes et par surplus une mauvaise action.

(1) Lié à l’Action française puis au Parti populaire français (PPF), Ralph Soupault (1904-1962) fut le caricaturiste-vedette de *Je suis partout* et de la presse collaborationniste.

(2) Fanatiquement antisémite et pronazi, Alain Laubreaux (1899-1968) était critique dramatique et chroniqueur politique à *Je suis partout*.

(3) Allusion à la chanson *Le Jeu de massacre*, interprétée par Marianne Oswald (1901-1985).

(4) Siège de la Gestapo à Paris.

(5) Parti populaire français, formation politique fasciste fondée en 1936 par Jacques Doriot, et l’un des deux principaux partis collaborationnistes de la seconde guerre mondiale avec le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat.

(6) Ce court roman sur la vie militaire, à teneur autobiographique, a paru en revue en 1948, puis en volume l’année suivante.

(7) La date précise est 1912.

(8) En 1944, au lendemain du Débarquement, Céline craignant pour sa vie s’enfuit en Allemagne, et l’année suivante au Danemark. Il revient en France en 1951.

EN RÉACTION À L’INVASION ITALIENNE DE 1935

Et le monde se souleva au nom de l’Éthiopie

Dans l’histoire tumultueuse des années 1930, on oublie parfois l’aventure éthiopienne des fascistes italiens. Et on ignore souvent la mobilisation d’ampleur contre cette agression, en Afrique, sur le pavé des villes de la diaspora noire comme New York, ainsi que dans de nombreux ports où dockers et marins refusèrent d’embarquer des armes à destination de l’Italie.

PAR TARIK BOUAFIA
ET ÉLODIE DESCAMPS *

« Ô ÉTHIOPIE, nous patientons depuis quarante ans, maintenant ça suffit ! », s’exclame Benito Mussolini, dans un discours radiodiffusé, le 2 octobre 1935. Pour le Duce, l’heure est venue de laver l’affront de l’humiliante défaite subie dans ce pays lors de la bataille d’Adoua, en 1896. La conquête de l’Éthiopie doit installer l’Italie, frustrée de n’avoir reçu que des « miettes du festin colonial », à la table des grandes puissances. Après plusieurs mois de tensions diplomatiques et de préparatifs militaires, l’invasion est lancée le 3 octobre depuis les colonies italiennes d’Érythrée et de Somalie. Violant le protocole de Genève (1925), qui interdit l’usage d’armes chimiques, Rome utilise massivement de l’ypérite (gaz moutarde), ce qui décime la population et le bétail, puis contamine massivement les nappes phréatiques. L’Éthiopie devient le théâtre d’une guerre totale où les généraux Pietro Badoglio et Rodolfo Graziani mènent des campagnes de terreur, si bien qu’on estime entre 500 000 et 750 000 le nombre de personnes tuées jusqu’à la fin de l’occupation italienne, en 1941.

En réalité, l’Italie ne fait que reproduire des procédés largement utilisés sur d’autres terrains, comme lors de la conquête de l’Algérie par la France à partir de 1830. Une différence : l’Éthiopie est membre de la Société des nations (SDN). À ce titre, elle doit bénéficier d’une protection prévue par les articles 10 et 16 du pacte fondateur de l’organisation. En

réaction à l’agression italienne, les délégués réunis à Genève le 7 octobre 1935 décident de mettre en place des sanctions – qui resteront finalement lettre morte.

Pour comprendre la paralysie de la SDN, incapable de faire respecter le droit international, il faut revenir au contexte européen des années 1930. Le Royaume-Uni et surtout la France, préoccupés par l’arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, se montrent soucieux de ménager l’Italie, afin d’éviter un rapprochement entre Rome et Berlin. Le ministre des affaires étrangères Pierre Laval joue ainsi un double jeu. D’un côté, il soutient à demi-mot les sanctions ; de l’autre, il cajole Mussolini : le maintien de la paix en Europe vaut bien qu’on laisse les mains libres au Duce en Afrique. D’autant que s’opposer à l’Italie s’avère délicat dans une France républicaine et impériale convaincue qu’il est de son devoir de civiliser les « races inférieures ». Empêtrée dans les contradictions de son discours, elle peine à condamner une politique qu’elle a elle-même ardemment menée. Pourtant, quoique largement acquise à la propagande coloniale, l’opinion publique va se fracturer au sujet de l’Éthiopie. À tel point qu’un observateur compare alors la virulence et l’intensité des débats à l’affaire Dreyfus : « Nous assistons au conflit de deux esprits, de deux conceptions de la justice, de la vie politique et du devenir de l’humanité (1). »

« Contre un Noir, tout est bon... »

UNE coalition de droite et d’extrême droite se forme pour soutenir l’Italie fasciste. Lors d’un meeting dans la salle Wagram, à Paris, le 10 septembre 1935, des personnalités comme Roger de Saivre, chef des Jeunesses patriotes, et le député Philippe Henriot, futur secrétaire d’État à l’information et à la propagande du gouvernement de Laval à Vichy, acclament le nom de Mussolini et défendent les « ambitions nobles » de Rome face aux « barbares d’Afrique » (*L’Ami du peuple*, 11 septembre 1935). *L’Action française* (22 septembre 1935) publie une liste de « près de cent quarante assassins », des députés « factieux », des « parlementaires félons » accusés de mener une « entreprise de trahison » pour avoir osé réclamer des sanctions contre l’Italie. Parmi eux figurent les communistes Maurice Thorez et Gabriel Péri, le socialiste Léo Lagrange, le radical Jean Zay...

Dans un registre moins virulent mais tout aussi favorable à Mussolini, *Le Temps* publie au lendemain de l’invasion, le 4 octobre 1935, un « Manifeste d’intellectuels français pour la défense de l’Occident ». Rédigé par l’écrivain Henri Massis, il est signé par des académiciens (l’historien Louis Madelin), des monarchistes (Léon Daudet), des écrivains fascistes (Pierre Drieu la Rochelle)... Fustigeant les menaces de sanctions, le texte voit dans l’appui à l’Éthiopie le « signe d’un mal mental, d’une véritable démission de l’esprit civilisateur ». Les soutiens de la SDN sont considérés comme inféodés à un « faux universalisme juridique », prêts à liquider l’Occident pour un « amalgame de tribus incultes ». À Paris, un homme cristallise la haine des fascistes : Gaston Jèze. Professeur

de droit public, il est aussi le conseiller juridique du Négus, l’empereur Haïlé Sélassié. Traité d’« indésirable » et de « traître à sa race », il fait l’objet de persécutions menées par un comité d’entente qui regroupe plusieurs syndicats d’étudiants d’extrême droite. Ses cours sont interrompus, sa vie est passée au crible, on réclame sa démission lors de manifestations. Celle du 5 mars 1936, qui voit la présence d’un certain François Mitterrand aux côtés des nationalistes, donnera lieu à l’intervention de la police.

À gauche, l’agression contre l’Éthiopie rassemble tous ceux qui voient dans l’impérialisme et le fascisme des dangers mortels. Dès septembre 1935, un collectif d’« Écrivains et artistes contre la guerre d’Éthiopie », rassemblant entre autres Louis Aragon, Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier et Andrée Viollis, déclare dans la revue *Commune* (proche du Parti communiste) : « Nous refusons aux fascistes de Rome le droit de parler au nom de la culture qu’ils écrasent en Italie. Leur civilisation d’espions, de bourreaux et de policiers va porter en Afrique les seuls instruments qu’elle est capable de produire : des tanks, des avions et des gaz. » Paul Nizan publiera une cinquantaine d’articles en un an. Déplorant l’indifférence d’une France si difficile à « émouvoir », se « soulevant moins puissamment pour les Éthiopiens que pour les Boers », il tente à travers le journalisme de réveiller les consciences.

Le bombardement de la ville de Dessié, qui a pris pour cible un marché et un hôpital, lui inspire ce jugement lapidaire : « Contre un Noir, tout est bon. Voilà notre Occident » (*Vendredi*, 13 décembre 1935).

Dans l’effervescence intellectuelle du Paris de l’entre-deux-guerres, les menaces contre l’Éthiopie précédant l’invasion interpellent d’autres milites. « *Aucun Africain, sans distinction de couleur ou de religion, ne sera indifférent à cet appel, et tous vous viendrez crier : “Bas les pattes devant l’Abyssinie [l’Éthiopie]”* », assure un tract intercepté par la police le 21 août 1935. La Ligue de défense de la race nègre, organisation anticolonialiste et panafricaniste, et l’Étoile nord-africaine appellent à un meeting, le 22 août à Paris. Devant des gens venus en nombre, Messali Hadj, figure majeure de la lutte anticoloniale algérienne, appelle les colonisés à « retourner leurs armes contre leurs dominateurs respectifs pour conquérir leur indépendance en cas de conflit mondial ». Dans la foulée, des intellectuels de gauche, des activistes noirs et des antifascistes italiens s’associent pour fonder le Comité international pour la défense du peuple éthiopien et de la paix, mené par la féministe Léo Wanner et qui rassemble 250 groupes politiques issus de pays européens mais aussi d’Haïti, du Brésil, des États-Unis et de l’empire français (2).

Au lendemain de l’invasion, une réunion du comité Amsterdam-Pleyel rassemble cent trente personnes dans le quartier de Charonne, à Paris. À Bagnolet, Noisy-le-Sec, Clichy, Ivry-sur-Seine et dans de nombreuses banlieues ouvrières, les mobilisations en

Paganon, qui ordonne aux préfets de ne délivrer aucun passeport aux Français et aux étrangers souhaitant rejoindre les armées, aussi bien celles du Négus que les italiennes. Les archives de la préfecture de police de Paris donnent à voir que les « éléments nègres et coloniaux », plus que les organisations fascistes comme les Jeunesses patriotes, focalisent l’attention des services de renseignement.

La mobilisation ne s’arrête pas aux portes de la capitale. Un certain Pierre, délégué de l’Internationale des marins et des dockers (ISH), inquiet de ne pas voir respectés les mots d’ordre de boycott des livraisons d’armes à destination de l’Italie, se rend à Dunkerque en octobre pour veiller à leur application. L’ISH avait lancé un premier appel au boycott dès le mois de mars 1935, qu’elle a renouvelé à la suite du septième congrès mondial du Komin-

tern, en août. Pourtant, au Pirée, des marins grecs refusent de charger des munitions à destination de l’Italie. Ils seront rejoints par les dockers qui cesseront de décharger les navires italiens. Comme une vague, la contestation se propage de port en port : Marseille, Cardiff, Londres, Alexandrie, Port-Saïd, Durban, Le Cap, San Francisco, Seattle, Hambourg, et jusqu’à la baie de Lüderitz en Namibie. Le mensuel du Comité syndical international des travailleurs noirs, *The Negro Worker*, initialement édité par le militant communiste noir George Padmore, diffuse les appels au boycott à travers l’Atlantique. « *Des dizaines de milliers de travailleurs noirs des diverses parties du monde recurent leur formation politique dans les pages du journal* », écrira l’une des figures majeures du panafricanisme et du marxisme anticolonial et auteur du classique *Les Jacobins noirs*, C. L. R. James (3).

Du Ghana au Kenya, de Harlem à Calcutta

Sur les quais comme dans les rues, une solidarité souterraine, portée par de petites mains, se dessine à l’écart des appareils politiques. À Johannesburg, le 17 juillet, une effigie de Mussolini est brûlée. De la Sierra Leone au Nigeria, du Ghana au Kenya, des foules clament l’indépendance de l’Éthiopie. À New York, Londres et dans les grandes villes où les diasporas noires et italiennes sont présentes, on assiste à des mobilisations massives. Le 5 août, ce sont plus de cent mille personnes qui manifestent à Harlem. En Inde, où l’on souligne dans la presse tamoule que « *ce qui arrive à l’Abyssinie aujourd’hui peut nous arriver demain* », les menaces

de Joseph Staline continue de vendre du pétrole à l’Italie, avec qui elle entretient d’importants échanges commerciaux. S’il prétend défendre le « peuple abyssin » mais non l’empereur, Moscou aussi espère surtout ménager Rome pour mieux contenir Berlin. Un jeu trouble qui entraîne la rupture de militants noirs avec les partis et les organisations communistes.

« *Pas un rouble n’a été envoyé en Abyssinie, pas un bandage, pas une tonne de blé* », s’insurge George Padmore dans *The Crisis*, le journal de référence de la diaspora noire fondé par le sociologue et militant noir américain W. E. B. Du Bois. Padmore, qui dirigeait le « Bureau nègre » de l’Internationale syndicale rouge (Profintern), s’était déjà vu reprocher de donner la primauté à la lutte anticoloniale sur la lutte des classes. À Londres, C. L. R. James, convaincu que la priorité accordée à l’antifascisme européen revient à subordonner les intérêts des peuples colonisés à ceux du Vieux Continent, fonde en 1935, avec Amy Ashwood Garvey, l’International African Friends of Abyssinia. L’organisation récolte des aides financières et médicales et tente d’enrôler des volontaires pour aller combattre sur le front éthiopien. Alors que des milliers d’hommes sont prêts à s’engager, l’envoi de bataillons se heurtera au blocage des États.

La mobilisation internationale n’aura pas évité l’invasion et l’occupation de l’Éthiopie. Mais elle dessine, pour la première fois, les contours d’une solidarité transnationale qui nourrira l’utopie révolutionnaire tiers-mondiste. Premier grand coup de canif dans l’ordre international, la guerre d’Éthiopie constitue par ailleurs un événement annonciateur des déflagrations à venir. L’occupation de la Rhénanie par l’Allemagne, la guerre d’Espagne puis la seconde guerre mondiale trouvent en partie leur origine dans l’effondrement du droit international que la SDN aura échoué à faire respecter en 1935.

(1) Yves Simon, *La Campagne d’Éthiopie et la pensée politique française*, Société des impressions littéraires, industrielles et commerciales (Silic), Lille, 1936.

(2) Joseph Froneczak, « Local people’s global politics : A transnational history of the Hands Off Ethiopia Movement of 1935 », *Diplomatic History*, vol. 39, n° 2, New York, avril 2015.

(3) C. L. R. James, *Notes on the Life of George Padmore*, manuscrit non publié rédigé entre 1959 et 1960, accessible sur le site de l’université Columbia, www.columbia.edu ; lire aussi Matthieu Renault, « Le nègre docile est un mythe », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.

(4) Giuliano Procacci, *Dalla parte dell’Etiopia. L’aggressione italiana vista dai movimenti anticolonialisti d’Asia, d’Africa, d’America*, Feltrinelli, Milan, 1984.



© DAWIT ABEBE - KRISTIN HJELLE/GERDE GALLERY, LONDRES, BERLIN

DAWIT ABEBE. – « Hands Matter #22 » (De nos mains n° 22), 2023

faveur de l’Éthiopie se multiplient les mois suivants. On y fustige la complicité du gouvernement Laval et réclame l’application effective des sanctions économiques de la SDN contre l’Italie.

Les activistes noirs, groupe le plus actif de la campagne parisienne, disposent d’organes de presse comme *Le Cri du nègre* et *Africa*, dont le premier numéro annonce le recrutement d’« une centaine de volontaires noirs, officiers, spécialistes et sous-officiers de réserve prêts à aller se sacrifier pour sauvegarder l’indépendance éthiopienne ». Ils peuvent surtout compter sur leurs homologues nord-africains, dont le « vif intérêt pour la cause » est pris au sérieux par le ministre de l’intérieur Joseph

italiennes donnent aussi lieu à d’importantes manifestations à Calcutta (4).

Ce soulèvement mondial contre l’agression fasciste revêt par ailleurs une dimension spirituelle et religieuse. Parce qu’elle est l’une des plus anciennes nations chrétiennes, l’Abyssinie tient aussi une place particulière dans le cœur des chrétiens noirs, qui voient dans le verset biblique « *L’Éthiopie tendra les mains vers Dieu* » (psaume 68) une promesse de libération.

Toutefois, si elle traverse les frontières, la campagne « Bas les pattes devant l’Abyssinie » se construit en partie sans, voire contre, les représentants de l’Internationale. Car, tout en condamnant formellement l’agression de Mussolini, l’URSS

La révolution cubaine convertie

Le 13 juillet, le département d'État américain a placé sous sanctions dix nouvelles sociétés et entités gouvernementales cubaines, dont le ministère du tourisme. Washington poursuit sa stratégie d'étranglement économique de l'île. Acculées, les autorités de La Havane tentent d'éviter l'effondrement. Leur pari ? Libéralisation tous azimuts et soutien à l'essor d'une bourgeoisie entrepreneuriale.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
JULIA NEIMA *

DANS une Havane éreintée, une maison turquoise refaite à neuf détonne au milieu du quartier du Vedado. Deux arbres fruitiers ombragent son patio. Une balançoire égaye la pelouse artificielle. Les vitres teintées de la façade assurent une certaine intimité. Assise dans un fauteuil roulant, une dame très âgée parle seule face à la porte d'entrée. Elle est l'une des clientes de TaTamanía, première maison de retraite privée ayant ouvert ses portes à Cuba, au printemps 2026. Jusque-là, la révolution interdisait ces établissements. Mais, depuis quelques années, les structures d'accueil publiques se trouvent dans une situation critique par manque de ressources.

M^{me} Yadira Álvarez, ancienne pédiatre, et son mari informaticien ont créé cette *mipyme*. L'acronyme désigne les petites ou moyennes entreprises dont l'État a autorisé la création en 2021 et qui, depuis, ont fleuri par milliers. Après la pandémie de Covid-19, La Havane a choisi de libéraliser l'économie dans l'espoir d'éviter son effondrement sous les effets conjugués de l'embargo américain imposé depuis 1962, de la politique de « pression maximale » menée par M. Donald Trump lors de son premier mandat – avec ses 243 mesures coercitives prises contre l'île –, de la crise sanitaire et d'une réforme monétaire qui a fait exploser l'inflation (1). Ce premier tour a intensifié alors que le plus grand mouvement de contestation du gouvernement jamais observé depuis 1959 ébranle un pouvoir qui réprime durement les manifestants.

Depuis le retour en 2025 du président républicain à la Maison Blanche, Washington a plus que jamais La Havane dans sa ligne de mire. M. Trump a promis à plusieurs reprises de « prendre » l'île (2). Le 29 janvier 2026, trois semaines après avoir exigé – et obtenu – des autorités vénézuéliennes maintenues après l'enlèvement du président Nicolás Maduro qu'elles cessent toute livraison de pétrole à Cuba, il déclare que le pays constitue une « menace inhabituelle et extraordinaire (...) pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis (3) ». Plus aucun État n'est autorisé à vendre ou fournir des hydrocarbures à Cuba, sous peine de s'exposer aux droits de douane américains. L'état économique, commercial et financier se resserre à mesure que l'éventail des sanctions de Washington s'élargit : depuis le 1^{er} mai, elles visent les dirigeants cubains accusés « de graves violations des droits humains », ainsi que tout gouvernement, individu

ou entité entretenant des relations d'affaires avec La Havane ou avec ses entreprises (4). Quelques jours plus tard, le 20 mai, le département de la justice inculpe M. Raúl Castro pour « complot visant à tuer des ressortissants des États-Unis » dans l'affaire des Frères du secours (Hermanos al rescate), qui remonte à 1996 (5).

La stratégie de M. Trump consiste à étouffer le monopole étatique afin de contraindre le gouvernement cubain à laisser se développer un secteur privé mû par la logique du profit. Cette épreuve constitue un bouleversement majeur pour une économie jusque-là parmi les plus étatisées du monde. La réforme agraire (1959), les grandes nationalisations des années 1960, l'« offensive révolutionnaire » de 1968 – durant laquelle les autorités de La Havane lancèrent l'étatisation de tous les petits commerces, dernières structures privées présentes sur l'île – ont conduit Cuba à une centralisation extrême et créé une bureaucratie aussi tentaculaire que paralysante. Combinés, les effets de l'embargo, du renforcement des sanctions depuis la fin des années 2010 et de ce centralisme affectent durement la population. Loin des passes d'armes opposant leur gouvernement à la première puissance mondiale, les Cubains tentent de survivre à la plus grave crise économique et sociale depuis la révolution. Ils subissent quotidiennement d'interminables coupures d'eau et d'électricité. L'offre de transports se raréfie, le système de santé s'effondre, les prix s'envolent tandis que les entreprises étrangères quittent le territoire sous l'effet de la pression américaine. Quant au tourisme, secteur-clé de l'économie nationale, il est à l'arrêt. Le nombre de visiteurs a chuté de 4,2 millions en 2019 à moins de 360 000 au premier semestre 2026 (6). Dès lors, la libéralisation de l'économie apparaît tout à la fois comme le dernier moyen d'approvisionner le pays et comme le prélude d'une nouvelle ère.

Émanation du système centralisé, la holding Grupo de Administración Empresarial SA (Gaesa) fait partie des entités sanctionnées par Washington. M. Raúl Castro et les forces armées révolutionnaires (FAR) l'ont fondée au début des années 1990 – durant la « période spéciale en temps de paix »



© ALESSIO PADUANO - WWW.ALESSIOPADUANO.IT

ALESSIO PADUANO. – Reflets sur la vitre d'une boutique de souvenirs de la vieille ville de La Havane, Cuba, août 2025

qui a suivi la disparition de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide. M. Luis Alberto Rodríguez López-Calleja, ancien gendre de M. Castro, l'a dirigée jusqu'à sa mort, en 2022. Elle possède des dizaines d'entreprises dans les secteurs du tourisme (Gaviota), de la finance (Rafin, Banco Financiero Internacional), de la vente au détail (Cimex), de l'import-export, des transferts d'argent, de la construction, de la pêche, etc.

Une dollarisation partielle de l'économie ?

Une large part de la population considère aujourd'hui le conglomérat comme le bras financier de l'armée et du pouvoir. Il se voit notamment reprocher d'avoir construit et entièrement financé de nombreux hôtels de luxe – une cinquantaine depuis 2016, aujourd'hui presque tous vides en raison de la crise économique et des sanctions américaines –, dont l'Iberostar Selection, surnommé la Torre K (Tour K). L'inauguration en 2025 de cet immense édifice en verre de quarante-quatre étages, dressé au milieu de bâtiments en ruine, a suscité l'indignation. Beaucoup de Havanais ne comprennent ni l'acheminement des matériaux nécessaires à la construction de l'hôtel cinq étoiles malgré l'embargo, ni les raisons de telles dépenses. « C'est une aberration, s'empare un habitant du quartier, le symbole du mépris de nos dirigeants, là, planté au milieu de la ville. Et nous sommes obligés de le contempler, car il est visible depuis une grande partie de La Havane ! » En mars dernier, les autorités ont décidé la fermeture de l'établissement, qui, malgré la pénurie de touristes, restait illuminé tous les soirs tandis que la ville souffrait des coupures d'électricité.

Le gouvernement, lui, a défendu la holding dans les colonnes de *Granma*, le 2 juin : « Gaesa n'a rien d'occulte, elle n'a pas été conçue par des élites, encore moins comme le projet d'enrichissement de quelques-uns. » Le même communiqué précisait que les bénéfices ont été réinvestis « dans la centrale thermique Lidio Ramón Pérez » de la province de Holguín ou « dans des travaux de rénovation de polycliniques, de centres de médecine familiale et d'écoles ».

Le président américain et son secrétaire d'État Marco Rubio miseraient-ils sur des « révoltes de la faim » pour acculer le pouvoir, voire provoquer sa chute ? Dans l'impasse, face à l'intensification des menaces d'intervention de Washington, La Havane a adopté, en juin, 176 mesures de « transformations économiques et sociales (7) ». Le plan constitue une révolution copernicienne. Commerce, services, agriculture, production, énergie... il rétablit le capitalisme dans de nombreux secteurs d'activité. Parmi les mesures présentées par le premier ministre Manuel Marrero Cruz, la participation de capitaux étrangers dans le secteur com-

mercial, la création de banques et d'établissements de crédit privé, ainsi que de comptes en devises pour les particuliers. Le gouvernement entend aussi fixer un objectif de dollarisation partielle de l'économie et ouvrir la voie à une transformation des entreprises publiques en sociétés commerciales.

L'État redimensionne son rôle et son action, en renonçant à son monopole dans le secteur énergétique au profit des investisseurs privés. Le commerce extérieur est libéralisé, la fixation des prix agricoles également. La *libreta*, le carnet d'approvisionnement qui a longtemps permis à tous les Cubains d'avoir accès à des aliments à très bas coût, doit disparaître sous sa forme actuelle afin de réorienter la solidarité nationale vers les « personnes vulnérables », selon les termes du président Miguel Díaz-Canel devant le Comité central du Parti communiste cubain le 18 juin dernier.

Sous la pression constante de Washington, qui juge ces réformes « superficielles », Cuba vit des heures critiques. Mais les *mipymes*, elles, prennent un nouveau départ. Désormais, elles pourront employer plus de cent personnes et développer leurs activités sans entraves. Quant à leurs dirigeants, ils pourront en posséder plusieurs. Une bonne

nouvelle pour les fondateurs de TaTamanía. L'établissement propose un hébergement permanent, ainsi qu'un accueil de jour à ses résidents. Pour la prise en charge d'un proche, les familles doivent déboursier entre 1 000 et 1 200 dollars par mois, quand le salaire mensuel moyen atteint environ 15 dollars. M^{me} Álvarez précise : « Notre marché ne cible pas les Cubains vivant eux-mêmes à Cuba, mais ceux qui ont émigré et laissé un proche derrière eux ici. » Elle dévoile également ses ambitions : « Nous avons ouvert une succursale en République dominicaine et souhaitons nous implanter dans toute l'Amérique latine, développer le marché et devenir les leaders du soin sur le continent. »

Il y a quelques années, personne n'aurait tenu un tel discours à Cuba. Les mesures de libéralisation adoptées en 2021 avaient déjà fait émerger une nouvelle classe marchande dont la culture se diffuse progressivement dans les grandes villes, sur fond d'explosion des inégalités désormais visibles au quotidien. Les *mipymes* se retrouvent au cœur de ces évolutions. La dizaine de milliers en activité compte environ 900 000 employés, sur 4 millions de travailleurs (8). Partout dans le pays, des milliers de patios se sont transformés en échoppes. « Avant, il y avait des touristes à qui je louais des chambres. Elles sont vides depuis des années, alors j'ai créé cette petite épicerie en bas de mon appartement », nous raconte une habitante du Vedado. Restaurants, ateliers de réparation de téléphones, de fabrication de meubles, de construction, magasins de produits de nettoyage ou de matériel informatique : les petits commerces se multiplient. De nombreuses applications de livraison de nourriture ont également vu le jour. Et La Nave, équivalent cubain d'Uber, fonctionne exactement selon le même principe.

Des embryons d'entreprises financières, notamment dans le secteur du paiement en ligne, apparaissent déjà avec l'ambition de « donner de la liberté



© ALESSIO PADUANO - WWW.ALESSIOPADUANO.IT

ALESSIO PADUANO. – Étai du marché de la vieille ville de La Havane, Cuba, août 2025

* Journaliste.

(1) Lire Maïlys Khider, « Bonjour, où puis-je trouver des « peritos » ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2023.

(2) Lire Christophe Ventura, « Cuba, si seule », *Le Monde diplomatique*, mars 2026.

(3) « Addressing threats to the United States by the Government of Cuba », ordre exécutif, Maison Blanche, 29 janvier 2026, www.whitehouse.gov

(4) « Imposing sanctions on those responsible for repression in Cuba and for threats to United States national security and foreign policy », ordre exécutif, Maison Blanche, 1^{er} mai 2026, www.whitehouse.gov

(5) Maurice Lemoine, « L'impérialisme, Raúl Castro et la fable des « Frères du secours » », *Mémoire des luttes*, 29 mai 2026, www.medelu.org

(6) Cf. « Anuario estadístico de Cuba. Edición 2020 » et « Arribo de viajeros. Visitantes internacionales. Información preliminar », mai 2026, Agence nationale de statistique et d'information (ONEI), www.onei.gob.cu

(7) « Transformaciones económicas y sociales », gouvernement de la république de Cuba, juin 2026, www.presidencia.gob.cu

(8) William Bello Sánchez, « Empleo, salarios y dinamismo : otras caras del sector privado para una Cuba próspera », Cuba Capacity Building Project, université Columbia, 28 juillet 2025, <https://horizontecubano.law.columbia.edu>

ÉCONOMIQUES, ENVOLÉE DES « MIPYMES »

de force à la libre entreprise

financière aux Cubains», nous explique le fondateur de l'une d'entre elles. Un autre entrepreneur dit vouloir créer l'«Amazon cubain», une plate-forme où seraient centralisées les ventes des mipymes.

Le droit d'importer introduit en 2021 – auparavant, seul l'État y était autorisé – constitue un levier majeur de développement de l'activité privée. Mario (9), dirigeant d'une *mipyme* spécialisée dans la fourniture de matériel agricole, rend visite à l'un de ses clients dans la province d'Artemisa, à l'ouest de La Havane. Dans un champ de trois hectares, plusieurs agriculteurs se regroupent autour d'un petit tracteur rouge récemment acheté, équipé d'une remorque.

«Le problème, c'est qu'on n'a pas toujours de pétrole»

«Alors, il marche bien?», demande Mario. «Oui. C'est tellement pratique. Je fais en trente minutes ce que je réalisais en une matinée avec les bœufs», répond l'un des paysans. Le tracteur sert à débroussailler, creuser, labourer, pulvériser des produits sur les cultures et transporter les récoltes. «Il nous accompagne dans toutes les phases de notre activité. C'est merveilleux. Le problème, c'est qu'on n'a pas toujours de pétrole», confie-t-il, entre malice et dépit.

Mario a fondé sa société en 2024. «Nous importons tout de Chine. Le secteur agricole a un gros potentiel dans notre pays. Il faut aller vers une production agro-industrielle à Cuba. C'est l'ambition de notre entreprise.» Sur son téléphone, il fait fièrement défiler des photographies et des vidéos d'immenses hangars en Chine, où se succèdent des rangées de machines agricoles qui feront bientôt route vers Cuba. Cette perspective pourrait avoir des répercussions sur la production alimentaire nationale, mise à mal après des décennies de déclin : à peine neuf mille tonnes de viande porcine en 2024 (soit une quantité insignifiante pour un pays de onze millions d'habitants) ; la même année, la quantité de riz produite n'a représenté que 30 % de celle de 2018 (10).

Désormais, les agriculteurs indépendants, les coopératives et les *mipymes* sont également autorisés à commercialiser directement leurs produits. Jusqu'alors, ils étaient contraints de les vendre à l'État, qui assurait la distribution par l'intermédiaire d'un organisme nommé Acopio. Seuls quelques excédents pouvaient être écoulés auprès des consommateurs locaux.

Ici, on cultive des haricots, des courges, du maïs, du manioc, des bananes et des mangues sous de longues serres noires. Après avoir nourri la vingtaine de cochons de la ferme et vérifié le niveau des réservoirs d'eau, les paysans s'accordent une pause à l'ombre. «Désormais, nous allons vendre aux marchés, aux hôtels. Si nous avions pu faire cela plus tôt, la faim ne serait pas si présente dans ce pays», glisse discrètement Rolando, l'un d'entre eux.

Une fois ses collègues éloignés, il se confie : «Le système précédent freinait la production. Acopio venait ramasser les récoltes. Beaucoup de produits se périmaient dans les hangars. L'État manque de carburant à cause du blocus, mais il y avait aussi

du désintérêt et un manque de volonté de la part des fonctionnaires. Beaucoup de moyens ont été investis dans le tourisme, peu dans l'agriculture. Les entreprises privées paient mieux et il y a moins de procédures.»

La capacité de production demeure limitée, mais les nouvelles règles donnent aux agriculteurs davantage de marges pour produire et investir. Pour les entrepreneurs privés, l'enjeu est désormais de convertir cette ouverture en gains durables et de prouver qu'ils peuvent assurer au pays sa sécurité alimentaire.

Les profils des *mipymeros* sont variés. Pablo gare son SUV Toyota récemment importé du Panamá. Nous nous asseyons à la terrasse de l'hôtel Roc Presidente, dans la capitale. En 2021, le jeune homme a créé une entreprise de réparation de voitures employant une vingtaine de salariés. Les filtres, les huiles, les pneus, etc., se faisaient rares avant l'apparition des *mipymes*. Pablo engrange des revenus confortables.

Pendant que nous buvons un café, une mendiante passe, son bébé dans les bras. Elle tend la main pour nous demander de l'argent. L'entrepreneur sort un billet de 1 000 pesos de sa poche (à l'époque environ 1,70 euro) et le lui donne. Il se rassoit. Puis soupire : «Tu vois, moi je cherche quelqu'un pour s'occuper de ma mère qui est malade. Je paierais facilement 1 200 pesos par jour pour cela. Mais je ne trouve personne. Une femme comme cette mendiante pourrait faire ce travail!» Il poursuit : «Il y a des choses qui me choquent chez ceux qui gagnent de faibles salaires. Trop de personnes jeunes et fortes ne veulent pas travailler, dans la construction par exemple. Si tu n'as pas étudié, tu dois accepter de prendre un travail comme ça», soutient-il. «Dans la société, au lieu de se plaindre, tout le monde devrait exercer n'importe quel travail.» L'homme embrasse pleinement la nouvelle culture entrepreneuriale : «Quand tous mes employés rentrent chez eux, je continue à répondre à mes messages. Nous, les entrepreneurs, dormons cinq ou six heures par nuit. L'année dernière, j'ai eu deux jours de vacances dans l'année.»

Sa vision de l'avenir? «Je suis allé en Chine. Là-bas, ton Uber arrive une minute après que tu l'as commandé! Les magasins sont ouverts toute la nuit. Ici, tu vois des gens traîner dès 14 ou 15 heures. J'ai vu en Chine ce dont je rêve pour Cuba!»

Longtemps, la volonté d'empêcher l'enrichissement de quelques-uns et de garantir l'égalité a justifié l'interdiction de l'initiative privée à Cuba. Son autorisation s'est, dans les faits, accompagnée d'un creusement visible des écarts sociaux ces dernières années. Alors que des enfants mendient – un phénomène apparu récemment –, que des montagnes de déchets s'accumulent dans les rues de La Havane et que la consommation de drogue et la prostitution se répandent, les inégalités sautent aux yeux.

Tandis que le soleil se couche, une Tesla blanche longe silencieusement l'avenue Linea, dans le Vedado. Au coin d'une rue stationne une Porsche Panamera. Un peu plus loin, plusieurs restaurants ont ouvert, qui servent de la viande importée des États-Unis, du poisson, du vin, des glaces. Un contraste flagrant avec les restaurants d'État, qui manquent de tout. Pour un repas complet, il faut compter entre 10 et 20 euros. De nombreuses épiceries ont fleuri, certaines vendant de la confiture à 9,50 euros le pot, des bouteilles d'huile d'olive à 13 euros, des bouteilles de vin à 30 euros, des paquets de pâtes à 3 euros, du parmesan à 40 euros le kilo.

Les chefs d'entreprise qui ont ouvert les commerces les plus lucratifs ont pour beaucoup reçu (ou reçoivent) de l'argent de l'étranger. Tout en conservant le compte en banque de leur entreprise en Espagne, au Mexique ou ailleurs, certains, qui y ont vécu, sont rentrés à Cuba pour saisir les nouvelles aubaines. Et profiter de la vie. En périphérie

Les réseaux sociaux pointent d'autres *mipyme*-ros issus des cercles de pouvoir. Comme M. Ángel David Fernández del Valle, petit-fils du général Sergio del Valle Jiménez, un proche collaborateur militaire de Fidel Castro. Son entreprise Sil26 distribue à Cuba les produits de Supermercado 23, l'une des grandes plates-formes de vente en ligne (enregistrée en Floride) dont les produits sont acheminés sur l'île – pour ceux qui peuvent se les procurer – après avoir été achetés aux États-Unis. Gaïa, un autre acteur du secteur de la distribution, a pour dirigeante M^{me} Lisa Titolo Castro, petite-fille de M. Raúl Castro.

L'extension de l'économie de marché à Cuba ne s'accompagne d'aucune ouverture politique. La critique des orientations prises par le Parti communiste reste malvenue. Les arrestations à répétition entretiennent un climat de peur. L'opposition de gauche, embryonnaire, n'échappe pas à la répression. L'historien Alexander Hall Lujardo – qui se réclame du marxisme – exprime ses réserves sur les réformes récentes : «L'arrivée des mipymes, c'est pour le meilleur et pour le pire. Sans elles, il n'y aurait pas de nourriture à Cuba. En même temps, la bourgeoisie marchande qui se forme finira par privilégier ses propres intérêts.» Il promet, pour sa part, une solution de rechange fondée sur les coopératives, qu'il considère comme compatibles avec une perspective socialiste. L'universitaire fait l'objet d'une interdiction de sortie du territoire. La sécurité de l'État lui a demandé de signer une déclaration d'auto-incrimination filmée – une vidéo dans laquelle il reconnaîtrait des faits susceptibles de lui être reprochés – et de renoncer publiquement à toute collaboration avec des médias, comme conditions pour pouvoir voyager. Il a refusé. «Est-il donc plus aisé de s'asseoir et de discuter avec l'ennemi historique de la révolution qu'avec les citoyens?»



ALESSIO PADUANO. – Reflets d'immeubles sur des fenêtres de la vieille ville de La Havane, Cuba, août 2025

de La Havane, un sentier mène à un domaine de plusieurs hectares au bord d'un paisible lac. Dans le pré, au pied des palmiers, des serveuses accueillent les clients dans un bar-restaurant luxueux. Le prix du repas s'élève à 40 euros ; la nuit au bungalow avec sa piscine privée, à environ 400 euros – l'occasion de profiter des activités : kayak, équitation, massages... El Patrón, entreprise fondée par M. Roberto Carlos Chamizo González, ne fait pas l'unanimité dans les environs. «Ce lieu... c'est indécent», s'offusquent plusieurs paysans rencontrés sur la route. L'un des petits-fils de Fidel Castro fréquente l'endroit. M. Sandro Castro, qui s'y est même exposé sur les réseaux sociaux, est lui aussi un *mipymero*. En 2019, il a ouvert le Bar EFE dans le Vedado. Au Patrón, on croise aussi M. Dioniso Arranz, entrepreneur en vue dans le secteur du luxe havanais et fils d'un ancien cadre du ministère du commerce extérieur. M. Chamizo González publie quant à lui sur Instagram des photos personnelles prises à bord de jets privés, dans des restaurants de luxe, à Dubaï, ou encore en vacances en Italie. Réputé très proche du pouvoir, il a ouvert son restaurant privé, Mia Culpa, dans l'hôtel Iberostar Packard, propriété de Gaesa.

M. Raymar Aguado est représentatif d'une nouvelle génération de contestataires de gauche à Cuba (11). Des intellectuels formés à l'université de l'île qui adoptent des positions anti-impérialistes et marxistes, mais critiquent le pouvoir et souhaitent tourner la page de l'ère castriste. Auteur prolifique, M. Aguado publie sous surveillance ses textes dans plusieurs médias en ligne. «La plupart des propriétaires ici veulent s'enrichir. L'ouverture de l'économie aux acteurs privés ne s'accompagne d'aucune politique prévoyant de renforcer, dans la sphère de la production, le rôle des syndicats ou la participation des bases populaires organisées du pays», analyse-t-il. «Nous n'avons pas de liberté d'association, ni de manifestation, ni d'expression.»

«“En haut”, ils vont tourner les choses à leur avantage»

L'incertitude ambiante a quelque chose d'anxiogène. À la terrasse d'un café du quartier Centro Habana, deux amis discutent. Ils se demandent s'ils doivent rester à Cuba. «Qu'est-ce qu'il va devenir, ce pays?», interroge le premier. «Je ne sais pas où on va, mon frère. Moi, je crois qu'“en haut” ils vont trouver comment tourner les choses à leur avantage.» Beaucoup d'habitants attendent depuis longtemps un droit à l'initiative économique privée. Mais, comme dans de nombreux pays ayant opéré une transition d'une économie étatisée vers un modèle capitaliste, Cuba montre les premiers signes de formation d'une oligarchie locale composée des dirigeants actuels.

Chaque jour, les mêmes questions alimentent les conversations : que se passera-t-il demain ? Une explosion sociale ? Les États-Unis interviendront-ils ? Les mesures de libéralisation seront-elles réellement appliquées, ou la bureaucratie les freinera-t-elle ? N'est-il pas trop tard ? N'aurait-il pas fallu les prendre il y a trente ans ? Le système social fondé sur la santé et l'éducation gratuites survivra-t-il, ou assiste-t-on bel et bien à la fin du modèle cubain issu de la révolution ?

JULIA NEIMA.

(9) Les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat.

(10) Ronald Suárez Rivas, «¿Qué perspectiva tiene la producción de arroz en Cuba?», et Freddy Pérez Cabrera, «¿Hay manera de recuperar la producción porcina? (I)», *Granma*, La Havane, respectivement 2 mars et 9 avril 2025.

(11) Lire Mailys Khider et Jésus Lopes, «Les deux visages de l'opposition cubaine», *Le Monde diplomatique*, août 2025.

Offre d'été

TOUT LE « DIPLO » SUR ÉCRANS

POUR 3,90 € / MOIS

Web + application + audio + archives

Abonnement mensuel sans engagement

Promotion valable jusqu'au 15 août

www.monde-diplomatique.fr/ete

LE MODÈLE ISRAËLIEN DE L'EXTRÊME DROITE

Fascisme en France, le grand malentendu

(Suite de la première page.)

La référence au régime mussolinien et à l'entre-deux-guerres présente l'indiscutable avantage de frapper les esprits. Elle suppose l'idée d'une bascule autoritaire une fois l'extrême droite parvenue au pouvoir grâce à la capitulation des partis traditionnels, qui ont concédé à l'adversaire le cadre du débat. Il s'agit donc de mobiliser tant qu'il est encore temps en s'appuyant sur l'exemple de luttes antifascistes illustres quoique pas toujours victorieuses. Mais le spectre du fascisme n'occulte-t-il pas un danger moins spectaculaire et beaucoup plus concret ? Celui d'un glissement insensible vers un régime de ségrégation juridique où, un peu comme en Israël, une partie de la population considérée comme allogène serait disciplinée et cantonnée à une position subalterne par l'application d'un droit spécifique. Un tournant fasciste impliquerait une rupture coercitive coûteuse ainsi qu'un guide providentiel auxquels s'opposeraient les institutions encore puissantes de la bourgeoisie libérale ; l'apartheid 2.0 se contenterait de mettre en œuvre la « préférence nationale », mesure-phare du RN légitimée par le suffrage, qui séparerait juridiquement les populations conformes à l'« identité française » des autres. Et fournirait une solution à l'équation à laquelle se trouvent confrontés nombre de pays européens.

Réduite à sa plus simple expression, la question de l'immigration, autour de laquelle se dessinent les clivages idéologiques, comporte en effet deux termes,

l'un démographique et l'autre politique. Frappées d'un vieillissement accéléré et d'un effondrement du taux de fécondité, les populations du Vieux Continent – qui n'a jamais aussi bien porté son nom – se trouvent dans l'incapacité de faire tourner la machine économique sans recourir à l'immigration. Cette donnée, largement documentée (2), avantage et pénalise simultanément les partis d'extrême droite. L'effondrement de la natalité et la proportion croissante de personnes âgées offrent un bon terrain aux discours sécuritaires, aux prophéties déclinistes et à la peur du « grand remplacement ». Mais ils posent un problème aux élites économiques, sans lesquelles l'extrême droite ne peut gouverner. En Italie, M^{me} Giorgia Meloni, élue sur une ligne antimigrants, a signé en 2025 un deuxième décret triennal autorisant l'importation de 500 000 travailleurs étrangers pour satisfaire les patronats de l'agriculture, du bâtiment et du tourisme. En même temps qu'il décrivait en octobre de la même année la présence de migrants comme « un problème dans le paysage urbain », le chancelier allemand Friedrich Merz répondait aux crailleries des employeurs sur la pénurie de main-d'œuvre en créant une agence numérique de recrutement d'étrangers qualifiés baptisée Work-and-Stay. « Ce ne sont pas les patrons qui demandent massivement de l'immigration, c'est l'économie », expliquait sur Radio Classique (19 décembre 2023) M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

de l'autre : comment concilier ces deux termes ? Par la rupture fasciste. Ou par la mise en place progressive d'un régime juridique différencié qui consacre l'ascendant des autochtones sur les nouveaux entrants, de telle sorte que les immigrés laborieux et leurs descendants s'insèrent dans une vie commune conçue comme un rapport de soumission. Sans même mentionner l'esclavage ou le système de « Jim Crow » (4) aux États-Unis, de telles constructions légales hantent l'histoire contemporaine.

À commencer par le régime de l'indigénat imposé par la III^e République dans ses colonies (5). Il différenciait deux catégories de sujets : les citoyens, titulaires de la plénitude des droits politiques, et les indigènes, soumis à une série d'obligations (corvées, réquisitions, taxes), de sanctions et de restrictions spécifiques, notamment en matière de droit de vote. Son actualisation en métropole par un gouvernement d'extrême droite transposerait une variante allégée de ce statut aux populations identifiées comme problématiques.

On trouve dans le Golfe une déclinaison radicale de ce modèle : aux Émirats arabes unis comme au Qatar, 20 % de la population jouit de tous les droits, tandis que les 80 % d'étrangers produisent ou servent, importés par des agences privées et cantonnés dans des baraquements sans perspective d'intégration.

Avec des proportions démographiques et une histoire différentes, l'apartheid instauré en Israël offre aux Européens un modèle d'autant plus instructif que ce pays porté aux nues par les droites radicales revendique une assise démocratique. L'affirmation de la suprématie des Juifs sur les Palestiniens ne s'opère pas seulement par la force illégale (colonisation, exécutions extrajudiciaires, persécutions par les colons, détentions arbi-

terroriste », mais pas les Juifs israéliens auteurs du même crime, suggère non pas une dérogation supplémentaire à la norme mais une forme de gouvernement à part entière : un système juridique à deux vitesses qui codifie la suprématie d'une partie du peuple sur l'autre.

On conçoit à quel point ce schéma pourrait inspirer une extrême droite française qui franchirait en 2027 les portes du pouvoir et chercherait à dépasser la contradiction démographie-immigration sans froisser son électorat. Le RN s'est engagé à entamer son mandat éventuel par un grand référendum sur l'immigration

qui fournirait à la « préférence nationale » un fondement juridique (6). La proposition de loi constitutionnelle « Citoyenneté-Identité-Immigration » déposée par M^{me} Marine Le Pen le 25 janvier 2024 donne un avant-goût du menu : « *priorité nationale* » érigée en « *droit constitutionnel invocable* », abolition du droit du sol, « *sauvegarde de l'identité de la France* » portée au rang de mission républicaine, volonté d'« *interdire l'accès à des emplois dans l'administration, des entreprises publiques et des personnes morales chargées d'une mission de service public aux personnes qui possèdent la nationalité d'un autre État* ».

Vers l'apartheid

CETTE dernière disposition vise évidemment les binationaux, dont 90 % sont immigrés ou descendants d'immigrés (7). Elle permet de contourner l'obstacle de la Constitution, qui bannit toute distinction fondée explicitement sur l'origine. Car, si une majorité parlementaire peut aisément soumettre les étrangers à des régimes juridiques spécifiques, il en va autrement des Français issus de l'immigration, dont une grande partie possède la pleine citoyenneté. Pour les atteindre sans les désigner comme tels, le RN peut s'appuyer sur des catégories de substitution, suffisamment corrélées à cette origine pour produire des effets comparables. Outre la binationalité, les signes religieux (interdiction du voile dans l'espace public) constituent un levier. Sans désigner des populations en raison de leur ascendance, la variable territoriale permet aussi de focaliser des mesures spécifiques sur des espaces où résident massivement immigrés et descendants d'immigrés. Or les responsables politiques déploient déjà cette logique. Contrôles d'identité concentrés dans certains quartiers populaires, délit d'occupation des halls d'immeuble, opérations

l'idée d'une incompatibilité républicaine des populations musulmanes, désormais associées au terrorisme et à l'obscurantisme. Mais aussi celle d'une fraction de la gauche, qui exalte les particularismes culturels ou religieux des minorités (8).

Ainsi, sans aller aussi loin que M. Benjamin Netanyahu ni déchirer le voile des apparences démocratiques, un gouvernement d'extrême droite disposerait de nombreux outils pour rendre à son électorat ce « sentiment de sécurité » que la proximité d'immigrés « libres et égaux en droit » lui a fait perdre. Rétablir l'ordre : à la voie militaro-policière du fascisme traditionnel, le RN préférerait vraisemblablement celle, plus praticable, d'une opération à la fois sécuritaire et symbolique consistant à remettre « les immigrés » à leur place. Celle, située tout en bas de l'échelle sociale, qu'occupaient les ouvriers de l'automobile ou de l'agriculture dans les années 1970. Ces travailleurs fraîchement immigrés, sans droits, sans famille, sans appuis politiques, à la merci des marchands de sommeil, tenus par l'encadrement à bonne distance des ouvriers professionnels français ou immigrés établis, ont tissé la toile des « trente glorieuses » que même l'homme de droite regrette aujourd'hui : aucun doute, « c'était mieux avant », quand jamais un Arabe ne l'aurait toisé du regard dans la rue.

L'apartheid à la française rencontrerait-il une résistance majoritaire ? À gauche, assurément, mais cela suffirait-il ? La droite, subjuguée par le « modèle israélien » de sécurité et de politique étrangère, dénonce déjà quoiconque y trouve à redire. « *Le rappel par les Européens des grands principes du droit international est estimable, mais ces incantations ne débouchent pas sur grand-chose* », a expliqué à propos du « *grand ménage* » israélien au Proche-Orient le journaliste Guillaume Roquette dans *Le Figaro Magazine* (6 mars 2026), hebdomadaire situé au carrefour des droites traditionnelle et extrême. Un « raisonnement » analogue accueillerait sans aucun doute la mise à bas du droit français par l'extrême droite au pouvoir.

Pour la combattre sur ce terrain comme sur celui de l'économie, la gauche dispose d'une boussole politique, d'un programme et d'un mot d'ordre : égalité.

BENOÎT BRÉVILLE ET PIERRE RIMBERT.

La conjuration des égaux

MALGRÉ les prodiges de l'automatisation et même si l'ex-candidat d'ultra-droite Éric Zemmour promet que « *les robots se substitueront aux immigrés* » (Europe 1, 23 juin 2026), les ingénieurs de la Silicon Valley n'envisagent pas à court terme une intelligence artificielle qui lave les personnes dépendantes. Cette transformation au sein de l'ordre des âges – la pyramide se change en champignon – s'accompagne d'une autre au sein de l'ordre des genres : alors que les femmes surclassent les hommes dans les études supérieures, à l'exception des filières les plus valorisées, les jeunes hommes peu ou pas diplômés perçoivent l'immigration comme une menace d'autant plus grande que leur position sociale et matrimoniale se fragilise. Or, justement, les mouvements migratoires dans le monde s'accroissent depuis un quart de siècle : on dénombrait 304 millions de migrants internationaux en 2024, contre 174 millions en 2000, soit une proportion de la population mondiale passée de 2,8 % à 3,7 %. En Europe, ce nombre atteignait 94 millions en 2024, contre 56 millions en 2000, à population quasi constante (3).

Le second terme de l'équation est politique : la montée en puissance de formations d'extrême droite portées par un discours contre l'immigration musulmane d'Afrique subsaharienne, du Maghreb ou du Proche-Orient. En France, les listes du Front/Rassemblement national passent de 11,3 % et zéro député aux législatives de 2002 à plus de 33 % et 123 sièges à celles de 2024. La droite « postfasciste » gouverne l'Italie. En Allemagne, l'Alternative für Deutschland (AfD), créée en 2013, rassemble une voix sur cinq douze ans plus tard. Les formations de droite radicale ont dominé jusqu'à récemment la vie politique en Pologne comme en Hongrie, et imposent leurs discours sur la « *menace migratoire* », le « *grand remplacement* » et l'« *insécurité culturelle* » aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Norvège...

Paradoxalement, de nombreuses études documentent une baisse des convictions racistes au sein des pays européens – au sens des croyances dans une hiérarchie des « races » – et une hausse concomitante de la xénophobie ainsi que du sentiment qu'« on n'est plus chez soi ». Une opinion qui gagne désormais les rangs de la droite classique et se banalise : « 63 % des Français favorables à une suspension de l'immigration légale pendant trois ans, selon un sondage » commandité par CNews et relayé par *Le Figaro*

(28 mai 2026). La presse et les influenceurs d'extrême droite abreuvant quotidiennement les réseaux sociaux de faits divers qui semblent valider l'idée que, du canal Saint-Martin dans le 10^e arrondis-



KARA WALKER. – « The Slothful Terrain of Entitlement » (Le terrain marécageux des droits acquis), 2024

sement de Paris à la gare de Cologne en Allemagne, des rues de Belfast à celles de Rome, les populations issues d'une immigration de culture musulmane tiennent le pavé et imposent leur loi aux « Blancs ».

Ce n'est pas au fond la présence sur le territoire de Français noirs et arabes qui incommode les droites, mais que les immigrés et leurs descendants prennent au sérieux ce que leurs contempteurs les ont parfois soupçonnés de refuser : l'intégration, le désir de faire souche, l'affirmation d'une pleine appartenance nationale. Si le racisme traditionnel fondait sa hiérarchie raciale sur la biologie, la xénophobie contemporaine dénie aux immigrés leur qualité sociale d'égaux.

Déclin démographique et besoin de main-d'œuvre d'un côté, rejet et peur croissants de l'immigration musulmane

traires, torture des prisonniers), mais également par l'adoption de lois établissant un régime d'infériorité juridique. Celle votée le 19 juillet 2018 par la Knesset dispose que « *le droit d'exercer l'autodétermination au sein de l'État d'Israël est réservé uniquement au peuple juif* ». Comme nombre de législations avant lui, à commencer par la « loi du retour », ce texte à valeur constitutionnelle légalise une discrimination en fonction de l'origine, qui cantonne les non-Juifs au statut d'inférieurs. S'ils ont agi conformément à cette idéologie d'apartheid, les fondateurs du pays avaient pris la peine de maintenir une façade démocratique en garantissant dans sa déclaration d'indépendance « *une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens* ». L'adoption le 30 mars dernier par une très large majorité de parlementaires d'une loi punissant de mort les Palestiniens jugés coupables de « *meurtre*

« place nette » prioritairement menées dans les quartiers de grands ensembles, ou encore quartiers de reconquête républicaine (QRR) créés par M. Emmanuel Macron pour territorialiser l'action policière. À la moindre flambée de désordre, les responsables des droites classique et extrême réclament l'état d'urgence, des couvre-feux et des « *mesures d'exception* » pour ces quartiers que M^{me} Le Pen et M^{me} Valérie Pécresse décrivent comme des « *zones de non-France* ». Entre les mains d'un gouvernement RN, de tels dispositifs élargis et articulés à d'autres restrictions consolideraient l'arsenal dirigé contre les droits des étrangers comme des Français issus de l'immigration extra-européenne.

La manœuvre se trouverait facilitée par une double réaction antiuniversaliste à l'œuvre depuis un quart de siècle. Celle de la droite, qui alimente sans relâche

(2) Gilles Pison, « En France comme en Europe, le solde migratoire compense l'excédent des décès sur les naissances », *Population & sociétés*, n° 642, Paris, mars 2026.

(3) « International migrant stock 2024. Key facts and figures », Organisation des Nations unies (ONU), New York, janvier 2025.

(4) Lire Loïc Wacquant, « L'esclavage aboli, les lynchages ont commencé aux États-Unis », *Le Monde diplomatique*, avril 2024.

(5) Olivier Le Cour Grandmaison, *De l'indigénat. Anatomie d'un « monstre » juridique : le droit colonial en Algérie et dans l'Empire français*, Zones, Paris, 2010.

(6) Lire Benoît Bréville, « Préférence nationale, un remède de charlatan », *Le Monde diplomatique*, novembre 2021.

(7) Cris Beauchemin, Christelle Hamel et Patrick Simon (sous la dir. de), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, INED Éditions, Paris, 2016.

(8) Lire Vivek Chibber, « L'universalisme, une arme pour la gauche », *Le Monde diplomatique*, mai 2014, et Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, Raisons d'agir, Paris, 2009.

© KARA WALKER - COURTOISE SIKKEMA MALLOY JENKINS, NEW YORK. ET SPRÜTH MAGERS

Mahmoud Darwich par lui-même

À L'ÂGE de 7 ans, Mahmoud Darwich n'était pas Mahmoud Darwich. Je me souviens très bien de cet enfant. Il était calme et menait une vie facile. Il est entré à l'école à 5 ans. Je crois qu'il fut un élève brillant. Je crois qu'il était également un peu aventurier. Il vivait dans un petit village appelé Al-Birwa, situé près d'Akka (1).

Un jour, en rentrant de l'école, il ne trouva pas sa mère à la maison. On lui dit qu'elle était partie à Akka en compagnie de sa grand-mère. Il décida sur-le-champ d'aller les rejoindre, sans savoir que c'était une ville. Il prit donc la route principale et marcha pendant plusieurs heures. Il n'a jamais eu peur, un peu soit seulement. Il était obstiné et désirait ardemment rejoindre sa mère. Il eut le sentiment de vivre une grande aventure. Il découvrit ce qu'était une ville, avec ses rues, ses maisons, ses gens. Bien évidemment, il n'y trouva pas sa mère et, après avoir pleuré, il décida de rebrousser chemin. Arrivé au village, il trouva tous les gens angoissés par sa disparition. On avait regardé dans tous les puits pour savoir s'il n'y était pas tombé. Lorsqu'un enfant disparaît dans un village, les habitants commencent toujours par inspecter les puits. Je me souviens très bien de cette anecdote.

Si l'enfant n'était pas tombé dans un puits ce jour-là, autre chose y tomba quelques jours plus tard. C'était une nuit de printemps (2), des coups de fusil réveillèrent mon père. On emmena l'enfant que j'étais avec quelques ustensiles de cuisine, et toute la famille partit sous un clair de lune à travers les champs d'oliviers, pour se retrouver, après quelques heures de marche, au Liban. À ce moment-là, l'enfant sut pour la première fois qu'il était un « réfugié ». Il sut également ce même jour que la lune avec laquelle il habitait était tombée dans un puits.

Je me souviens très bien de lui au Liban, dans des camps de réfugiés palestiniens. C'est là qu'a commencé sa véritable prise de conscience du monde. Il ne savait pas ce que signifiaient les mots « exil », « Israël », « retour ». Aucun enfant n'a besoin de ces mots, mais lui en avait besoin parce qu'il cohabitait avec eux. L'enfant est subitement passé de l'enfance au monde des adultes. Sa prise de conscience du drame palestinien s'est faite, elle, en vivant le drame lui-même. Elle est venue par les mots, et c'est ainsi qu'il est entré dans le monde du verbe.

Lorsque nous avons dû émigrer, nous avions l'impression que le problème n'était que provisoire, que les Arabes l'emporteraient sur les agresseurs et que tout serait fini en quelques semaines. Un an plus tard, les gens se sont rendu compte que c'était notre destin. Il fallait retourner en Palestine sans penser à ce qui se passerait après le retour. Nous sommes donc revenus en cachette au village.

Ce retour était pour nous comme la réalisation d'un rêve, mais le rêve était détruit. Le village lui-même était détruit. J'étais réfugié au Liban et je me suis retrouvé réfugié dans mon pays. Nous avons dû consacrer beaucoup d'efforts pour obtenir notre identité légale, car d'après la loi israélienne nous étions des « présents absents » (3) !

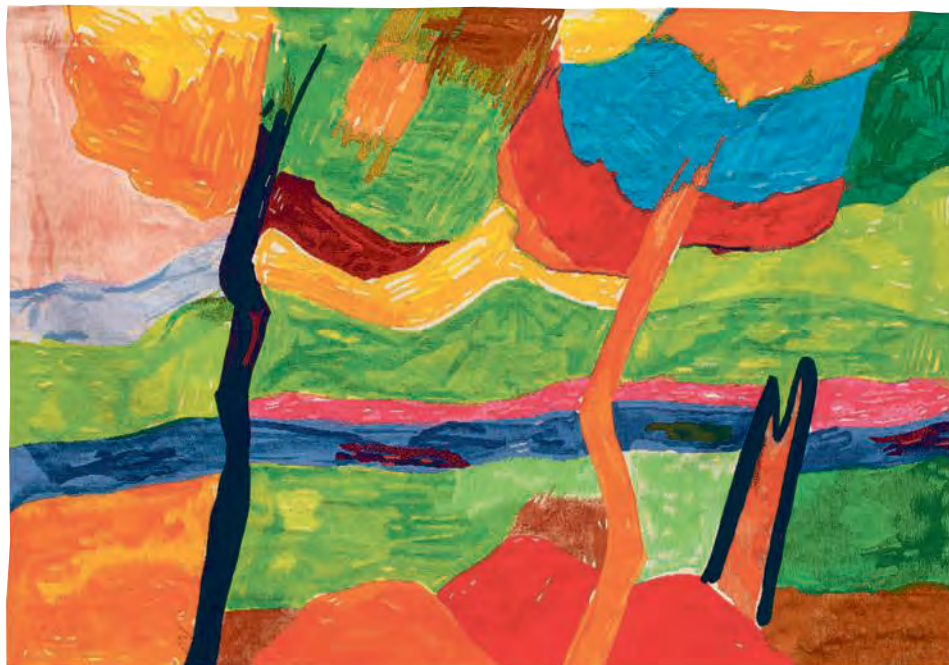
Au début, lorsque j'allais à l'école, je devais me cacher dans l'une des salles de peur que le surveillant ne me voie, car je n'avais aucune autorisation. N'ayant pas de carte d'identité, je n'étais pas un citoyen. C'est ainsi qu'a commencé la lutte.

Je me rappelle qu'à 10 ans j'étais passionné par la littérature et la poésie. Tout ce qui nous arrivait à mes parents et à moi, je l'écrivais. À 13 ou 14 ans, j'ai récité un poème lors d'une grande fête organisée pour célébrer la création de l'État d'Israël. Les autorités ont demandé à toutes les écoles de fêter l'anniversaire avec des discours. Le directeur de l'école dit un mot, le professeur en dit un autre, et l'un des élèves, un troisième. Puisque j'étais un élève brillant, surtout en dissertation, et que le professeur reconnaissait chez moi de bonnes dispositions pour la poésie, on m'a choisi pour réciter un poème. J'étais très content et j'ai écrit un poème contre cette histoire de la création de l'État.

J'y parlais de notre drame en tant que réfugiés, de la dispersion du peuple palestinien, du pillage de la terre et de la persécution par les gouvernements militaires. J'étais sentimental et sans intelligence politique. Cela fit un bruit terrible dans le village, et c'est à ce moment-là que le gouverneur militaire m'a convoqué chez lui. Il m'a frappé et menacé de prison si je continuais à écrire des poèmes. La poésie n'était pas pour moi quelque chose de sérieux, mais plutôt une sorte d'effusion sentimentale et de divertissement. Le gouverneur militaire a, ce jour-là, défini ma voie : écrire de la poésie. J'ai effectivement compris que celle-ci était une arme. Je devais choisir : soit ne pas combattre, c'est-à-dire ne pas écrire, soit lutter et donc écrire de la poésie. J'ai opté pour la lutte, et cela a forgé mon rapport à l'autorité.

Plus tard, lorsque je suis allé à l'école secondaire, j'ai constaté que les Israéliens nous enseignaient la manière parfaite de devenir sionistes. J'ai étudié tout ce qui concerne le peuple juif, mais pas grand-chose de l'islam et de l'histoire du peuple arabe. J'ai par exemple étudié la plupart des œuvres du poète juif Haïm Nahman Bialik (4). J'apprenais sa poésie par cœur. Je ne connaissais en revanche qu'un seul poème d'Al-Moutanabbi (5). Il fallait que j'apprenne la Bible par cœur pour réussir les examens, tandis que je n'ai jamais étudié le Coran. Tous les ouvrages littéraires qui abordaient la question nationale étaient interdits. Des professeurs arabes enseignaient à des élèves quelques poèmes anciens qui exaltaient la gloire de notre culture. Lorsqu'ils étaient pris « en faute », on leur interdisait d'enseigner et on les chassait.

Le 17 février 1976, alors que Beyrouth est plongée dans la guerre civile, le journaliste français Bernard Violet rencontre Mahmoud Darwich (1941-2008), qui vit au Liban depuis trois ans après avoir quitté les territoires palestiniens occupés. Au cours d'un long entretien, conduit avec l'aide du sociologue Michel Seurat (1947-1986), le poète revient sur les événements fondateurs de sa vie : l'exil de 1948, son enfance de réfugié, son engagement politique ont forgé les bases d'une poésie à la fois esthétique et combattante. Prévu à l'origine pour France Culture avant d'être finalement refusé, ce témoignage est resté inédit pendant un demi-siècle.



ETEL ADNAN. – « Lueur d'été », 2018-2020

Le jeune Arabe ne choisit pas de faire de la politique, c'est plutôt la politique qui vient à lui. Partout : à l'école, dans vos déplacements, lors de vos voyages, à l'intérieur même du pays, vous êtes confronté à des problèmes politiques. Quand vous êtes jeune bien sûr, vous ne ressentez pas la nécessité, l'importance de l'organisation. Vous considérez que vous refusez l'état de fait et qu'exprimer votre refus en paroles ou en poésie suffit largement. Mais, lorsque j'ai commencé à lire des livres, à me cultiver sur le plan politique, j'ai compris la nécessité de s'affilier à un parti révolutionnaire qui combat cette politique et qui rassemble les aspirations nationales du peuple arabe palestinien. C'est ainsi que je suis entré au Parti communiste israélien (PCI), immédiatement après la fin de mes études secondaires (6). Je suis devenu rédacteur à *Al-Jadid*, un journal affilié à ce parti, puis rédacteur en chef de sa revue littéraire. Entre le parti et moi, l'accord fut total.

L'ACTION du PCI part du principe, cristallisé par la suite, que la politique israélienne sioniste mène à la catastrophe et qu'il n'y a pas de solution sioniste au problème israélo-arabe. Que la seule solution réside dans la reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple palestinien. Par ailleurs, il donne son appui constant aux luttes sociales des masses contre l'exploitation et le capitalisme israélien. Mes relations avec l'organisation ont perduré jusqu'en 1970, date à laquelle j'ai décidé d'abandonner cette réalité, de manière radicale. J'ai rejoint les rangs de la résistance palestinienne (7). Ainsi, ma relation avec le parti a toujours été un choix intellectuel et idéologique, en harmonie parfaite. Je n'ai pas démissionné du PCI, mais je n'en suis plus membre, simplement parce que je ne suis plus présent en terre occupée.

En 1973, j'étais au Liban. J'étais l'un des rares types à croire dès le premier jour que les Arabes vaincraient ou remporteraient quelque victoire (8). J'ai rapidement décidé d'opter pour un rôle « littéraire » dans la guerre. J'ai écrit des poèmes pendant les combats. Si n'importe quel obus demeure bien entendu plus fort qu'un poème le temps de son explosion, par la suite la situation peut changer. Je consignais chaque jour les effets que la guerre avait sur moi. Les émissions arabes comme les journaux reprenaient ce que j'écrivais quotidiennement. Cela était alors considéré comme une arme psychologique puissante dans le combat.

La poésie est une arme. C'est indiscutable. Mais si cette arme est rouillée, si cette poésie n'est pas bonne, elle ne pourra jamais accomplir son rôle. Je crois que la mauvaise poésie, quelles que soient les intentions de son auteur vis-à-vis de l'impérialisme, lui rend en fin de compte plus service qu'elle ne le gêne. Pour qu'une poésie soit révolutionnaire, et qu'elle puisse accomplir son rôle, il faut avant tout qu'elle soit belle. La mauvaise poésie s'accorde avec l'impérialisme et avec la laideur de l'influence qu'il exerce dans nos âmes, dans l'âme humaine. La poésie de combat n'existe qu'à partir du moment où elle épouse les problèmes du peuple, l'essence des choses, les phénomènes historiques. Il faut qu'il y ait un absolu faisant de la poésie un objet esthétique permanent qui émeuve les gens et les pousse à embrasser une cause, une lutte, un combat contre un ennemi ou un obstacle. La question de la poésie de combat est devenue une évidence chez nous, chez les révolutionnaires, mais elle nécessite un examen au niveau artistique : il faut que l'arme soit affûtée et bonne, élégante, belle et émouvante.

Je travaille donc sur deux plans : j'approfondis mes relations avec la cause palestinienne et mes relations avec le langage poétique. Je marche sur deux voies parallèles. Parfois, la beauté de mon poème – son degré artistique – est à ce point absente qu'il passe à côté de sa fonction.

Le poète a toujours un rôle d'agitateur, mais ce rôle précisément se termine très vite. Le problème se pose avec force dans le tiers-monde. Dans le monde arabe, 80% des gens sont analphabètes (9). Ils ne peuvent pas lire un journal. Comment pourrais-je aller jusqu'à eux ? Puis-je n'écrire qu'en dialectal ? Chaque fois que le niveau de poésie s'élève, le nombre des lecteurs diminue. La position du poète est très délicate. Comment faire pour concilier son progrès artistique personnel et le niveau culturel de ses lecteurs ? Cette question ne peut être résolue que par l'expérience individuelle. Personnellement, je ne peux prétendre avoir totalement résolu ce dilemme. J'ai écrit une poésie très en avance par son contenu et par sa portée révolutionnaire, mais son langage est difficile. Je n'écris pas pour les hommes du présent, pour un présent ignorant, mais pour le futur. Mes relations avec les masses sont des relations du futur. Je considère que l'évolution de la littérature ne se joue pas uniquement au niveau de la seule littérature, mais aussi au niveau du travail révolutionnaire. C'est pourquoi la lutte ne peut renoncer à l'élévation générale du niveau culturel.

Il y a quelques années, j'étais un mythe dans les pays arabes, pour la presse, pour le monde littéraire et pour les peuples. Les citoyens arabes, lorsqu'ils lisaient ma poésie, me jugeaient comme un héros mettant sa vie en danger, alors qu'il n'y a absolument rien d'héroïque dans ma vie.

Mon père, lui, est un héros. Il est passé d'un niveau de vie raisonnable à une grande misère en quelques jours. Il a eu six enfants. Il possédait une terre, mais il a toujours refusé de la vendre. Elle est aujourd'hui confisquée. Les autorités israéliennes l'ont achetée de force, ont déposé l'argent dans une banque à la disposition de mon père qui s'est toujours refusé à y toucher, même aux moments critiques où il en aurait eu le plus besoin. Il préférerait mourir que de prendre un seul centime de cet argent. C'est là, je crois, une position patriotique très belle.

Je rends personnellement hommage à l'héroïsme, mais je n'ai rien fait pour mériter cette qualité. Bien entendu, j'aurais très bien pu m'y complaire, devenir une sorte de héros sans héroïsme. Mais, étant très fier, je suis heureux aujourd'hui d'avoir été le premier à refuser et à dénoncer ce mythe.

J'ai écrit un article célèbre dans le monde arabe, intitulé « Épargnez-nous cet amour cruel » (10). J'y expliquais que je n'étais qu'un poète débutant, un poète qui essaie continuellement d'améliorer son style et qui tente de mieux comprendre les problèmes humains, dont le plus grand reste pour lui la cause palestinienne. J'ajoutais dans cet article que je n'avais jamais cessé d'être l'élève des grands pionniers de la poésie arabe et que l'apparition de ce mythe n'était pas due à un mérite quelconque, mais à des sympathies politiques avec les citoyens arabes qui vivaient sous l'occupation israélienne.

Lorsque s'éleva la voix d'un poète – ma voix en l'occurrence – défiant cette occupation et cette suprématie de l'autorité d'Israël à l'intérieur même de la patrie occupée, il y eut des effets magiques sur l'âme des foules arabes. Les critiques ont passé outre la nécessité d'examiner ma poésie en tant que poésie, se contentant de me considérer comme un héros sans héroïsme.

Je refuse cette étiquette. Je refuse le « mythe Mahmoud Darwich » et je refuse l'exagération dans cette appréciation que je ne mérite pas.

Je préférerais que la Palestine soit libre et ne jamais avoir écrit un seul poème.

(Traduit de l'arabe par Michel Seurat.)

(1) Ville portuaire de Galilée occidentale, à une vingtaine de kilomètres de Haïfa. (Les notes sont de la rédaction.)

(2) La première guerre israélo-arabe débute le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël. Rapidement, les forces israéliennes occupent la Galilée occidentale, notamment le village d'Al-Birwa, où vit la famille Darwich.

(3) Les « présents absents » désignent des Palestiniens demeurés sur leurs terres après la guerre de 1948, mais absents de leur domicile ou de leur village au moment du recensement de novembre 1948. Bien que présents sur le territoire, ils subirent la confiscation de leurs propriétés en vertu de la loi sur les propriétaires absents adoptée en mars 1950.

(4) Né en Ukraine, Bialik (1873-1934) est considéré comme le poète national d'Israël. Sur son œuvre et son itinéraire, cf. Arienne Bendavid, *Haïm Nahman Bialik. La prière égarée*. Biographie, Aden, Bruxelles, 2008.

(5) Al-Moutanabbi (915-965), ou « Celui qui se dit prophète », est considéré comme le plus grand poète arabe de par sa maîtrise de la langue, sa vie aventureuse et ses descriptions, souvent incisives ou satiriques, des sociétés et des pouvoirs proche-orientaux au X^e siècle.

(6) Darwich adhère au PCI en 1961, à 20 ans. Il vit alors à Haïfa.

(7) Darwich quitte Israël pour étudier à Moscou en 1970, puis s'installe au Caire en 1971. En 1973, il rejoint l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il vit à Beyrouth de 1972 à 1982.

(8) La guerre israélo-arabe de 1973 débute le 6 octobre. Darwich, installé à Beyrouth au cœur des institutions de l'OLP, devient l'une des principales voix littéraires du mouvement national palestinien.

(9) En 2020, selon plusieurs sources (États, Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [Unesco], Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences [Alesco]...), le pourcentage d'illettrés y oscille entre 30% et 40%.

(10) Ce texte avait été publié dans la revue *Al-Jadid*, n° 6, Haïfa, 1969 (sous le titre original « Unqidhuna min hadha al-hubb al-qasi »).

« Breaking Bad »

(Suite de la première page.)

Loin de l'image du *crystal*, fumé ou sniffé, popularisée par la culture américaine, l'injection reste le mode de consommation principal en Tchéquie : c'est le cas de plus de neuf usagers à haut risque sur dix (2). Quand Gabriela n'a plus de veines ni d'argent, quelqu'un lui propose de « cuisiner » – synthétiser de la *meth* de manière artisanale. « Ici, tout le monde connaît la recette », dit-elle. Elle gagne 25 000 couronnes par mois (environ 1 000 euros) à la maison de retraite. On lui en propose dix fois plus. Elle cuisine d'abord « à la demande » dans une maison abandonnée dans la forêt, près de la frontière avec la Pologne. Les commandes augmentent rapidement, les « cycles de cuisson » s'allongent : les heures passées dans ces bois isolés des Carpates deviennent des jours. Elle découvre l'ampleur du réseau, entend parler anglais, parfois espagnol, finit par superviser l'approvisionnement de cinquante cuisiniers répartis dans le nord du pays, avant d'être arrêtée. « La prison, c'était la seule désintoxication possible. »

Le *crystal meth*, les amphétamines et plus généralement les stimulants de synthèse comme les cathinones forment aujourd'hui la catégorie de drogue dont la disponibilité progresse le plus rapidement en Europe. Les saisies de cathinones de synthèse sont passées de 4,5 tonnes en 2021 à 37 tonnes en 2023, soit une multiplication par huit en deux ans (3). Dans une villa discrète du quartier des ambassades à Prague, M. Jakub Frydrych, le directeur de l'unité antidrogue tchèque, décrit une « mutation » profonde de la production et du trafic. Avant 1990, le « rideau de fer » empêchait selon lui tout afflux des drogues traditionnelles, cannabis ou cocaïne, dans le bloc de l'Est. Les drogues y étaient taboues, la consommation punie drastiquement par la loi. Comme en Pologne et en Hongrie jusqu'à la chute du Mur, les drogues locales comme la pervitine ou la *brown*, un équivalent de l'héroïne, se produisaient et se consommaient à la maison. La situation perdue un temps : « Dans les années 1990, la synthèse restait essentiellement artisanale et locale, le marché tchèque du crystal était autosuffisant. » Aujourd'hui, M. Frydrych et ses 240 agents font face à l'« irruption de réseaux criminels étrangers qui produisent à grande échelle et utilisent les nouvelles technologies : messageries cryptées, darknet, paiement en cryptomonnaies ».

De plus en plus purs, puissants, disponibles et bon marché

La production s'industrialise depuis la pandémie de Covid-19. En 2017, déjà, la République tchèque concentrait la grande majorité des laboratoires de méthamphétamine démantelés dans l'Union européenne. La guerre en Ukraine a favorisé l'arrivée de réseaux criminels, souvent ukrainiens, qui, après avoir intensifié leur production sur place, cherchent désormais à écouler leurs cathinones de synthèse vers l'Ouest. Certains s'implantent directement en Tchéquie ou en Slovaquie pour vendre via Telegram et le darknet (4). En 2023, sur les 250 laboratoires démantelés dans l'Union européenne, 189 se trouvent encore en Tchéquie. Les petits *labs* maison, souvent mobiles, cèdent lentement la place à des *kombilabs* spécialisés dans la production massive d'amphétamines, de méthamphétamine et de cathinones.

Près d'une personne sur trois qui entament un traitement dans l'une des 250 à 300 structures d'addictologie (programmes spéciaux dans les

hôpitaux, en ambulatoire, centres spécialisés...) déclare la méthamphétamine comme drogue principale. Sur une population de 10 millions d'habitants, on estime à 38 200 le nombre de consommateurs à haut risque de *crystal* (5). La disponibilité des stimulants synthétiques, de plus en plus purs, puissants et bon marché, atteint un niveau sans précédent. Des raves à la scène *chemsex* (sexe sous drogue), ces substances touchent un public de plus en plus jeune, et l'on observe une consommation croissante liée au travail intensif ou à la précarité sociale.

Chaque jour à midi, la sirène retentit dans toute la ville de Mladá Boleslav. Sur le site de 2,2 kilomètres carrés des usines Škoda, fleuron de la réussite industrielle tchèque, les chaînes d'assemblage recrachent chaque semaine des milliers de véhicules et de batteries automobiles. En face des halls flambant neufs s'alignent des logements ouvriers aux façades fatiguées. C'est au rez-de-chaussée d'une de ces maisons mitoyennes que travaille M^{me} Tereza Müllerová : à l'Adicentrum, une organisation non gouvernementale (ONG) locale de prévention de la toxicomanie. On y propose gratuitement des seringues, des pipes et du matériel stérile ; on y prodigue des conseils et une écoute discrète. M^{me} Müllerová et ses collègues

n'ont pas le droit de distribuer leurs tracts devant les grilles de l'usine. « C'est mauvais pour l'image de la ville », résume-t-elle. Pourtant, une part importante des trois cents usagers de l'Adicentrum travaille, ou a travaillé, pour l'industrie automobile. Comme Tomáš, 34 ans.

Trois ans durant, il a fait les trois-huit sur les chaînes d'assemblage. Gestes répétitifs, cadences minutées. Régulièrement, il s'injectait de la méthamphétamine dans les toilettes de son lieu de travail. « C'était interdit dans le règlement, évidemment, mais je n'étais pas le seul. On se reconnaissait entre nous, on demandait notre pause en même temps.

Le temps passait plus vite, je me sentais plus rapide, plus efficace. » Dans des halls qui ressemblent à des nefs de cathédrale, des écrans affichent les performances de productivité en temps réel.

À Mladá Boleslav comme dans d'autres petites villes ouvrières de Bohême, la pervitine s'est implantée comme une réponse chimique à



ALEXANDRA DILLON. – « Lock and Key #27 » (Cadenas et clé n° 27), 2021

une question économique : comment continuer à travailler, à vivre, dans des territoires où les promesses de la transition postsocialiste ont laissé place à l'épuisement des corps et des esprits ? La méthamphétamine comme anesthésiant d'un capitalisme à bout de souffle : plus fort, plus vite, tenir, à tout prix.

Face à la cocaïne, importée d'Amérique latine, les stimulants synthétiques *made in Europe* prospèrent dans l'ombre du marché unique. Championne de l'ouverture des marchés et des frontières, « l'Europe centrale est aujourd'hui une plaque tournante de la production et de la distribution », explique M. Jean-Philippe Lecouffe, directeur exécutif adjoint des opérations d'Europol (6). Le mode de production en laboratoire réduit les risques logistiques pour les trafiquants et permet de contourner les limites agricoles ou climatiques de la culture de l'opium afghan ou de la coca colombienne. Les autorités européennes prennent au sérieux la menace des drogues de synthèse, comme en témoigne l'opération « Fabrika » menée en janvier 2026 : une durée de vingt jours, 85 arrestations, 24 laboratoires industriels démantelés en Pologne, 1 000 tonnes de précurseurs chimiques et plus de 120 000 litres de déchets toxiques saisis (7).

Les enquêteurs découvrent que cette industrie chimique illégale requiert une grande sophistication logistique, laquelle repose sur une vulnérabilité structurelle de l'Union : les ingrédients utilisés dans la fabrication des drogues de synthèse sont à la fois partout et incontrôlables. Ce que les experts appellent le « double usage » des précurseurs chimiques. L'éphédrine et la pseudoéphédrine entrent dans la composition des médicaments et se trouvent en pharmacie ; l'acétone et le toluène sont des solvants courants de l'industrie plastique, cosmétique ou agricole. Ces substances, légales, circulent librement dans l'espace Schengen.

« On a longtemps considéré la production et le trafic de drogue comme une menace extérieure : la cocaïne d'Amérique latine, l'héroïne d'Afghani-

stan, analyse M. Lecouffe. Aujourd'hui, le fentanyl a détrôné la cocaïne sur le marché américain, ce qui explique le déferlement de cocaïne sur l'Europe et la chute des prix. Mais la cocaïne est l'arbre qui cache la forêt. Pour la première fois, nous devons alerter sur un danger qui se trouve probablement à l'intérieur de nos frontières. »

Trente ans de marché unique ont mis en place une infrastructure idéale pour les trafiquants : quand les autorités bannissent une molécule, les réseaux trouvent une variante ou importent des intermédiaires depuis la Chine ou l'Inde. Une législation qui interdirait totalement ces substances perturberait du même coup l'ensemble de l'industrie européenne. Les drogues de synthèse représentent un défi autant économique que criminel. Si la cocaïne appartient à la mondialisation, la *meth* est le produit intérieur caché de l'Europe intégrée. À la crise américaine des opioïdes – les drogues de l'anesthésie de soi et de l'oubli du monde – répond une épidémie européenne de stimulants : moins pour s'évader que pour garder la cadence.

« Notre système judiciaire n'a pas de "dents" »

Ústí nad Labem, à la frontière avec l'Allemagne, a longtemps fait office de « capitale européenne » du *crystal meth* : 450 milligrammes mesurés dans les eaux usées par millier d'habitants et par jour, selon le rapport annuel publié par l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA) (8). Dans ce paysage postindustriel de hauts-fourneaux à l'arrêt et de carcasses métalliques perchées sur la rivière Bílina, un bâtiment à l'allure de soucoupe soviétique abrite les locaux de la police. M. Milan Rychnovsky, enquêteur à la tête de l'unité policière antidrogue locale, le dit sans détour : « La pervitine n'est pas seulement un problème ici. C'est un écosystème. »

La région des Sudètes reste marquée par les déplacements de population de l'après-guerre, la fermeture des mines de charbon et un sentiment d'abandon tenace. Dans le quartier de Mojžíř, plusieurs habitants décrivent une économie parallèle structurée autour de la drogue : précurseurs achetés en Pologne, cuisson dans des garages ou des usines abandonnées qui pullulent depuis la transition, livraisons dans des box Amazon. Des boss appartenant à la communauté rom qui arborent de grosses montres, des bijoux, et qui ressemblent désormais à des parrains colombiens. « Nous voyons des choses de toute évidence illégales, mais nous ne sommes pas en mesure de le prouver, poursuit M. Rychnovsky. Les criminels ont toujours deux coups d'avance sur nous et notre système judiciaire n'a pas de "dents". » Il suffit de cinq minutes dans le centre-ville d'Ústí pour croiser un consommateur, un dealer et un cuisinier. David, 52 ans, cheveux noirs gominés, croix orthodoxe tatouée sur le petit doigt, Nike flambant neuves, surgit d'une berline Škoda noire. À la fois consommateur depuis vingt ans, trafiquant et cuisinier, il enchaîne hépatite, héroïne, prison, enfants. Et décrit l'écosystème local : les Russes contrôlent l'héroïne, les Roms et les Vietnamiens se partagent la méthamphétamine. « Viens avec moi, je vais te montrer que peu importe l'endroit, toute cette ville cuisine. Là, et là, et là », répète-t-il en pointant le ciel, le fleuve et le bâtiment de la mairie. David demande 10 euros. Il va acheter sa dose et finit par s'injecter dans un jardin public quelques minuscules billes blanches de *crystal* qu'il conserve dans son portefeuille. « Jamais devant mes enfants. »

À quelques kilomètres, l'Allemagne. Longtemps, les routes frontalières ont été de hauts lieux de la prostitution et du trafic de drogue. La géographie de cette Europe centrale en fait une zone presque impossible à contrôler entièrement. *Eros centers*, marchés frontaliers clandestins qui proposent cigarettes, filles et pervitine ont proliféré durant la transition. Avec l'élargisse-

(2) « Report on illicit drugs in the Czech Republic » (en tchèque), 2023, www.drogy-info.cz

(3) « Stimulants de synthèse : situation actuelle en Europe (Rapport européen sur les drogues 2025) », Agence de l'Union européenne sur les drogues, www.euda.europa.eu

(4) « Drugs on the front line. The war in Ukraine is fuelling drug use among soldiers, particularly of synthetic substances », Global Initiative Against Organized Crime (GI-TOC), janvier 2024, <https://globalinitiative.net>

(5) « Synthetic stimulants – the current situation in Europe », dans « European drug report 2026 », juin 2026, www.euda.europa.eu

(6) « EU serious and organised crime threat assessment (EU-Soceta) », 2025, www.europol.europa.eu

(7) « 24 industrial-scale labs dismantled in the largest-ever operation against synthetic drugs », janvier 2026, www.europol.europa.eu

(8) « Wastewater analysis and drugs in Europe », 2026, www.euda.europa.eu

Les publications du Monde diplomatique au format numérique

www.monde-diplomatique.fr/boutique

DANS L’OMBRE DU MARCHÉ UNIQUE

en Europe centrale

ment européen, une autoroute a été construite, les contrôles douaniers sont désormais menés conjointement, et tout a changé. Tout, sauf les routes de la méthamphétamine. Plauen, en Saxe, nichée près de la frontière tchèque, est connue comme le berceau des Jeunesses hitlériennes et le fief du parti néonazi Der Dritte Weg. Plus de la moitié des 18-21 ans qui entrent au BTZ, un centre local de formation professionnelle accompagnant les personnes atteintes de troubles psychiques, sont dépendants aux psychostimulants. Entre 2006 et 2018, la consommation de *crystal meth* a été multipliée par cinq dans les Länder de Thuringe, de Bavière et de Saxe.

Christof, 47 ans, raconte les débuts du trafic transfrontalier après la réunification. Il découvre la méthamphétamine dans les raves techno des années 1990, avant de dégringoler dans l’addiction, de perdre sa femme, sa fille, et de se retrouver à la rue. « *Quelqu’un d’important* » le recueille et lui propose de jouer les intermédiaires. « *On parlait à trois ou quatre dans une voiture. On récupérait la marchandise côté tchèque, puis on traversait les bois à pied.* » Les sacs à dos contiennent parfois plusieurs dizaines de kilos. « *Bien sûr que la police savait. Mais, pendant longtemps, personne ne voulait vraiment voir l’ampleur du phénomène.* »

Pendant dix ans, Christof vend de la drogue à Plauen et au-delà. Ses clients viennent chez lui, il met en place des codes avec des émojis spéciaux : de la neige pour la cocaïne, deux fois pour deux grammes... Il ne la cache jamais à la maison mais dans des planques à l’extérieur. « On » lui paie son logement, le frigo est rempli, il a des vêtements, du cash à la demande et surtout une « protection ». Il finit par se faire arrêter en 2020 et passe deux ans en prison. Aujourd’hui, il se dit clean. Les têtes ont changé. S’il a longtemps

travaillé avec des Allemands ou des Tchèques, désormais des réseaux étrangers, « *souvent russes* » selon lui, ont « *la mainmise sur le business, et s’allient à des groupes d’extrême droite comme les Hells Angels* ».

Un « cuisinier » venu enseigner la « méthode mexicaine » en Pologne

Ce que les douaniers surnomment le « triangle d’or » de la méthamphétamine, entre Pologne, Allemagne et Tchéquie, attire désormais les réseaux criminels mondialisés, confirme M. Michal Zarsky, coordinateur à la direction générale des douanes tchèques. « *Dans les années 2010, les cartels sud-américains ont commencé à transférer leur expertise et à nouer des alliances avec des intermédiaires européens, souvent balkaniques.* » Sur les saisies opérées aujourd’hui en territoire tchèque, « *50 % du crystal est tchèque, 50 % mexicain, souvent importé via les Pays-Bas et la Belgique* ». Un phénomène inconnu il y a dix ans. En septembre 2025, un cuisinier mexicain a été arrêté en Pologne, où il était venu enseigner la « méthode mexicaine » de production. Selon un rapport conjoint Europol-DEA (Drug Enforcement Administration), les saisies de méthamphétamine liées à des acteurs criminels du Mexique deviennent « *une caractéristique marquante du paysage européen des drogues* (9) ».

Erfurt, avec ses façades médiévales aperçues depuis le tramway qui glisse silencieusement, est la première ville allemande à figurer dans le classement des « *capitales européennes de la meth* », selon l’analyse des eaux usées. À la clinique Saint-Johann-Nepomuk, le docteur Alexander Refisch, psychiatre et addictologue,

reçoit des patients dépendants de plus en plus jeunes, entre 20 et 30 ans. Il rappelle l’ironie de l’histoire : la méthamphétamine, surnommée *Panzerschokolade* (« chocolat des blindés »), a été commercialisée dans les années 1930 comme un médicament pour supprimer la faim, le froid, la fatigue. « *Les drogues de synthèse sont parfaitement efficaces. Elles s’emparent immédiatement de votre système nerveux : une prise de crystal, et vous sécrétez mille fois plus de dopamine qu’après un verre d’alcool.* » Un kick (« montée ») qui explique une addiction bien plus rapide que celle induite par la boisson ou le cannabis. Les doses deviennent rapidement insuffisantes. Surviennent alors les violents symptômes du manque (*craving*) : bruxisme, épisodes de dissociation. « *Presque tous finissent par développer des psychoses ou des crises de paranoïa, ce qui en fait un risque de santé publique.* » Dans son rapport de 2024, l’EUDA confirme le « *risque sanitaire majeur* » représenté par les stimulants chimiques, en raison d’une dépendance très rapide et de graves effets psychiatriques. Les thérapies que propose le docteur Refisch durent jusqu’à quatre mois, coupées de tout environnement et de tout déclencheur. « *Les risques de rechute s’élèvent à 95 %.* »

En 2020, l’hôpital universitaire de Iéna a mis en place Clean4Us, un programme spécial pour femmes enceintes dépendantes à la méthamphétamine. Le professeur Ekkehard Schleussner, gynécologue qui dirige la maternité et est à l’origine du projet-pilote existant à Dresde, évoque une « *épidémie d’addictions qui traverse toutes les couches sociales* ». Dans son service défilent des étudiantes, des mères de famille, des avocates. Une cinquantaine de patientes par an se présentent à la consultation. « *La meth, c’est aussi une drogue de l’époque qui permet de répondre aux injonctions de performance* », confirme-t-il. Si le LSD incar-

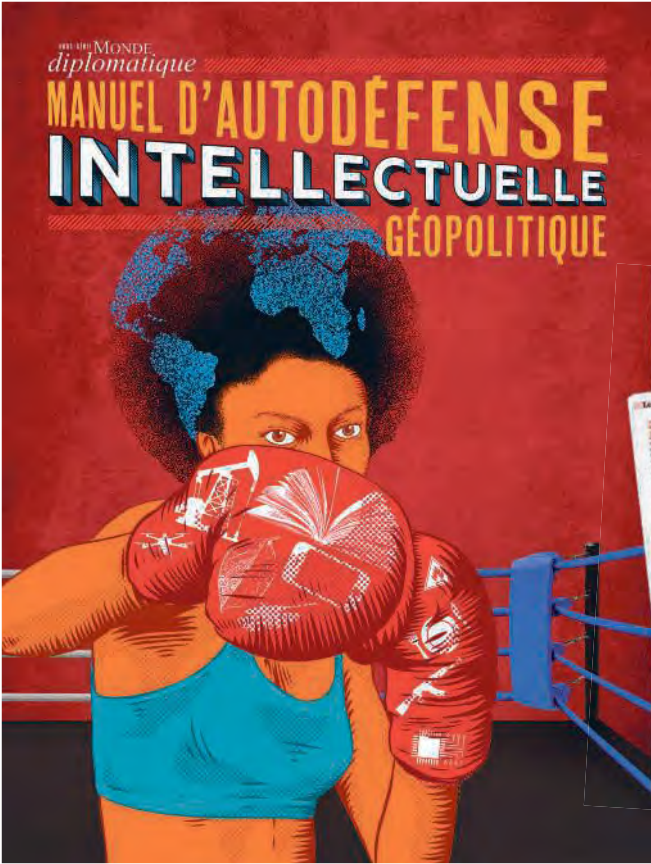
nait, dans les décennies 1960 et 1970, la promesse d’un accès à un autre monde, la méthamphétamine répond à l’exigence inverse : s’adapter aux dysfonctionnements de ce monde-ci. « *Les femmes que nous voyons cherchent à oublier ou alors à refouler leurs traumas avec l’alcool, les médicaments, les écrans.* » Nicole, 32 ans, attend sa consultation entre l’étage de cancérologie pédiatrique et l’unité obstétrique. Elle se souvient de la date exacte où elle a décroché : le 22 décembre 2025, juste avant Noël, enceinte de sept mois. Sur l’échographie, le cerveau de sa fille montre une malformation. Elle s’arrête net, quitte sa petite ville de Saxe pour la gare centrale de Iéna. Une enfance en famille d’accueil, des errances, une adolescence défigurée par la *meth*, sniffée, fumée, injectée. Elle a commencé à voler, puis à se prostituer. Elle a besoin d’argent, besoin d’une dose. Bientôt, elle fait la « mule » : les instructions circulent sur Facebook. Elle prend le train, deux heures de trajet à slalomer à travers les champs de colza et des châteaux perchés sur des collines. À Cheb, en Tchéquie, elle retrouve un contact sur un marché à la sauvette, rendez-vous aux toilettes. Des dizaines de grammes transportés dans sa bouche ou ses parties génitales vers l’Allemagne... Sa fille Sofia est arrivée en janvier. L’anomalie n’était qu’un kyste, elle est née en bonne santé. Quelques heures après l’accouchement, elle a été placée en famille d’accueil. Le Jugendamt, l’aide sociale allemande avec laquelle l’hôpital collabore, a considéré que Nicole n’était pas encore suffisamment stable. Pas de travail ni d’appartement : pour l’instant, elle voit sa fille une heure chaque semaine, le temps d’un biberon, et repart. « *Je n’ai plus le choix. Je dois tenir pour elle.* »

PRUNE ANTOINE.

(9) « Complexities and conveniences of the international drug trade : The involvement of Mexican criminal actors in the EU drug market », décembre 2022, www.europol.europa.eu

NOUVEAU

En prévente dès aujourd’hui



Livraison à partir du 18 septembre

Comprendre pour se défendre

- Vingt-cinq idées reçues pulvérisées
- Les vrais enjeux des grands conflits
- Des dizaines de cartes et d’infographies
- Géopolitique et relations internationales
- Le monde vu de Moscou, Djakarta, Addis-Abeba...
- Des bêtisiers, des chronologies, une iconographie inventive...

* Cette offre réservée aux particuliers est valable jusqu’au **31/08/2026** inclus dans la limite des stocks disponibles. Livraison à partir du 18/09/2026. Pour un envoi hors de France métropolitaine ou pour plusieurs exemplaires, des frais de port s’ajouteront à la fin de votre commande. Conformément à la législation en vigueur, vous bénéficiez d’un droit d’accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Pour l’exercer, contactez-nous à l’adresse dpo@monde-diplomatique.fr

** Prix de vente à partir du 24/09/2026 chez les marchands de journaux.

Réservez notre prochain hors-série **GÉOPOLITIQUE** avec le QR code ou sur notre site : www.monde-diplomatique.fr/manuel



L’INDISPENSABLE TROUSSE À OUTILS

Il ne reste que quelques semaines pour commander le *Manuel d’autodéfense intellectuelle* consacré à la géopolitique qui paraîtra le 24 septembre prochain. En participant à cette prévente valable jusqu’au 31 août, vous ne vous assurez pas seulement d’un tarif réduit et d’une livraison anticipée : vous soutenez l’équipe opiniâtre qui, dans la chaleur estivale, concocte cette délicieuse publication à base de cartes, d’exemples pédagogiques et de démontages d’idées reçues. Appuyé sur les acquis de la recherche, notre *Manuel* mobilise la géographie, l’histoire et les relations internationales pour rendre intelligibles les structures et les fragilités de l’ordre mondial, plutôt que d’asséner quoi penser. Son objectif ? Fournir à chacun les outils de base pour se forger une opinion éclairée sur les conflits et les tensions internationales. Et contester le monopole de l’analyse géopolitique que revendique l’éternelle amicale des experts fatigués.

Photographies non contractuelles

RECTIFICATIF

La recension de *La Face cachée de Kim Jong-un. Politique et stratégie du dirigeant nord-coréen*, de Cheong Seong-chang, parue en page 24 dans notre édition de juillet, présente l’auteur comme « *haut fonctionnaire sous la dictature militaire sud-coréenne (1961-1987)* ». Il s’agit d’une erreur, il ne l’a pas été.

Édité par la SA Le Monde diplomatique.

Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :

Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe
Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directoire :
Bruno LOMBARD

Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE

Rédacteur en chef : Grégory RZEPSKI
Rédacteurs en chef adjoints : Renaud LAMBERT, Evelyne PIEILLER

Cheffes d’édition :

Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*),
Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)
Rédaction : Akram BELKAÏD, Philippe DESCAMPS,
Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT,
Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU

Conception artistique :

Nina HLACER, Boris SÉMENIAKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l’iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Communication numérique :
Julie MAURY

Mise en pages et photographie :

Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Pauline CHOPIN,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON

Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674),
Eleonora FALETTI (9601)

Courriel : prénom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA :
elisabeth.cialdella@mpublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Romain GALDEANO,
Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT,
Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT

Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147

Service relations abonnés

• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr

• Depuis l’étranger : (33) 3-21-13-04-32

Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/egv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l’administration

© ADAGP, Paris, 2026,

pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,90 €

Prix de l’abonnement annuel à l’édition imprimée :
France métropolitaine : 65 €

Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

AUX SEYCHELLES COMME EN MER ADRIATIQUE, UNE NOUVELLE FORME DE COLONIALISME ?

Géopolitique des hôtels de luxe

La «révolution des flamants roses» agite l’Albanie. Chaque jour, des manifestants défilent contre un projet d’hôtellerie haut de gamme néfaste pour l’environnement. À la manœuvre, des investisseurs syro-qataris qui conduisent d’autres opérations semblables, notamment dans l’océan Indien. Car Doha mise sur le tourisme pour consolider sa position internationale et diversifier son économie.

PAR LINDITA ÇELA ET TRISTAN COLOMA *

Pour les tortues géantes et la biodiversité marine, l’atoll d’Aldabra constitue un sanctuaire. À quelques encablures de ce joyau classé au patrimoine mondial de l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture (Unesco), sur l’île de l’Assomption, New Delhi rêvait d’installer une base militaire pour contrer Pékin. En 2018, un accord préliminaire avait même été signé en ce sens. Mais le gouvernement des Seychelles a finalement préféré y faire construire un complexe hôtelier six étoiles de 51 000 mètres carrés qui comprendra 37 villas, 4 restaurants (français, japonais, bio, service continu), et nécessite l’extension de la piste d’atterrissage pour permettre un accès aérien direct depuis le reste du monde (1). À la manœuvre ? Des milliardaires syro-qataris impliqués ailleurs dans plusieurs projets similaires. Des Seychelles à l’Albanie en passant par l’Égypte, MM. Ramez et Moutaz Al-Khayyat convertissent des points névralgiques de la planète en actifs privés.

Pour bien comprendre cette géopolitique dont l’hôtellerie serait le cheval de Troie, il faut s’attarder encore un peu sur le cas de l’océan Indien. La zone concentre 40 % du commerce maritime mondial et 80 % des exportations énergétiques du golfe Arabo-Persique vers l’Asie. Trois acteurs s’y affrontent aujourd’hui : la Chine, l’Inde et désormais les monarchies du Golfe. Depuis 2013, Pékin a financé des ports en eau profonde au Pakistan (Gwadar), au Sri Lanka (Hambantota) ou encore à Djibouti, sécurisant ainsi ses approvisionnements en hydrocarbures – stratégie du «collier de perles». Ces infrastructures lui permettent d’étendre son influence militaire, comme en témoigne sa base navale à Djibouti, opérationnelle depuis 2017. La Chine déploie également des systèmes de surveillance et des drones afin de contrôler les routes maritimes. Pour elle, l’enjeu est clair : faire de l’océan Indien une «mer chinoise».

* Journalistes.

Face à cette expansion, l’Inde a réagi avec sa doctrine du «collier de diamants», une série de bases navales et d’accords de coopération avec les Maldives, Maurice, les Seychelles ou le Sri Lanka. Le projet de base sur l’île de l’Assomption – qui visait à surveiller les routes maritimes de l’ouest de l’océan Indien – a avorté sous la pression de l’opposition locale et en raison des craintes pour la souveraineté nationale. Mais, en mars 2026, les Seychelles ont finalement rouvert un poste de gardes-côtes sur l’île... avec le soutien de l’Inde. New Delhi ne peut tolérer que Pékin étende son influence dans ce qu’il considère comme une *mare nostrum*.

Le Qatar, les Émirats arabes unis et l’Arabie saoudite cherchent, eux, à diversifier leurs économies et à étendre leur influence au-delà du Proche-Orient. Par rapport aux deux grandes puissances asiatiques rivales, ils disposent d’un avantage. Leurs fonds souverains – respectivement Qatar Investment Authority (QIA), Mubadala et Public Investment Fund (PIF) – et leurs réseaux d’affaires leur permettent de mobiliser des sommes colossales alors même que les États insulaires de l’océan Indien, dont l’économie dépend à plus de 30 % du tourisme, ont un besoin criant de capitaux étrangers. Le Qatar se distingue par une stratégie particulièrement offensive : depuis le milieu des années 2010, il a fait de l’hôtellerie de luxe un outil central de sa diplomatie économique. Quand Riyad mise sur les investissements industriels ou Abou Dhabi sur les infrastructures logistiques, Doha choisit de cibler le tourisme. Dans l’océan Indien, mais pas seulement.

En une décennie, les investisseurs qataris ont lancé plusieurs mégaprojets, dont les montants combinés se chiffrent en dizaines de milliards de dollars : établissement Atlantis The Royal aux Maldives, sur l’île de Vaaredhdhoo Faru (270 chambres d’hôtel et 223 villas, 20 restaurants, 2 *beach clubs*, 1 parc aquatique de 70 000 mètres carrés avec 15 attractions), complexes haut de gamme combinant hôtels de luxe, golf, marinas à Alam Al-Roum, sur la côte méditerranéenne égyptienne... Aux Mal-



© FEE KLEISS - COURTOISIE FEE KLEISS ET GALERIE MARIA LUND

FEE KLEISS. – «Garlic Loveland» (Terre d’amour et d’ail), 2018

dives ou aux Seychelles, les projets visent à attirer une clientèle internationale fortunée, sur des îles privatisées en partie ou en totalité. Cette approche présente plusieurs avantages : les investissements touristiques suscitent en général des réactions moins hostiles que l’implantation de sites militaires. Surtout, les partenariats avec des groupes hôteliers internationaux (comme Rosewood aux Seychelles, ou Kerzner aux Maldives) et les concessions à long terme créent des rapports de dépendance économique et politique à l’avantage de Doha et de ses représentants.

MM. Al-Khayyat sont les figures de proue de cette offensive qatarie. Issus d’une famille influente de Damas, ces deux frères ont bâti un conglomérat tentaculaire, présent dans la construction, l’immobilier, l’agroalimentaire et l’hôtellerie de luxe. Le succès de leur empire – qui s’étend de l’Afrique à l’Asie, en passant par le Proche-Orient et l’Europe – repose sur leur accès privilégié aux cercles du pouvoir qatari – par le biais de leur mère, M^{me} Sumaya Hamsho, une proche de l’émir Tamim Ben Hamad Al-Thani –, ainsi que sur leur capacité d’ingénierie financière adossée à une myriade de sociétés offshore (2). Leur méthode consiste à cibler des zones stratégiques, souvent protégées, et à y implanter des complexes hôteliers ultraluxueux. Ils s’emparent ainsi de sites-clés pour la surveillance maritime ou le contrôle des routes commerciales, et étendent leur influence dans des régions où les grandes puissances se disputent le leadership.

La fratrie ne néglige pas la première d’entre elles, les États-Unis. M. Moutaz Al-Khayyat aurait proposé à M. Donald Trump il y a quelques années de bâtir pour son compte un terrain de golf en Syrie, près de Lattaquié. Ce projet, présenté comme

un symbole du redressement du pays, avait pour objectif d’obtenir la levée des sanctions américaines contre Damas. Pour les Al-Khayyat, qui avaient déjà obtenu des contrats juteux pour la reconstruction de la Syrie (aéroport de Damas, centrales électriques, rachat de demeures historiques dans la vieille ville de la capitale), une telle levée devait ouvrir la voie à un afflux massif de capitaux. Le 18 décembre dernier, M. Trump a finalement promulgué une loi en ce sens, quelques semaines après que les frères Al-Khayyat avaient offert à des élus républicains la «première pierre» du projet de terrain de golf, symbole des futures opportunités économiques américaines en Syrie (3).

Ce savoir-faire n’a pas échappé à la fille du président américain Ivanka Trump, pas plus qu’à son gendre et ancien conseiller Jared Kushner. Les époux se sont discrètement associés à MM. Al-Khayyat pour conduire

deux projets controversés de *resorts* colossaux en Albanie, l’un sur la côte de Zvërnec face à la lagune de Vjosa-Narta, l’autre sur une île située juste en face : M^{me} Trump a eu un coup de foudre pour Sazan, qu’elle a découverte lors d’une croisière en yacht. «*Nous voulons contribuer à révéler son potentiel, à le transformer*, a-t-elle expliqué à l’animateur de podcasts David Senra le 31 mai dernier, *mais avec beaucoup de retenue et de précaution, car ce territoire est tellement beau* (4). » Pour un montant total de plusieurs milliards d’euros, un hôtel de 800 chambres, des restaurants, des spas, des marinas, un golf ou un casino fleuriraient. Le détail des plans à Sazan reste à préciser, mais l’île constitue aussi un emplacement stratégique pour le contrôle de l’accès aux mers Adriatique et Ionienne. Elle abrite notamment d’anciennes installations militaires soviétiques, dont 3 600 bunkers antiaériens, 30 kilomètres de tunnels et des points d’ancrage pour sous-marins.

Corruption, clientélisme, chantage à la dette

Si le fonds de capital-investissement de M. Kushner, Affinity Partners, porte le projet à Sazan – étant entendu qu’il est lui-même financé par la QIA ainsi que par le PIF saoudien –, les terrains ont, eux, été acquis à travers un montage complexe par MM. Al-Khayyat. Le projet sur la côte de Zvërnec est encore plus opaque. Les frères ont mis en place une cascade de sociétés-écrans reliant Tirana à Amsterdam puis à Doha, afin de rendre quasiment impossible l’identification des investisseurs réels. L’entreprise ayant obtenu le permis d’aménagement auprès du gouvernement albanais se nomme Zvërnec South Adriatic Development LLC, mais ses bénéficiaires restent inconnus du public. Les terrains, en revanche, appartiennent à Albania Land Development, une entité détenue par la fratrie syro-qatarie (5).

Un problème surgit toutefois : la zone d’implantation du complexe hôtelier à Zvërnec était protégée par son rattachement au réseau européen Natura 2000, jusqu’à ce qu’une loi de 2023, poussée par le premier ministre Edi Rama, desserre le corset réglementaire. Au printemps 2026, des grillages ferment plus d’un million de mètres carrés de plages où des générations d’Albanais ont grandi, passé des vacances. La contestation s’organise pour aboutir à un soulèvement populaire qui réunit désormais des dizaines de milliers de personnes chaque jour à Tirana. Depuis juin 2026, elles défilent derrière des flamants roses – la «révolution des flamants roses» (6) –, réclamant la démission de M. Rama aux cris de «L’Albanie n’est pas à vendre». Le 2 juillet, la police a répondu à coups de canon à eau et de gaz lacrymogènes.

En parallèle, le parquet anticorruption a gelé les 127 millions de dollars d’avoirs d’Albania Land Development, issus de la vente de terrains, avant de les débloquer sous la pression politique. Une enquête pour trafic de stupéfiants et blanchiment vise par ailleurs le vendeur, M. Artur Shehu, sans que la justice, à ce stade, ne reproche à la société acheteuse une quelconque infraction, ni ne prête aux investisseurs la moindre connaissance de ces faits.

En mer Adriatique, en mer Rouge ou dans l’océan Indien, pareil tableau rappelle les méthodes des compagnies commerciales européennes aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. Comme les sociétés offshore créées par les frères Al-Khayyat ou la famille Trump aujourd’hui, la Compagnie britannique des aventuriers d’Afrique, la Compagnie de la Nouvelle-France ou la Compagnie néerlandaise des Indes orientales tentaient d’obtenir des concessions territoriales en échange de «protections» ou de «développement». Ce qui se joue en ce moment ne relève-t-il pas d’une nouvelle forme de colonialisme ? Étatiques ou privées, des puissances étrangères s’emparent des ressources et des territoires des pays hôtes par la corruption, le clientélisme et la dette (7). Dans ce système, l’État n’est plus qu’une élite complice des investisseurs étrangers. Les biens publics – îles, plages, forêts – se retrouvent privatisés au profit d’une infime minorité, tandis que les populations locales sont déplacées et les écosystèmes détruits, dans un abandon total de souveraineté.

(1) «Environment and social impact assessment report. Proposed hotel development on Assomption Island, Seychelles», Island Conservation Society, Pointe Larue, 13 mai 2024.

(2) Joan Tilouine, «La diplomatie de l’hôtellerie de luxe des milliardaires Al-Khayyat à haut risque environnemental», 3 juillet 2026, www.africaintelligence.fr

(3) Eric Lipton, «Syrian billionaires needed a favor in Washington. They invoked the Trump name», *The New York Times*, 19 avril 2026.

(4) Cité par Andrew Higgins, «Watch out for the snakes», *The New York Times*, 11-12 juillet 2026.

(5) Lindita Çela, «Albanian drug trafficking investigation overlaps with probe into planned resort that sparked “Flamingo Revolution”», 18 juin 2026, www.occrp.org; Rob Schmitz, «In Albania, anger grows against the government for supporting a Kushner-linked luxury resort», 16 juin 2026, www.npr.org

(6) Lire Ana Otašević, «De Belgrade à Tirana, ces chefs d’État qui vénèrent M. Trump», *Le Monde diplomatique*, juillet 2026.

(7) Arnaud Orain, *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e-XXI^e siècle)*, Flammarion, Paris, 2025.

Lire sur notre site l'article «Écocide», par Lindita Çela et Tristan Coloma, www.monde-diplomatique.fr/69765

Ne plus trembler

La peur ne se commande pas. Elle est subie. Elle s’inscrit dans le corps, elle hante l’esprit. Elle fait sa loi. Elle naît de nos fantômes obscurs, elle naît aussi au grand jour d’événements, de situations identifiés comme dangereux. Mais qui identifie le danger ? Qui lui attribue sa gravité ?

Quatre-vingt-douze pour cent des Français déclarent avoir peur.

De la fin du monde, de la fin de leur monde.

Pathologie de l’époque. Chacun personnalise sa gamme d’effrois, mais certains motifs d’angoisse sont communs à tous. Cauchemars modernes.

L’avenir semble promis à s’accomplir en apocalypse.

Les pouvoirs se saisissent des risques. Ils les nomment, ils les canalisent, ils les pondèrent. Ils ne les créent pas, mais les constituent en motifs de crainte, les amplifient. Et en font bon usage, car la peur est politique : elle invite à obéir à qui saura protéger du danger. La citoyenneté dépossédée, au nom de la nécessité : adviennent états d’urgence et lois d’exception, liberté recadrée, ou plutôt redéfinie au regard de l’impératif sécuritaire.

De façon toujours plus nette, la passion de l’anxiété – qui pourrait s’apparenter à une profonde névrose collective – se double d’une étonnante ardeur pour les histoires horribles. Les tueurs en série, de préférence sous leur dénomination anglo-saxonne, les zombies et vampires divers font un malheur sur les écrans ou en librairies. Le grand frisson ou juste la confuse perception de la place qui nous est consentie dans les rapports de pouvoir ? Triomphe du manichéisme, de la lutte du Bien et du Mal, avec majuscules comme les aiment

les Américains ? En tout cas, mise en scène d’un monde mortifère.

La peur a bien sûr ses raisons. Souvent, elle paraît réaliste, une expression du bon sens. C’est même ainsi qu’elle prépare les soumissions : en toute «logique». À quoi peut bien servir d’affronter un danger avéré ? On connaît l’inusable question : aurais-je été du côté des «collabos» ou aurais-je surmonté la peur, trouvé le courage de résister ? Autrement dit, aurais-je refusé d’admettre qu’il n’y avait pas d’autre réalité possible ? Défatiser la peur, pour commencer à refuser la passivité.

La nouvelle livraison de *Manière de voir*, «Les stratégies de la peur», rappelle dans un premier chapitre quelques moments exemplaires de son histoire, et comment de vieux effrois deviennent des légendes prêtes à revivre. La deuxième partie s’intéresse aux usages de l’apocalypse, au rôle de l’émotion dans le maintien de l’ordre. Sa prégnance dans la culture de masse fait l’objet de la section suivante, de Freddy à Satan... Le dernier chapitre voudrait donner le courage de ne plus ignorer la peur, pour mieux la surmonter. Il salue certaines splendides manifestations d’arrachement à sa puissance.

VIENT DE PARAÎTRE *Manière de voir*, n° 208, «Les stratégies de la peur», août-septembre, 98 pages, 8,50 euros, chez les marchands de journaux, en librairies et sur la boutique en ligne : www.monde-diplomatique.fr/mav/208/



EN CORÉE DU SUD, « SOIGNER L’IRRATIONNEL PAR L’IRRATIONNEL »

Des chamanes pour réparer les gens

Un individu perçoit l'invisible, les autres s'en remettent à lui pour être aidés dans leur vie quotidienne. L'anthropologie reconnaît des traditions chamaniques en Sibérie, en Amazonie, en Océanie et en Amérique du Nord. Celle de la Corée du Sud demeure très vivante et évolue avec la société. Comment expliquer la singularité d'un pays souvent présenté comme une pointe avancée de la modernité capitaliste ?

PAR EMIL PACHA VALENCIA *

ELLES font sortir tout le monde de la maison. À l'aide de tambours, de gongs, mais également de deux couteaux, les cinq chamanes, âgées de 30 à 71 ans, chassent les esprits ainsi que tout ce qu'elles qualifient d'« *impuretés* ». Puis elles font entrer la famille. L'une des officiantes, vêtue d'habits cérémoniels, danse en jouant des cymbales, tandis que la mère et la grand-mère de la défunte se prosternent devant l'autel des offrandes. À l'horloge, les heures défilent.

Ce rituel, destiné à apaiser l'âme d'une femme morte et décrit par l'ethnologue Alexandre Guillemoz, a eu lieu du 10 au 11 août 1982, entre 19h25 et 8h40, dans un village situé à une vingtaine de kilomètres de Séoul, la capitale de la Corée du Sud (1). Il est caractéristique du chamanisme : un ensemble de croyances et de cérémonies destinées à établir un lien entre les êtres humains et les esprits, particulièrement puissant et ancien au pays du Matin-Calme.

Loin de se cantonner au folklore, la pratique (*musok* en coréen) demeure toujours aussi vivante. « *De nos jours, on consulte une chamane pour des raisons très diverses, toutes liées aux étapes de la vie*, nous explique l'anthropologue Florence Galmiche. *Par exemple, lorsqu'un fils a divorcé et souhaite se remarier, on va consulter la chamane pour savoir si le nouveau mariage va bien marcher. Si l'on souffre de problèmes anxieux ou dépressifs, on peut bien entendu aller voir un psychothérapeute. Mais, lorsque les soucis de santé s'accumulent, les femmes de la*

famille considèrent parfois qu'il vaut mieux se rendre chez une chamane. » Le *musok* irrigue ainsi jusqu'aux plus hautes sphères de l'État : tout au long de son mandat (2022-2025) et avant une tentative de coup d'État qui le conduira en prison (2), l'ancien président Yoon Suk-yeol ne faisait guère mystère de ses consultations régulières de « *conseillers spirituels* », afin qu'ils l'aident à prendre certaines décisions.

De la divination aux cérémonies (*kut*) complexes qui durent plusieurs jours, les pratiques chamaniques coréennes couvrent un spectre extrêmement large. Mais une constante demeure : leur relative imperméabilité aux mouvements de la société et aux alternances politiques. Un cas unique en Asie de l'Est, qui interroge encore les chercheurs sur ce qui l'explique. L'absence de répression des religions, tout au long du xx^e siècle, de concurrence avec le taoïsme ou les religions souterraines ? La modernisation tardive de la Corée ? Une transmission orale facilitant leur circulation ?

Comme le *musok* n'est pas une religion instituée et que les revenus qu'il dégage ne sont pas déclarés, il est difficile d'obtenir des données précises sur le nombre de chamanes professionnels, ou *mudang* (3). La Fédération coréenne Kyungsin, la plus grande association professionnelle du pays, avance régulièrement le nombre de 300 000 en activité, essentiellement des femmes. Soit plus que de policiers (130 000) ou d'instituteurs (190 000) – un nombre qui se maintiendrait dans le temps.

« Mudang » en ligne

SELON une étude du Gallup Korea Research Institute citée par le chercheur Kim Chongho (4), 38 % des Sud-Coréens adultes auraient fait appel aux services d'un ou une chamane au moins une fois dans leur vie, soit environ dix millions de personnes. Tandis qu'un rituel (de quelques heures à plusieurs jours) peut coûter des milliers d'euros, on estime le poids de cette économie entre 1 et 3 milliards d'euros. Certains chamanes peuvent gagner plusieurs dizaines de milliers d'euros par mois – plus qu'un médecin ou un avocat (5). Longtemps marginalisé, et essentiellement féminin, le *musok* a désormais ses *K-drama* (6) – les célèbres séries télévisées sud-coréennes –, ses bureaux avec pignon sur rue, ses praticiens en ligne et même

ses agents conversationnels. En 2024, le thriller *Exhuma*, du réalisateur Jang Jae-hyun, mettant en scène deux chamanes chargés de calmer l'esprit d'un défunt, atteignait douze millions d'entrées en salles, alors que franchir la barre des dix millions fait passer un film dans la catégorie des « succès populaires ».

Cette visibilité accrue du chamanisme au sein de la société sud-coréenne signet-elle la reconnaissance d'une pratique jusque-là discrète ? Le *musok* millénaire – et ses produits dérivés – deviendrait-il, lui aussi, une marchandise comme une autre ? Comment expliquer la persistance, dans une Corée du Sud qui se vit comme la pointe avancée de la modernité capitaliste, de rituels consistant, par exemple, à déclamer des incantations autour d'une tête de cochon ?

Pour Galmiche, comprendre l'anrage du chamanisme dans le quotidien des Sud-Coréens implique de revenir au paysage religieux propre à la péninsule. « *Contrairement à la période précédente, où le bouddhisme régnait en maître, le confucianisme est érigé en idéologie dominante durant les cinq siècles qu'a duré le royaume de Joseon [1392-1897]. Principe à la fois philosophique et moral, il façonne une véritable théorie de l'État et structure la hiérarchie au sein de la société : un gentilhomme, un lettré ne peuvent être que confucéens.* » Or cela suppose de rejeter tout ce qui se rapproche de près ou de loin du monde des esprits. Le *musok* se voit dès lors relégué dans les périphéries de la société, c'est-à-dire dans les classes populaires, et les femmes y deviennent majoritaires.

Après la capitulation de l'occupant japonais, en 1945, le pays plonge dans la guerre froide. Les États-Unis installent Rhee Syngman au pouvoir. Comme une grande partie des classes supérieures hostiles à Tokyo, Rhee est protestant – une religion introduite par des missionnaires américains (et parfois britanniques) à partir de la fin du xix^e siècle. Alors que la Constitution de 1948 établit la séparation du politique et du religieux, elle reconnaît trois cultes officiels : le protestantisme, le bouddhisme et le catholicisme. Pratiqué par une part significative de la population, cantonné à une zone grise, hors des récits officiels, le chamanisme sud-coréen se recompose, lui, au gré des transformations sociales.

Tandis que la pratique religieuse a tendance à reculer à mesure que les sociétés se modernisent et s'urbanisent, le chamanisme sud-coréen – dont Galmiche souligne la « *plasticité* » – fait figure d'exception. Il semble accompagner les inquiétudes contemporaines plutôt que s'en éloigner : le déracinement des campagnes, le délitement des liens familiaux, les crises économiques, la vacuité du consumérisme de masse. Mais aussi les angoisses face à un avenir incertain de toute une frange de la jeunesse. À Séoul, autour des universités, des rues entières sont jalonnées de cafés de tarot ou de divination, auxquels on se rend entre copines ou pour un rendez-vous amoureux dans l'idée de se faire tirer les cartes de la bonne aventure, ou simplement d'y voir plus clair.

M^{me} Kali Hong est une jeune chamane d'une trentaine d'années installée à Séoul. Sa nouvelle vie a débuté il y a une dizaine d'années avec le *sinbyeong* : une période de souffrances physiques et psychologiques que connaissent tous les chamanes. On n'en sort qu'après avoir accepté sa vocation en procédant au *nae-rim-kut*, un rituel d'initiation réalisé par un autre chamane.

Sur son compte Instagram, elle se décrit comme « *queer, féministe et végane* ». Très suivie, elle propose des *online-kut*, des rites en ligne payants (l'équivalent de 50 à 150 euros pour une session de trente minutes), mais aussi une forme de divination gratuite qu'elle a mise au point à l'aide de l'in-

de la capitalisation boursière du pays mais n'emploient que 10 à 15 % de la population. Des petites et moyennes entreprises, où l'on est moins bien payé et protégé, se répartissent l'essentiel des travailleurs. « *Les pratiques religieuses de la petite bourgeoisie coréenne, tout autant que celles des paysans, des mineurs et des prolétaires, constituent une manière d'appréhender les mouvements apparemment arbitraires de l'économie politique et de tenter d'exercer sur eux une certaine maîtrise* », estimait déjà Kendall au milieu des années 1990. Rien n'a changé. Horaires à rallonge, augmentation du chômage chez les jeunes, absence de perspectives et pression professionnelle : selon les données publiées par l'institut national des statistiques (Kostat) en 2022, le suicide est la première cause de mortalité chez les Sud-Coréens de 10 à 39 ans. Face à ce désarroi, « *les chamanes font figure de spécialistes de ce qui échappe au sens, d'après Kim Chongho. La guérison chamanique est une forme de guérison paradoxale, où l'irrationnel est soigné par l'irrationnel* ».

« *Il faut se souvenir que les chamanes ont joué un rôle dans les mouvements de démocratisation de la Corée du Sud* », rappelle Galmiche en notant leur implication dans les communautés pour prendre soin des morts à la suite des massacres de Jeju (1948-1949) ou de Gwangju (1980). « *À Jeju, dont le soulèvement a fait entre quinze mille et trente mille morts, la mémoire du massacre se perpétuait par les lamentations des morts qui passaient par la*



PARK CHAN-KYONG. – Photogramme issu du film « Manshin », 2014

Sous les dictatures de Rhee (1948-1960) puis de Park Chung-hee (1962-1979), le pays entame une modernisation à marche forcée. À l'instigation de Washington, Séoul développe une industrie capable de répondre aux besoins américains dans le cadre de la guerre de Corée (1950-1953) et à ceux du Japon, érigé en bastion régional de la lutte contre la menace « rouge ». En une génération, une Corée du Sud essentiellement agricole devient un pays hautement industrialisé et urbain. Entre 1960 et 1970, la population paysanne fond de moitié.

C'est dans ce contexte qu'a travaillé l'anthropologue Laurel Kendall, professeure à l'université Columbia et spécialiste du chamanisme coréen. Les rites auxquels elle assiste suivent les évolutions de la société : on ne va plus tant souhaiter une bonne récolte qu'honorer l'esprit d'une voiture nouvellement achetée (pour lui éviter tout accident). Et, si les affaires vont mal à l'épicerie familiale ou au restaurant, une *mudang* pourra chasser les esprits pour rétablir l'équilibre financier. « *Un système de pratiques religieuses orienté vers la santé, l'harmonie et la prospérité de la petite exploitation familiale s'est adapté à un monde où ces pré-occupations restent d'actualité, mais où le sort de la famille (...) semble dépendre de forces extérieures volatiles, dans une période d'opportunités autant que de dangers* », résume l'anthropologue (7).

telligence artificielle. « *Autrefois, les chamanes rassemblaient les gens sur les places des villages pour pleurer et danser ensemble, afin de libérer ce qui s'était noué au plus profond d'eux-mêmes*, analyse M^{me} Kali. *Désormais, cette place existe aussi à l'intérieur de l'écran. L'espace numérique est ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, accessible de partout.* » Ses clients, principalement des jeunes femmes ou des membres de minorités sexuelles, la consultent non pas tant pour entrevoir l'avenir que pour « *tenter de se redéfinir eux-mêmes au sein d'une société qui n'accepte pas leur sensibilité* ». De nos jours encore, « *les gens n'hésitent pas à consulter discrètement des voyants ou des chamanes à chaque période électorale ou chaque fois qu'une crise éclate* ». Le *musok* apparaît moins comme un produit du capitalisme que comme une manière d'apprivoiser les incertitudes qu'il produit.

Longtemps laboratoire du Fonds monétaire international (FMI), dont les demandes de libéralisation forcée du marché du travail ont entraîné, à la fin des années 1990, une explosion du chômage (passé brutalement de 2 % à 8 %), la Corée du Sud demeure sous l'emprise de conglomérats. Les quinze premiers *chaebol* (conglomérats commerciaux, détenus par de puissantes familles) représentaient encore environ deux tiers

parole des chamanes. Plus récemment, certaines se sont impliquées dans les groupes politiques qui tentent de faire la lumière sur le cas des esclaves sexuelles coréennes de l'armée japonaise durant la guerre du Pacifique... » Pour M^{me} Kali, l'engagement militant serait même intrinsèque à la vie de chamane, les transformant en témoins privilégiés « *de la mémoire de la communauté, peut-être les mieux placés pour traverser avec elle son chagrin et assumer, aux côtés des autres, la responsabilité d'un monde violent* ».

(1) Alexandre Guillemoz, « La dernière rencontre : un rituel chamanique coréen pour une jeune morte », dans *Transe, chamanisme, possession. De la fête à l'extase, actes des deuxième rencontres internationales sur la fête et la communication, 24-28 avril 1985*, Éditions Serre - Nice Animation, Nice, 1985.

(2) Lire Renaud Lambert, « En Corée du Sud, un coup d'État révélateur », *Le Monde diplomatique*, février 2025.

(3) Initialement *mudang* pour les femmes et *baksu* pour les hommes.

(4) Kim Chongho, *Korean Shamanism. The Cultural Paradox*, Routledge, New York, 2003.

(5) « Over 300,000 shamans in Korea : A community invisible to the government », *The Korea Times*, Séoul, 25 octobre 2024.

(6) Lire Stéphane Thévenet, « Les séries télévisées mondialisent la culture sud-coréenne », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(7) Laurel Kendall, « Korean shamans and the spirits of capitalism », *American Anthropologist*, vol. 98, n° 33, Arlington, septembre 1996.



* Journaliste. Rédacteur en chef de la revue *Tempura*.

Comment je suis



© MEREDITH KOHUT - THE NEW YORK TIMES - REDUX-REA

MEREDITH KOHUT. – Marché en plein air d'El Alto, Bolivie, 2013

(Suite de la première page.)

Le marché d'El Alto pousse cette réalité à son paroxysme. Deux fois par semaine, sur plusieurs kilomètres, le commerce se déploie au ras du sol. À l'abri de toiles multicolores, des vêtements, des ustensiles de cuisine et des outils étalés à même les cartons. Des dizaines de milliers de personnes achètent, vendent, redistribuent – les estimations locales parlent de 80 000 à 100 000 visiteurs et de 10 000 vendeurs générant 2 millions de dollars (1,7 million d'euros) par semaine, qui circulent souvent loin des banques, en espèces, dans des sacs et des poches. « *J'importe six conteneurs par an* », confie une femme âgée assise derrière un stand de jouets en plastique, *pollera* (jupe traditionnelle) impeccablement plissée. Déballer, tester, empiler : ici, les mains ne cessent jamais de s'agiter. Chaque carton est une transaction. Traverser un océan pour atterrir sur un trottoir ? À El Alto comme à La Paz, c'est devenu banal.

« *Avec ton capital limité, il faut faire des bijoux, c'est ce qui rapporte le plus.* » M. Luis Choque assène l'évidence sans hésiter. Gérant de Conexión Latina Global, l'homme accompagne des apprentis importateurs, et Léna a donc frappé à sa porte. En quelques minutes, il explique l'objectif de base – assurer un « fois trois », c'est-à-dire vendre trois fois plus cher qu'on n'achète – et les règles pour y parvenir. Tout d'abord, créer une marque empruntant les codes du chic français pour vendre des bijoux fabriqués en Chine mais estampillés *made in France*. Léna trouve rapidement un nom qui enchante M. Choque :

« Chic Paris ». Ensuite, cibler les grandes fêtes populaires, comme le Gran Poder à La Paz, où les Amérindiens ayant réussi aiment le montrer par l'affichage de dépenses spectaculaires. Pour séduire cette clientèle, M. Choque insiste sur un détail-clé : utiliser la *bolivianita*, la pierre semi-précieuse nationale, violette et irisée. Elle sortira, artificielle, d'ateliers chinois et non des cordillères boliviennes, mais peu importe : « *Personne ne verra la différence.* » La vente se fera sur une *marketplace* et sur TikTok.

Le monde entier dans un vestiaire immense

Prochaine étape : la Chine, pour y trouver les fabricants de ses bijoux. M. Choque lui conseille la Foire de Canton, qui se tient chaque année au printemps et à l'automne. Le voyage est long. Il faut faire au moins deux escales, à Madrid et Doha par exemple. Au bout d'une trentaine d'heures, Léna arrive sur le site de l'événement, au bord de la rivière des Perles. Des halls ultra-modernes, reliés par des passerelles, s'étendent sur 1,55 million de mètres carrés et rassemblent quelque 32 000 exposants. Sur les 74 600 stands, des démonstrations, des catalogues feuilletés à la hâte, des chiffres murmurés et des engagements échangés, à l'infini. Comptant parmi les plus grands salons commerciaux du monde, la Foire ne cesse de croître : à l'automne 2025, pour sa 138^e édition, elle accueille près de 310 000 visi-

teurs. Partout dans le complexe, des comptoirs de la Bank of China et des agences spécialisées dans les transferts financiers internationaux rappellent qu'elle n'est pas seulement un lieu d'exposition, mais aussi une machine à organiser les flux du commerce mondial.

Un peu perdue, Léna traverse d'abord un espace consacré au monde médical. Seringues, attelles, gants en latex : certaines allées évoquent celles d'un hôpital ordinaire. Sur un stand, un vendeur déroule ses catalogues de couveuses sans sembler trop préoccupé par les nouveau-nés qui y passeront leurs premières heures. Plus loin, de grands panneaux alignent molécules, dosages et indications thérapeutiques. Il ne s'agit ni d'un congrès médical, ni d'un amphithéâtre universitaire, mais du stand d'un laboratoire pharmaceutique chinois. Dans une vitrine, des plaquettes de comprimés, des poches de perfusion et des boîtes de médicaments, où les noms des sociétés qui les commercialisent ont été masqués au moyen d'un ruban adhésif. Les usines de ce laboratoire fabriquent pour des marques encore invisibles dont les produits se retrouveront dans les pharmacies du monde entier, sous des noms parfois familiers.

Les acheteurs ? Majoritairement africains et latino-américains. Les pathologies mises en avant sur les supports correspondent à celles de ces zones géographiques. « *Nos clients viennent surtout de marchés secondaires* », glisse un vendeur, là où les contrôles sont « *plus souples* » et les exigences « *modulables* ». Peu importe la pureté de la molécule, pourvu que le prix reste accessible : un centime gagné sur une boîte de paracétamol suffit à faire la différence. Les laboratoires chinois qui approvisionnent les grandes marques européennes ou américaines fabriquent ainsi des produits de moindre qualité destinés à ces « marchés secondaires », glissés dans des emballages où les noms des grandes compagnies pharmaceutiques ont été soigneusement dissimulés.

Des rubans adhésifs réapparaissent, cette fois sur les étiquettes de robes élégantes ou de chemises estivales suspendues à des portants. Il suffit de les décoller légèrement pour deviner les marques dissimulées : Mango, Zara, H & M, Marks & Spencer, Walmart, Lidl, Shein. Tirés à quatre épingles, les vendeurs présentent les collections avec assurance, détaillent les coupes, les tissus, la qualité des finitions. Leur première question, « *D'où venez-vous ?* », sert à orienter immédiatement l'acheteur vers le style et le niveau de qualité qui sont supposés correspondre à son marché.

Certains stands proposent des chaussures en pièces détachées – semelles d'un côté, tiges de l'autre – à assembler à destination, afin de contourner des droits de douane plus élevés sur

les produits finis et, parfois, d'apposer sur les souliers un *made in* plus prestigieux. D'autres stands mettent en avant une fabrication délocalisée au Vietnam, au Cambodge ou en Malaisie. Le message est à peine voilé : droits d'exportation réduits, main-d'œuvre meilleur marché, coûts comprimés. Pour certains acheteurs, ces détours peuvent devenir stratégiques, en particulier depuis le retour au pouvoir de M. Donald Trump et le durcissement des barrières commerciales américaines. Mais, de l'avis général à propos de la Foire de Canton, ces pays ne feront pas de sitôt jeu égal avec l'empire du Milieu. Car les investissements, les matières premières et les savoir-faire restent largement chinois. Le Sud-Est asiatique fonctionne avant tout comme une zone d'assemblage, étroitement dépendante du centre de gravité que représente Pékin.

En arpentant les halls, badge de *buyer* (« acheteur ») autour du cou, Léna acquiert l'étrange sentiment que le monde entier est fabriqué ici et défile à hauteur de regard. D'un côté, des sauces tomate à l'italienne, des boîtes de thon, des boulettes kefta surgelées. De l'autre, les confiseries de son quotidien – celles des distributeurs des gares et des stations de métro françaises. Au détour d'une allée apparaissent des robes de flamenco à froufrous. Plus loin, des saris richement brodés succèdent à des kippas de velours soigneusement alignées, puis viennent des keffieh aux motifs variés, accompagnés de leur cordon noir, qu'on imagine portés par des dignitaires du golfe Arabo-Persique. La Foire prend alors des allures d'immense vestiaire mondial offrant des incursions, par fragments, dans des garde-robes lointaines.

Un des espaces les plus déroutants est celui où cohabitent, sur un même présentoir, des coiffes policières et militaires venues de tous les continents : le képi carré et rigide des forces armées malaisiennes ; la version plus arrondie de la police municipale de Medellín ; ou encore celui de la marine nationale française, immédiatement identifiable à son pompon rouge. L'ensemble évoque un stand de déguisements. L'exposant rectifie aussitôt : il s'agit bien d'un fournisseur officiel. Les modèles sont fabriqués à partir de cahiers des charges transmis par les importateurs, généralement mandatés par les autorités nationales, qui leur ont délégué la gestion de l'approvisionnement. La légalité ou non de l'opération ne l'inquiète guère. « *Une fois que ça sort de Chine, ce n'est plus mon problème.* » Pour éviter les blocages en douane, il lui arrive toutefois de fractionner les envois : les képis dans un conteneur, leurs écussons dans un second. Une précaution parmi d'autres. Ici, encore, tout se négocie.

Accueil souriant, anglais hésitant, promesse ferme

Au milieu des stands de bijoux de la Foire de Canton, Léna retrouve Elsa – un prénom occidentalisé, adopté pour faciliter les échanges avec les clients étrangers. La société qu'elle représente, H. W. Pearl Trading Co. Ltd., avait été repérée par M. Choque sur Alibaba pour son apparente fiabilité et sa compétitivité. Accueil souriant, anglais hésitant, mais promesse ferme : la collection Chic Paris pourrait être prête en trois semaines. Léna décide alors de se rendre à Hangzhou, où se situe le siège de l'entreprise, afin d'arrêter les derniers détails.

À deux heures de train de Shanghai, la métropole de treize millions d'habitants se présente comme la vitrine high-tech du pays. Berceau d'Alibaba et nouveau pôle de l'intelligence artificielle avec DeepSeek, la ville concentre les promesses d'une modernisation accélérée. Dans les bureaux impeccables de la société H. W. Pearl Trading Co. Ltd., une dizaine d'employés pianotent devant leurs écrans. La porte s'ouvre et chacun se lève d'un même mouvement pour applaudir Léna : ici, on sait recevoir les candidats au partenariat. Sourires synchronisés, ovation sobre – le rituel est parfaitement huilé.

M. Wang Jun, patron d'une usine dont Léna ignore presque tout mais dont dépendront ses premiers pas dans l'importation, la reçoit dans un bureau solennel : bois massif, porcelaine fine, corbeilles de fruits disposées avec soin. Son épouse, M^{me} Liu Yating, et Elsa l'invitent à se servir, sans manger elles-mêmes, conformément à l'usage. M. Wang ne parle pas anglais. Loin de constituer un obstacle, la barrière linguistique impose son propre tempo – celui d'une

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »

depuis 1954



- * plus de 800 numéros du journal
- * plus de 2500 cartes
- * plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives / ABONNEZ-VOUS !

À LA FOIRE DE CANTON

devenue capitaliste

courtoisie codifiée. En silence, il rince les tasses, sert le thé et jette la première infusion. « *Ça porte chance* », explique-t-il.

La cérémonie à peine close, les affaires reprennent. Dans une pièce attenante, les échantillons de la collection Chic Paris sont alignés sur une grande table, à peine sortis des chaînes de production. Finitions, fermoirs, teinte de la *boliviana* : tout est examiné, vérifié, conforme en tous points à la commande passée une semaine plus tôt à Canton. Le « *C'est parfait* » de Léna fait retomber la tension. Très vite, l'attention glisse vers l'essentiel : le packaging. Ces boîtes capitonnées, négociées âprement à travers un va-et-vient de messages accompagnés de rendus 3D, concentrent l'enjeu économique, car c'est en réalité grâce à elles qu'elle va pouvoir engranger des bénéfices. Taille, texture, logo, tout se règle au millimètre, cependant que les consignes sont transmises en temps réel à l'usine via WeChat, la principale messagerie chinoise.

Un seul avis négatif fait chuter la visibilité

Sur un grand écran, un catalogue numérique défile, sans doute pour suggérer d'emblée à l'acheteur de nouvelles emplettes. Silhouettes « *bohèmes* », pièces « *inspirées de* », modèles « *style Cartier* » ou « *inspiration Tiffany* », tous calibrés pour capter les tendances occidentales. « *Ça se vend très bien en Europe* », glisse M^{me} Liu. Le showroom urbain concentre le pouvoir commercial d'une entreprise dont le corps se trouve à plus d'une centaine de kilomètres de Hangzhou. Là-bas, dans une zone à la main-d'œuvre moins chère, deux cents artisans cisèlent l'argent et servissent les pierres pour produire des bijoux reprenant les codes du luxe européen. La dissociation est nette : un bureau de centre-ville, vitrine technologique tournée vers l'exportation, et un atelier relégué aux marges pour contenir les dépenses.

Fondée il y a une quinzaine d'années dans le sillage de l'essor du commerce de plate-forme, H. W. Pearl Trading Co. Ltd. a grandi avec Alibaba. Chaque mois, une cinquantaine de demandes de devis affluent – telles celles d'un grossiste texan en quête de cinq mille colliers « *bohèmes* » et d'une start-up européenne négociant deux cents pièces personnalisées – pour cinq à dix commandes effectives, soutenues par un budget publicitaire mensuel d'environ 2 500 euros. « *Ils n'achètent pas un objet mais une image. Il nous faut transformer un clic en confiance* », résume M^{me} Liu, dont l'équipe consacre plus de douze heures quotidiennes – souvent nocturnes, décalage horaire oblige – à répondre aux messages, relancer les prospects, enchaîner les visioconférences et expédier des échantillons. Moyennant un abonnement annuel d'environ 10 000 euros et une commission proche de 5 % sur chaque transaction, Alibaba ouvre l'accès au marché mondial tout en écrasant des marges déjà fragiles, le plus souvent inférieures à 10 % pour les bijoux. Un seul avis négatif suffit à faire chuter la visibilité et la confiance.

La clientèle de H. W. Pearl Trading Co. Ltd. ? D'un côté, des géants comme Walmart, de l'autre, une constellation de petits revendeurs occiden-

taux. L'entreprise n'a pas de site Internet propre, pas de vitrine sur les réseaux sociaux : toute la stratégie se concentre sur la plate-forme. Chaque semaine, explique Elsa, un employé se rend au siège d'Alibaba, à quelques kilomètres de là, pour apprendre à optimiser des fiches produit, lire des statistiques de visibilité et écrire « *au bon acheteur, au bon moment* ». Dans ce dispositif, Léna devient à son tour un outil marketing : elle est filmée, bijou au cou, lançant un « *It's very good!* » (« C'est très bien ! ») moins destiné aux humains qu'à l'algorithme. L'acheteuse française s'inquiète du paiement et de la possibilité pour les fiscs français, chinois ou bolivien de lui imposer des taxes qui grèveraient ses marges. On la rassure vite : le paiement en cryptomonnaie garantit une discrétion totale (2).

Pour sceller l'affaire, M. Wang invite ensuite Léna à dîner. Autour d'une table ronde chargée de raviolis vapeur, de canard laqué et d'une langouste découpée avec précision, le commerce se fait rituel. Un traducteur électronique trône entre les convives. On ouvre une bouteille de saint-émilion, coûteuse et soigneusement choisie, en hommage à la France. « *Créer ma propre marque serait un risque inutile* », explique M. Wang. Aujourd'hui, il vend à Walmart, à Léna et à des dizaines d'acheteurs via Alibaba. Demain, s'il lançait Wang Jewelry, Walmart y verrait un concurrent, ses revendeurs en ligne, un rival. « *Je perdrais mes deux sources de revenus*. » Ce refus de la marque va au-delà de la rationalité économique. « *Pourquoi planter un arbre seul dans la tempête quand on peut être la forêt ?* », glisse-t-il. Dans un pays où la réputation sociale prime, créer une marque revient à s'exposer inutilement. Là où d'autres investissent dans une griffe, l'ambition de M. Wang consiste à durer sans briller, à se rendre indispensable sans apparaître. « *Je ne veux pas mon nom sur les bijoux*, conclut-il en levant son verre. *Je le veux dans les carnets d'adresses*. » L'Occident célèbre les signatures, la Chine manufacturière privilégie les réseaux relationnels et les résultats silencieux.

La nuit prolonge la mise en scène. Au club ET Park, cathédrale locale du capitalisme nocturne, lasers, écrans LED géants et basses puissantes enveloppent une foule d'entrepreneurs de la tech, d'héritiers fortunés et de dignitaires locaux. À quelques mètres de l'alcôve « VIP » réservée par M. Wang, strip-teaseurs « haut de gamme », chanteuses cyberpunk et autres performeurs se succèdent comme on tourne les pages d'un magazine de luxe branché. Les bouteilles s'empilent. L'addition – 10 000 euros pour la seule soirée – vaut dix fois l'investissement de Léna. Cette démesure ne s'adresse pas prioritairement à la Française, mais aux témoins de la scène. En s'exhibant avec une cliente européenne, M. Wang signale à ses pairs son accès à des marchés internationaux. ET Park apparaît ainsi comme l'envers de la cérémonie du thé : à la retenue rituelle répond l'ostentation, érigée en gage de crédibilité.

Trois semaines plus tard, bijoux et écrans sont acheminés jusqu'à un entrepôt de Shenzhen, l'un des principaux ports du pays, à une centaine de kilomètres de Canton. C'est ici, au milieu d'un empilement de cartons de tailles et de formes disparates, entassés jusqu'au plafond, que Léna retrouve M. Nelson Huanca, à qui elle a décidé



© RAPHAËL FOURNIER/DIVERGENCE

RAPHAËL FOURNIER. – Des colis prêts à partir, Foire de Canton, Guangzhou, Chine, 2018

de faire appel pour transporter sa cargaison jusqu'à La Paz. Chaque colis affiche une destination différente, un bout du monde distinct. L'ensemble rappelle à l'acheteuse à quel point elle n'est qu'un rouage minuscule dans cette mécanique globale.

À peine le camion immobilisé devant l'un des accès de l'entrepôt, le chargement commence. Le temps est compté : quelques heures seulement pour remplir le conteneur, afin de ne pas enrayer la cadence des allées et venues. Celui-ci appartient à la compagnie CMA CGM. M. Huanca l'a loué pour environ 5 000 dollars. Comme un billet d'avion, chaque conteneur a un code-barres fourni par l'armateur qu'il faut présenter à chaque étape, à l'entrée de l'entrepôt puis au port. Une fois débarqué à Iquique, dans le nord du Chili, le conteneur poursuivra sa route par camion jusqu'à La Paz, où il sera ouvert sous contrôle. M. Huanca dispose alors de quatorze jours pour le restituer à la compagnie maritime à Iquique.

Fausse Nike, pistolets en plastique...

Plusieurs clients se partagent le conteneur. À Shenzhen, une responsable logistique, liste à la main, vérifie méthodiquement que chaque colis correspond bien aux déclarations fournies par M. Huanca. Les cartons entrent un à un, chacun avec son étiquette. Autour, des hommes, torse nu, ruisselants de sueur, chargent à la force des bras ; d'autres manœuvrent des chariots élévateurs lancés à vive allure, dérapant dans les allées pour gagner quelques secondes. Vient le tour du carton de bijoux Chic Paris. Étiquette collée, code-barres bien visible. Avant de remplir les documents d'exportation, M. Huanca avait demandé à Léna, sur le ton de l'évidence : « *Ce sont des copies ?* » Le cas échéant, précise-t-il, on ne procède pas tout à fait de la même manière. Fier de faire étalage de sa connaissance des ficelles du métier, il ajoute aussitôt qu'il sous-évaluera la marchandise : « *Sinon, à l'arrivée, ça va coûter trop cher*. » Léna découvre alors que le prix déclaré n'est pas une vérité comptable, mais une variable, susceptible d'être ajustée.

Quelques mètres plus loin, la démonstration se fait encore plus concrète. Des rangées de cartons massifs, enveloppés d'une bâche plastique verte et solidement sanglés dans un film épais, jurent avec le reste du chargement. Léna s'étonne. M. Huanca baisse la voix : « *De fausses Nike*. » La nature de l'emballage, explique-t-il, doit brouiller la lecture des scanners douaniers chinois. Du fait des centaines de milliers de conteneurs qui quittent le pays, les contrôles sont en grande partie automatisés : on n'ouvre qu'en cas de signalement. « *Le plus compliqué, c'est surtout à l'arrivée, glisse-t-il. Là, il faut que quelqu'un ait parlé au préalable au*

douanier. » Le ton employé suggère que la discussion en question ne passe pas nécessairement par des mots.

L'expérience lui a appris où se nichent les véritables failles. Une fois, des pistolets en plastique ont valu à un conteneur d'être soupçonné de transporter des armes. Une autre fois, de la lessive a éveillé des soupçons de trafic de drogue. À chaque fois, se souvient-il, « *ça s'est mal passé* ». Depuis, M. Huanca segmente, mélange, dilue. Les copies d'appareils électroniques, par exemple, se mêlent à des jouets, des bibelots, des lampes sans marque. Il lui arrive même de changer les boîtes des produits contrefaits pour éviter toute saisie. Les logos, quand ils existent, sont parfois ajoutés après coup, une fois la marchandise arrivée à destination, pour limiter les risques. M. Huanca emprunte le nom et l'enseigne d'une société accommodante, qui lui fournit une identité juridique prête à l'emploi. Pour parfaire le camouflage, il glisse ici et là des ballots de papier toilette – il en conserve toujours plusieurs palettes dans son entrepôt – destinés à caler la marchandise autant qu'à désorienter les contrôles. Une logistiquette de l'inaperçu, patiemment perfectionnée au fil des expéditions.

Les portes du conteneur se referment. Le camion s'ébranle. Léna le regarde disparaître. Dans deux mois, sa marchandise arrivera à La Paz et se fondra dans ces flux que d'ordinaire on regarde passer sans y prêter attention – conteneurs anonymes, alignés sur les quais et le long des autoroutes. À l'intérieur, un inventaire improbable : fausses Nike, papier toilette, jantes de camion et même un robot médical acheté à la Foire de Canton pour les parents de M. Huanca, à l'approche de Noël.

Voici comment est née Chic Paris, une marque bolivienne juridiquement inexistante mais parfaitement opérationnelle, proposant des bijoux *made in France* fabriqués en Chine, sortis d'une pierre semi-précieuse imitée mais vendue comme authentique, frappés d'un logo emprunté à une grande maison française, écoulés sur TikTok et une *marketplace* à coups de vidéos où Léna vante les produits en espagnol dans un accent français volontairement appuyé, posant devant la tour Eiffel, l'Arc de triomphe ou, à défaut, à côté d'un croissant au beurre. Telle est la face populaire, largement issue du Sud, du capitalisme contemporain, celle d'une mondialisation qui échappe aux États, façonnée par celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'en fixer les règles.

MAËLLE MARIETTE.

(2) Lire « Yiwu, capitale de la mondialisation », *Le Monde diplomatique*, mai 2026.



© RAPHAËL FOURNIER/DIVERGENCE

RAPHAËL FOURNIER. – Dans les allées de la Foire de Canton, Guangzhou, Chine, 2018

© NORBERT CHAUTARD



▲ Norbert Chautard. – Des participants à l'atelier populaire de l'ex-école des beaux-arts de Paris en train d'imprimer l'affiche « Salaires légers, chars lourds », 1968

◀ « Réformes, chloroforme », atelier populaire de l'ex-école des beaux-arts de Paris, 1968

► « Ôme d'ôc as dreit à la paraula. Parla ! » (Homme d'ôc tu as le droit à la parole. Parle !), comités d'action viticole, 1968



DR



◀ « Non à la bureaucratie », atelier populaire de l'ex-école des beaux-arts de Paris, 1968



DR



▲ « Pépé pépègre », atelier populaire de l'ex-école des beaux-arts de Paris, 1968

◀ Mur parisien recouvert d'affiches, 1968

► « Dockers... », atelier populaire du Havre, vers 1968

© GROB - KHARBINE - LA COLLECTION



DR

Petite histoire (concrète) des

Aux beaux-arts de Paris ou de Lyon, et même au Festival d'Avignon, les œuvres des « ateliers populaires » ont façonné la mémoire collective de Mai 68. Comme sur des palimpsestes, les images des luttes d'aujourd'hui s'y superposent, encore et toujours. Mais le graphisme politique ne cesse de se réinventer avec les générations, les évolutions techniques ou le renouvellement des causes dont il s'empare.

PAR JIL DANIEL *

LE 27 juin 1968, la police pénètre dans l'école des beaux-arts de Paris pour mettre fin à son occupation par des insurgés. Voilà déjà un mois et demi que certains ateliers de l'établissement ont été transformés en centres de production graphique au service de la plus grande grève de l'histoire du pays. Plus de trois cents affiches y ont été réalisées, et près de deux cents autres par une vingtaine de structures similaires. Ces « ateliers populaires » réunissent des dizaines de personnes d'horizons variés : des peintres et des graphistes professionnels autour de quelques pôles principaux (beaux-arts de Paris et de Lyon, arts décoratifs de Paris), des étudiants peintres et architectes (dans toutes les écoles d'art), parfois un ami en médecine ou en lettres, une compagne comédienne, une modèle, des imprimeurs professionnels qui dépannent, des gens de la bohème locale ou internationale qui participent à la cantine ou au service d'ordre, des grévistes curieux venant commander des affiches...

Si chaque lieu possède ses propres dynamiques et rapports de forces, les ateliers populaires forment malgré tout un ensemble cohérent, notamment en raison d'une parenté formelle liée aux contraintes techniques du principal procédé d'impression utilisé : la sérigraphie (1). Au-delà de la technique, on partage le soutien au mouvement social, le refus de la signature individuelle, le travail sans rémunération, sans vente (à quelques exceptions près) et sans expositions autres que les collages dans les rues et les places fortes du mouvement.

Ces affiches envahissent les murs. Incisives et frontales, goguenardes ou scandant des mots d'ordre ouvriéristes, elles paraissent neuves dans le fatras du Quartier latin et de Saint-Germain-des-Prés, près des usines Renault-Billancourt et Citroën-Javel, ou dans le triangle industriel de Levallois-Asnières-Clichy. Les placards typographiés de la Confédération générale du travail (CGT), même imprimés sur des bandeaux aux couleurs éclatantes, semblent bien austères à côté des sérigraphies vives présentant des dessins sans chichis et des slogans saillants composés à la hâte.

* Graphiste et chercheur.

Mais la dynamique ne s'arrête pas après les interventions policières aux beaux-arts de Paris, de Lyon et dans les universités. Plusieurs dizaines d'ateliers sont nés sur ces cendres : le Festival d'Avignon de cette année-là, haut lieu de repli des militants révolutionnaires, en voit éclore un, tout comme l'« université d'été » de Grenoble ; des groupes transmettent leur expérience aux étudiants londoniens, aux artistes de Stockholm ou aux militants des comités d'action viticole du sud de la France.

En septembre, le Mouvement du 11 mai lance son atelier populaire à Marseille, des étudiants architectes montent celui de Nantes, tandis qu'un groupe issu des ex-beaux-arts de Paris (2), réfugié dans les locaux du Parti socialiste unifié (PSU), poursuit le travail commencé au printemps. Ces circulations assurent la transmission de la technique sérigraphique et des usages hérités du printemps 68 à des militants de nombreuses organisations.

Passé l'intensité des mois de mai et juin 1968, les affiches des ateliers de la seconde vague se font plus bavardes. Elles ne peuvent plus s'appuyer sur un contexte explosif pour expliciter les sous-entendus : qui est le ministre attaqué, quelles sont les implications de telle loi, quelle lutte se joue dans telle usine... Les tirages des années 1970 sont donc souvent didactiques et incitatifs, allant parfois jusqu'à dérouler des histoires en forme de bande dessinée. Petit à petit, ces groupes s'émancipent de la référence formelle aux premiers ateliers. Davantage de temps peut être consacré à la création et à l'impression. Les gestes graphiques deviennent moins frontaux, plus élaborés. Nombre d'ateliers montent en gamme, voire se professionnalisent, et dès lors gagnent en possibilités techniques : finesse, trames photographiques, grands formats, poly-

chromies... Le Front des artistes plasticiens (FAP) ou l'atelier de l'université de Vincennes, par exemple, recourent à des maquettes dessinées plus complexes et en plusieurs couleurs. La photographie est aussi utilisée plus fréquemment, comme l'impression en offset (3). D'autres, à l'instar du collectif Grapus, créé en 1970, n'impriment pas et agissent surtout dans un cadre professionnel.

Cette pratique artisanale de l'affiche sérigraphiée a fini par décliner. La perte de vigueur du mouvement révolutionnaire, la professionnalisation de quelques militants, la recentralisation de certaines organisations – la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) achète sa propre imprimerie – et l'impact du choc pétrolier en 1973 expliquent sans doute la disparition progressive des ateliers. Si certains ont continué à imprimer jusqu'à la fin des années 1970, rares sont ceux qui ont poursuivi au-delà de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981.

Au cours de la même décennie, la presse révolutionnaire s'est développée, et avec elle une pratique de l'image, de la composition et du photomontage. Celle-ci se déploie alors particulièrement à la « une » des journaux, mais aussi sur les affiches des nombreuses organisations qui naissent, fusionnent, se divisent ou disparaissent durant cette période. Les affiches des ateliers de 1968 se fraient toujours un chemin dans les pages de cette presse, mais les sources graphiques se multiplient avec des images des Black Panthers, de la Chine maoïste, de la presse contre-culturelle américaine et britannique, mais aussi

un nombre important de photographies de luttes, comme celles d'Élie Kagan et de Gérard-Aimé, ou encore des photomontages extravagants et de grands aplats de couleur parfois dégradés. La pratique de la presse amène les militants à fréquenter les imprimeries – l'un des rares endroits où les révolutionnaires collaborent durablement avec les ouvriers –, au sein desquels ils apprennent les rudiments de la composition et de la préparation des tirages offset.

La période correspond enfin à une évolution matérielle de l'industrie graphique : l'informatique commence à s'y déployer, avant de se généraliser dans les années 1980. Lors de la décennie suivante, l'affichage de groupes à la lisière de la gauche s'épanouit dans des formes nouvelles : ce sont les débuts de la publication assistée par ordinateur (PAO) et de l'accès à des procédés de reprographie à



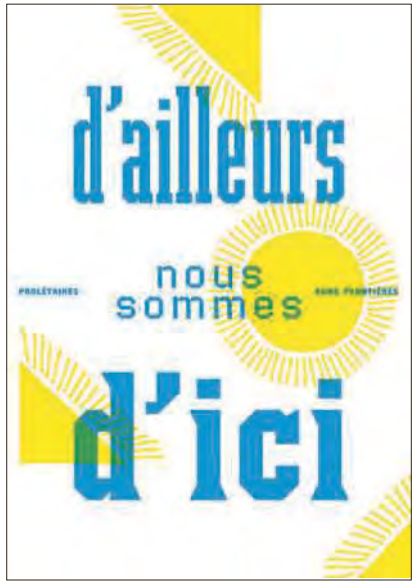
▲ Grapus. – « Qui casse l'imprimerie casse la culture », affiche pour le Comité intersyndical du Livre parisien CGT, 1981

© GRAPUS - SAIF

bas coût. Des Sections carrément anti-Le Pen (Scalp) à Ras l'Front, en passant par les Faucheurs volontaires, les affiches de lutte de la fin du millénaire croisent esthétique anarcho-punk, antifascisme « chasseur de skins » et altermondialisme dans des mises en forme qui ont laissé peu de souvenirs d'une qualité graphique remarquable.

Ces affiches comptent néanmoins, parce qu'elles ont relancé la pratique militante, dans un contexte où les principales organisations de gauche avaient commencé à faire appel aux professionnels (Grapus pour le Parti communiste français [PCF], Alain Le Querrec ou Claude Baillargeon pour le Parti socialiste [PS], par exemple), quand ce n'était pas aux agences de communication. Les années 1990 voient aussi des professionnels de l'image, anciens militants, renouer avec le travail de terrain, par exemple Ne pas plier, lancée entre autres par d'anciens Grapus, dont Gérard Paris-Clavel. L'association prend comme mot d'ordre « Pour qu'aux signes de la misère ne vienne s'ajouter la misère des signes ». Elle revendique le droit à la qualité des formes pour l'expression politique des plus précaires. L'ancrage de certains de ses membres dans les milieux professionnels leur assure, au-delà des cercles militants, une place de référence dans les cursus des écoles de graphisme en plein développement dans les années 2000.

Cette décennie voit l'émergence de jeunes graphistes professionnels inspirés par les travaux des ex-Grapus et de Ne



▲ Sébastien Marchal. – « D'ailleurs nous sommes d'ici », 2009

© SÉBASTIEN MARCHAL

pas plier, et investis dans les mouvements sociaux de leur temps : Sébastien Marchal avec Alternative libertaire puis D'ailleurs nous sommes d'ici ; Formes vives avec le collectif Jeudi noir ou le journal libertaire *Article 11* ; Dugudus avec l'Union des étudiants communistes (UEC). Formée politiquement dans une séquence qui s'étire des premières mobilisations altermondialistes à celles contre la réforme des retraites de 2010 en passant par la révolte des banlieues de 2005, la campagne référendaire sur le traité constitutionnel européen (TCE) la même année ou les manifestations contre le contrat première embauche (CPE) en 2006, cette génération a ouvert une voie. S'y engagent à leur tour de nombreux étu-

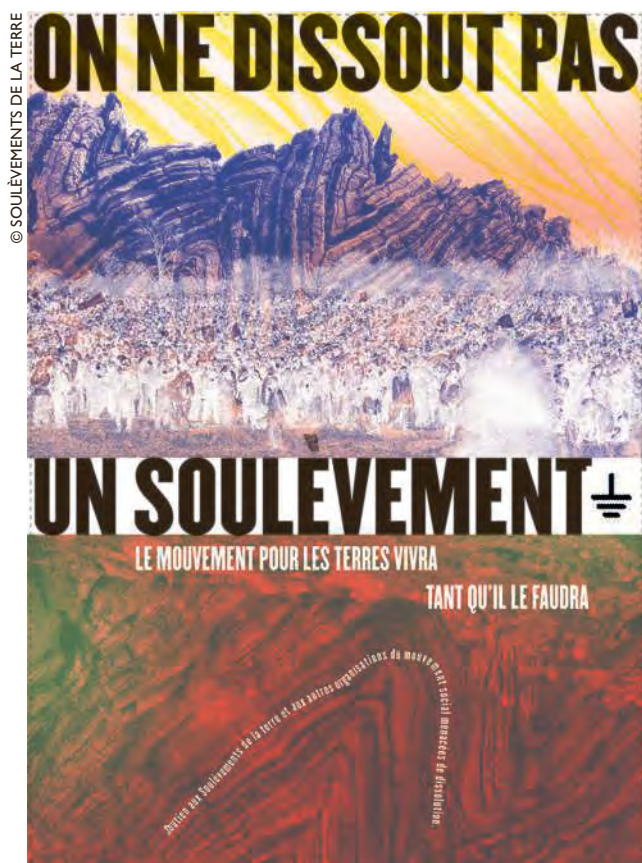
© NE PAS PLIER - PHOTO : MARC PATAUT



▲ Ne pas plier. – « Image en vie », manifestation du 1^{er} mai 1992 avec l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires (Apeis)



DR



© SOULEVEMENTS DE LA TERRE

◀ Soulèvements de la Terre. – « On ne dissout pas un soulèvement », 2023

▼ Les Affiches du mercredi. – « Palestine vivra », 2025



© LES AFFICHES DU MERCREDI

affiches politiques

dians en graphisme qui ne disposent pas de capacités de production professionnelles mais bénéficient de techniques d'impression artisanale telles que la sérigraphie ou la risographie(4), auxquelles leurs écoles leur donnaient accès. Ils ont ainsi pu forger leurs armes graphiques dans les mobilisations des années 2010 : zone à défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes, mouvement contre la loi travail, luttes féministes et queer, parfois « gilets jaunes », mobilisations antiracistes et propalestiniennes, contre les réformes successives du système de retraite ou contre l'extrême droite.

Trois dynamiques caractérisent cette séquence. D'abord, le travail de renouvellement visuel porté par de jeunes artistes et opéré au sein d'organisations militantes. La fédération syndicale Solidaires confie ainsi une partie de sa communication à la graphiste Anaïs Enjalbert. L'imagerie du mouvement écologiste les Soulèvements de la Terre tranche avec les traditions iconographiques militantes. Au-delà des organisations, des groupes de graphistes professionnels queer tels que Bye-Bye Binary contribuent eux aussi au renouveau des pratiques.

Ensuite, des sites Internet agrègent depuis plusieurs années des images et proposent des fichiers imprimables. Créé en 2019, le plus durable d'entre eux, Formes des luttes, rend ainsi accessible un répertoire (aujourd'hui plus de 1 300 images réalisées par 600 graphistes) utilisable sous forme numérique, ou d'impressions au format A3, ou d'autocollants que ses membres distribuent par milliers lors des manifestations.



© NE PAS PLIER



▲ Gérard Paris-Clavel. – « Rêve générale », 2009

Enfin, des collectifs informels et autonomes réalisent, à l'occasion de grandes mobilisations, des affiches tirées de manière artisanale. Depuis dix ans, à Rennes, plusieurs groupes collent des sérigraphies, des gravures ou des risographies lors des manifestations. À Brest, Douarnenez, Saint-Brieuc, Lyon et parfois Nantes, Besançon ou Rouen, les murs se recouvrent d'affiches colorées réalisées par des ateliers locaux. Cette dynamique, décentralisée, tantôt menée par des artistes précaires, renoue en partie avec celle des ateliers populaires. Souvent en relation directe avec les mouvements sociaux, ces bandes informelles enrichissent les luttes et œuvrent à l'élaboration de cultures communes. Leurs productions peuvent quitter la rue pour se retrouver dans les maisons et appartements des militants, dans une forme de diffusion plus durable que l'éphémère présence sur les murs des villes.

Plusieurs de ces groupes d'impression artisanale s'attachent à faire de leurs ateliers des lieux de rencontre et de formation vivants en organisant des temps de travail ouverts. Ainsi, les Affiches du mercredi, dans le 18^e arrondissement de Paris, conçoivent chaque semaine des affiches politiques et poétiques mêlant typographie et gravure, lors de séances accessibles au public. À Marseille, c'est une imprimerie associative des quartiers nord qui sérigraphie avec des habitants des affiches pour les luttes locales ou en soutien à la Palestine, tandis qu'à Rennes les Graveuses d'affiches proposent des ateliers pour réaliser des tirages sur l'histoire des luttes de femmes et contre les violences sexistes et sexuelles, ensuite collés lors des mobilisations féministes.



© JEANNE PAULINE ET ENMA FONT DU GRAPHISME - FORMESDES LUTTES.ORG



▲ Clément Valette. – « Un violent désir de bonheur », bannière créée en 2020 pour une manifestation des soignants et reprise depuis dans de nombreuses mobilisations

Loin d'être cloisonnés, plusieurs de ces ateliers se rejoignent ponctuellement pour des raouts d'impression artisanale organisés par cooptation, qui permettent des partages d'expériences. Bien que les campagnes d'ampleur nationale demeurent peu fréquentes, que les images restent circonscrites dans le temps et dans l'espace et qu'elles surgissent rarement de manière assez spectaculaire pour laisser des traces dans l'imaginaire collectif, les pratiques contemporaines n'en constituent pas moins un mouvement de fond qui irrigue les formes actuelles du militantisme.

Les affiches du printemps 68 restent, aujourd'hui encore, une référence récurrente témoignant de

l'ancrage durable du souvenir du joli mois de Mai dans l'imaginaire collectif(5). Il n'est pas une lutte sociale qui n'en réutilise pas à un moment donné. Pourtant, la dynamique de l'affiche politique en France ne saurait se résumer à cette persistance, pas davantage qu'aux quelques graphistes professionnels dont les travaux reviennent d'exposition en exposition. Car l'exercice de l'affiche militante et artisanale demeure une réalité vivante, qui coexiste avec la circulation des images en ligne. La multitude des gestes de préparation des tirages, d'impression et de diffusion favorise les démarches collectives tout en constituant un espace privilégié pour la rencontre, la formation matérielle et la réflexion sur les luttes en cours comme sur le sens des images. Si ce travail de fond ne relève pas d'une pratique

aussi détonante que celle des ateliers populaires de 1968, il n'en revêt pas moins une importance quotidienne en portant un soin particulier à la qualité des formes de l'engagement. Cette attention, associée à la convivialité laborieuse des ateliers, apparaît alors, pour ceux qui s'y attellent, comme le signe d'une existence riche où s'expérimentent, sans attendre, des désirs de vie meilleure.

JIL DANIEL.

(1) Technique d'impression utilisant un écran de soie et fonctionnant comme un pochoir.

(2) Le préfixe « ex » était utilisé par les étudiants mobilisés pour critiquer le conservatisme de leur école.

(3) Méthode d'impression constituant une évolution du procédé lithographique à partir de plaques et permettant aussi l'impression de photographies. Principale technique utilisée pour les tirages en grandes quantités.

(4) Technique mécanisée d'impression de petits formats fonctionnant selon le principe du pochoir avec un film microperforé, qui n'est autre qu'une informatisation des duplicateurs ou Ronéo à stencil des années 1960-1970.

(5) Lire Mathilde Larrère, « Gestes révolutionnaires », dans Antony Burlaud, Allan Popelard et Grégory Rzepski (sous la dir. de), *Le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale*, Éditions Amsterdam, Paris, 2021.



© FORMESDES LUTTES.ORG

▲ Distribution d'autocollants du collectif Formes des luttes pendant une manifestation pour le cessez-le-feu en Palestine, 2024

◀ Vibrifeno. – Occupation et blocage d'un centre de traitement des déchets, Rennes, 2023

La gauche et

Parce qu'ils ont entraîné les modèles d'intelligence artificielle avec l'expérience humaine accumulée, les géants du secteur devraient céder la moitié de leur capital à un fonds populaire, a proposé en juin dernier le sénateur américain Bernie Sanders. Mais cette idée laisse une question ouverte : que serait un socialisme de l'IA qui, au-delà du capital, transformerait cette technologie en capacité collective ?

PAR EVGENY MOROZOV *

JADIS, les grands moments d’émancipation naissent sur les pavés sanglants des barricades ; ils affleurent aujourd’hui dans l’atmosphère sinistre des parkings de centres commerciaux.

En juillet 2024, dans la petite ville d’Omskirk, au cœur du comté anglais du Lancashire, la société de stationnement Parkingeye inflige une amende douteuse à M. Loren Cole. S’aidant de ChatGPT, l’automobiliste la conteste, refusant de s’acquitter des 60 livres sterling réclamées (environ 70 euros). Le tribunal tranche le litige en sa faveur, lui permettant d’empocher 462 livres au titre des dommages et intérêts.

Pour Karl Marx, le Lancashire, c’était la terre du coton. Là où les ouvriers ont, pour la première fois, « déposé » leur savoir-faire dans les machines – pour ensuite le voir revenir sous la forme d’une puissance qui leur est étrangère. Deux siècles plus tard, un modèle d’intelligence artificielle (IA) – c’est-à-dire une machine entraînée avec l’intelligence accumulée de l’humanité – permet cette fois à un homme d’arracher un morceau de sa propre existence à un autre petit Léviathan.

M. Cole fait partie d’une armée de l’ombre, éparpillée : celle des locataires combattant des propriétaires négligents, des migrants contestant les autorités, des patients défiant les assureurs. On est certes loin de la geste révolutionnaire. Mais on aurait tort de sous-estimer la portée de telles actions.

À gauche, beaucoup ont déjà livré leur verdict : l’IA, c’est le plagiat planétaire, la catastrophe climatique, une bulle spéculative. Il faut y résister, la stopper, la socialiser. Il s’agit pourtant de la plus grande chance offerte au socialisme depuis un siècle – comme de la pire menace qui pèse sur lui.

Deux voies vers l’émancipation

LA gauche actuelle reste accrochée à d’anciennes promesses – la liberté, la fraternité, la justice –, alors qu’un tout autre plat figure au menu du capitalisme : la capacité d’agir, de faire, d’apprendre. L’éthique protestante promettait une liberté future en contrepartie de la soumission aux machines ; l’IA nous promet la liberté tout de suite, grâce aux machines.

Si la gauche ne voit pas là une chance, c’est parce qu’elle s’entête dans une acception étriquée du travail. Obsédée par l’emploi, le salaire, la déqualification, le pouvoir de négociation, elle considère avant tout l’avènement de l’IA comme un nouvel épisode de la longue histoire du bras de fer avec le capital.

Or sa propre tradition recèle un concept élargi du travail : au-delà de l’effort fourni pour le compte d’un capitaliste, il désigne aussi l’activité humaine en tant que capacité créatrice, qui se dépose dans les outils et les machines, les mots et les règles.

À cette dualité conceptuelle correspondent deux voies vers l’émancipation : celle d’une politique de la répartition,

Celle-ci crève les yeux : l’IA procure une capacité d’agir sur le monde aussi soyeuse qu’artificielle, qui casse tout élan révolutionnaire à coups de « Est-ce que je peux faire autre chose pour toi aujourd’hui ? ». De fait, à quoi sert la gauche si chacun peut contester l’oppression devant son clavier ou sur son smartphone ? En rejetant l’attrait que l’IA suscite comme une « fausse conscience », elle signe son arrêt de mort.

Hélas, le camarade ChatGPT est aussi un mouchard. Les questions ayant mené à la victoire sur Parkingeye alimentent les modèles d’IA : comme le travail des ouvriers du Lancashire, elles sont devenues un dépôt. Le modèle a hérité de la ruse de M. Cole, qui le renforce ; les riverains du parking, eux, n’ont hérité de rien. Les rébellions du prompt (l’instruction donnée à une IA) doivent toujours repartir de zéro.

C’est précisément là que réside la question socialiste : comment restituer à tous le savoir déposé dans l’IA générative ? Comment en faire une capacité collective plutôt que de le voir disparaître dans les coffres de quelques propriétaires ?

Le socialisme s’est traditionnellement présenté comme le meilleur interprète du capitalisme. Il prenait on ne peut plus au sérieux la promesse bourgeoise de liberté. Ses représentants, au XIX^e siècle, savaient bien que, derrière les portes closes, les capitalistes préparaient un festin. Plutôt que de le boycotter, ils ont fracturé les portes. Et constaté que ce système était incapable de servir autant de repas qu’il le prétendait. Cette approche reposait sur une idée oubliée : il faut confronter le capital à ce qui manque dans le menu du jour, pas dans celui d’avant-hier.

qui s’interroge sur qui obtiendra quoi ; celle d’une politique de l’héritage, qui s’intéresse au devenir. La première cherche à libérer le travail du capital sur le terrain bien connu des salaires, des horaires et de la négociation. La seconde veut arracher l’activité humaine aux diktats de la loi de la valeur en augmentant nos capacités d’agir – surtout sur un plan technologique, à travers les objets. L’héritage, car les capacités déposées survivent à leurs déposants : elles s’accumulent à la manière d’un patrimoine. Qui figurera sur le testament ? C’est aux rapports de forces politiques d’en décider.

Pendant un siècle, la gauche a privilégié la répartition, en n’accordant qu’un rôle mineur à ce que le *Manifeste du parti communiste* désigne comme le « libre développement de chacun ». Et dont l’IA est le produit déformé : à grande échelle et pour le compte du capital, elle réalise, en effet, le vieux rêve d’une capacité humaine augmentée.

Elle nous ramène donc, contre toute attente, à de vieilles questions marxistes. Par exemple, qu’advient-il de nos capacités une fois qu’elles sont logées dans les choses ? Qui doit s’organiser pour se les réapproprier ?

À la suite de Friedrich Hegel, Marx nomme « objectivation » la partie du parcours qui va du dedans au dehors, ce qu’on pourrait désigner comme le trajet aller. Travailler, c’est s’extérioriser : les capacités humaines s’incarnent dans les choses tandis que les êtres humains se font en faisant. Ces capacités peuvent acquérir une autonomie matérielle, en devenant outil, savoir, culture ; mais elles peuvent aussi conduire à une autonomie formelle, leurs auteurs se trouvant condamnés à les affronter en tant que puissance étrangère à eux-mêmes. La différence réside dans ce qu’on pourrait désigner comme le trajet retour : les rapports qui ramènent à leurs créateurs ces mêmes capacités.

Jamais en tout cas elles ne restent figées. Ce qui est entré dans les choses revient toujours à la vie sociale. L’emprise du capital lui fait néanmoins subir une dégradation : sur le marché, les capacités humaines reviennent sous forme de marchandises ; lors de la production, sous forme d’ordres à exécuter. Du temps du taylorisme, le chronomètre extorquait aux ouvriers leur savoir implicite – pour le leur retourner, métamorphosé en instructions.

L’IA n’est que la dernière variation en date dans cette histoire. Ce qu’elle restitue ? Non plus des marchandises ni des commandements, mais la capacité elle-même, sous la forme de conseils, de mots, de stratégies, de jugements, d’initiatives. Sous l’emprise du capital cependant : ces capacités supplémentaires naissent donc défigurées ; emprisonnées dans la propriété, séparées de leurs créateurs, du contexte, de toute obligation, elles sont ensuite louées chaque mois à leurs producteurs.



JEAN KATAMBAYI MUKENDI. – « Yllux », 2012

Comment ce dépôt pourrait-il revenir autrement à ses créateurs ? Sur ce plan, Marx ne nous est pas d’un grand secours. S’il a parfaitement analysé le trajet aller – le transfert du travail vivant aux objets et aux machines –, il n’a pas pensé le trajet retour.

Ses héritiers s’y sont employés. Lev Vygotski et Alexis Leontiev, théoriciens soviétiques de l’activité, ont fait de l’appropriation le moteur du développement, en expliquant que chaque enfant hérite des facultés déposées dans les outils et le langage par les générations antérieures. La psychologie critique allemande a fait un pas supplémentaire : selon Klaus Holzkamp, l’aboutissement ultime de l’apprentissage réside dans la *Handlungsfähigkeit*, l’augmentation de la capacité d’agir. Au Brésil, le pédagogue Paulo Freire a voulu recueillir un vocabulaire « génératif » dans la vie paysanne afin de le restituer sous forme d’outillage politique (1).

Malheureusement, aucun d’entre eux n’est parvenu à ancrer le mécanisme du retour dans l’économie politique. Telle est la tâche qui attend la gauche – et à laquelle, pour le moment, elle se refuse. Plus prompt à quadriller l’avenir qu’à se l’approprier, elle réclame, comme toujours, des taxes, des règles, des moratoires pour l’IA. Et continue d’ignorer la question fondamentale : la puissance déposée dans ces systèmes revient-elle à ses créateurs sous forme de capacité commune, durable et réversible, ou s’accumule-t-elle vers le haut, capturée par les plates-formes ?

Parmi les plus audacieux, M. Bernie Sanders réclame que soient restitués à la société les dividendes de l’IA : un fonds souverain détiendrait des parts dans les grandes entreprises du secteur. Très bien, mais cela ne changerait rien à la relation entre citoyens et machines. M. Cole s’enrichirait sans doute, mais il resterait isolé dans son combat.

La deuxième émancipation, celle fondée sur l’héritage, se trouve aujourd’hui enfouie sous la culture, l’éducation ou encore la protection sociale. Elle survit néanmoins dans quelques gisements, certains peu profonds, d’autres presque inaccessibles. La retrouver implique des fouilles sur trois sites : la Suède des années 1990, les usines de Turin dans les années 1960 et les pages d’un manuscrit brésilien inédit en français. Chacun apporte ce qui manque aux autres : en Suède, l’institution qui a forgé une classe ; à Turin, la méthode qui a amené les ouvriers à exprimer ce qu’ils savaient sans le savoir ; au Brésil, la théorie de la boucle qui conçoit le trajet retour depuis le dépôt.

vité, la confiance – jusqu’à la culture elle-même. Bientôt, la bibliothèque ne serait plus, au mieux, qu’une annexe de l’atelier.

Bien plus anciennes, les deux images n’étaient pas concurrentes à l’origine. Avant de s’en remettre à l’État, le mouvement ouvrier avait bâti son propre appareil culturel : cercles d’étude, bibliothèques ouvrières, maisons du peuple – du capital humain moins le capital. Et cette culture s’épanouissait en Suède plus qu’ailleurs. La langue constituait un point d’appui. En suédois, en effet, la formation pratique se dit *utbildning*, et la construction de soi *bildning*. Pendant des siècles, la seconde fut l’apanage de l’aristocratie. Puis le mouvement ouvrier fit voler en éclats les barrières sociales et hissa bien haut la bannière de la *folkbildning* – l’éducation populaire. Il ne s’agissait pas d’un club de lecture amélioré : on y apprenait aux travailleurs à déchiffrer les structures de pouvoir afin de les démanteler. Ainsi, la bibliothèque et l’atelier coexistèrent à égalité, sous le contrôle exclusif de leurs usagers.

Peu à peu, cependant, le mouvement a délaissé cette mission, pour la déléguer à l’État. Les sociaux-démocrates de Suède n’ont pris conscience de leur erreur que des décennies plus tard, avouant, dans leur manifeste de 1990, que le développement de l’État avait entraîné la « liquidation » des vieux principes de solidarité. Autrefois instrument du pouvoir ouvrier, la formation n’était plus qu’un service public. Insensiblement, la question de l’émancipation des individus a perdu de son importance, jusqu’à disparaître de la scène politique.

Si la *folkbildning* suédoise a appris à une classe à décoder son propre pouvoir, c’est dans le Piémont que celle-ci a appris à déchiffrer ses propres maux, là même où la liberté se heurte violemment à la nécessité. Une part de la radicalité ouvrière y est enfouie, plus profondément encore. Pour la retrouver, il faut se plonger dans d’obscures publications qui racontent les usines turinoises des années 1960.

Ivar Oddone était médecin du travail chez Fiat (3). Cet ancien partisan, modèle du premier roman d’Italo Calvino, recevait constamment la même demande de la part des ouvriers : « *Dites-moi comment tomber malade au plus vite, que je puisse m'enfuir de cet endroit toxique.* » Les syndicats, épaulés par les médecins de l’entreprise, négociaient le prix du malheur, et rien d’autre. Ils cherchaient à obtenir, sous conditions, une « *indemnité pour maladie professionnelle* ». Oddone adopta une tout autre démarche. Avec l’aide des ouvriers, il entreprit l’inventaire de tout ce qui, dans l’usine, nuisait à la santé des travailleurs : les fumées, les poussières, les machines...

Mais, pour lui, le plus difficile fut d’accéder à un savoir que ces derniers niaient catégoriquement détenir : les astuces qu’ils avaient inventées afin de survivre à chaque journée. Quand il les interrogeait, ils ne faisaient que réciter les procédures imposées par la direction. Il trouva alors la solution : l’*istruzione*

(1) Andrey Maidansky et Vesa Oittinen (sous la dir. de), *The Practical Essence of Man. The "Activity Approach" in Late Soviet Philosophy*, Haymarket Books, Chicago, 2017 ; Ute Osterkamp et Ernst Schraube, *Psychology From the Standpoint of the Subject. Selected Writings of Klaus Holzkamp*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2013 ; Pedro Buarque et Maria Inez Carvalho, « The self-saying of a people : Word, praxis and performativity in Paulo Freire », *Educação & realidade*, n° 49, Porto Alegre, août 2024.

(2) Jenny Andersson, *The Library and the Workshop. Social Democracy and Capitalism in the Knowledge Age*, Stanford University Press, 2009.

(3) Ivar Oddone, Alessandra Re et Gianni Briante, *Esperienza operaia, coscienza di classe e psicologia del lavoro*, Einaudi, Turin, 1977 ; Maria Luisa Righi, « Le lotte per l’ambiente di lavoro dal dopoguerra ad oggi », *Studi storici*, vol. 33, n° 2-3, Rome, 1992 ; Elena Davigo, « Il movimento italiano per la tutela della salute negli ambienti di lavoro (1961-1978) », thèse de doctorat, Università degli Studi di Firenze, 2018.

* Directeur de The Syllabus, une plate-forme de sélection et de mise en valeur des connaissances. Son livre le plus récent publié en français, *Les Santiago Boys* (Divergences, Quimperlé, 2024), s’appuie sur le podcast éponyme.

DERRIÈRE LE CAUCHEMAR

l'intelligence artificielle

al sosia, l'«instruction au sosie». La consigne était simple : imaginez que, demain, quelqu'un doive prendre votre poste. Qu'apprendriez-vous à ce remplaçant pour qu'il effectue votre travail si parfaitement que personne ne se rende compte de la substitution ?

Réunir la bibliothèque et l'atelier

DISTILLÉE dans une brochure, *L'ambiente di lavoro* («le cadre de travail»), l'épistémologie de cette usine particulière fut transformée en un modèle applicable universellement. La lutte paya : les risques sanitaires furent intégrés dans les contrats de travail, puis dans la législation de 1978, acte de naissance du système de santé italien. Les souffrances privées étaient devenues des faits partagés, les faits partagés une législation. L'espace d'une saison, le poste de travail et l'archive habitèrent à la même adresse.

Ce n'était pas le cas ailleurs. En pratique, la bibliothèque et l'atelier n'étaient pas de simples métaphores du savoir, mais renvoyaient aux deux formes d'émancipation logées sous des toits différents : la répartition faisait tourner l'atelier, où la force de travail négociait avec la nécessité ; l'héritage, pour sa part, tenait la bibliothèque, où l'on formait à la liberté. Du moins jusqu'à ce que tout le monde – y compris la gauche – succombe aux sirènes de l'«économie de la connaissance». Celle-ci, explique Andersson, finit par apparaître comme un moyen de réconcilier la nécessité et la liberté. Mais au profit de qui ?

La réponse suédoise fut progressive. Au cours des années 1990, au moment même où ils exaltaient la *bildning*, les sociaux-démocrates en vinrent à la vider de son sens en l'assimilant à l'employabilité, aux compétences valorisables sur le marché de l'emploi. Au Royaume-Uni, le New Labour répondit, lui, de manière plus brutale : il finit par détruire la bibliothèque pour ne conserver que l'atelier – logique pour un parti qui traitait le savoir en marchandise et les personnes en capital humain.

La liquidation opérée par la Silicon Valley a plutôt revêtu la forme d'une synthèse. Son texte fondateur, le *Whole Earth Catalog* («catalogue de la Terre entière»), se présentait comme une bibliothèque d'outils (4). Et Amazon, l'atelier planétaire, a vu le jour en se faisant passer pour une librairie. Le fameux garage de Palo Alto où Steve Jobs lance l'aventure Apple rassemble l'atelier et la bibliothèque, célèbre le travail comme création de soi, la liberté au cœur de la nécessité. Mais ce que la *folkbildning* conquerrait par la base, le garage s'en empare depuis le sommet. Et désormais, grâce à l'IA, moyennant une modique somme, chacun pourrait en profiter.

Dans le même temps, les institutions qui assuraient les tâches de formation se sont sabordées. L'État-providence promettait aux individus de s'épanouir indépendamment de leur classe d'origine. Après quatre décennies de nouvelle gestion publique, c'est devenu un infernal labyrinthe d'éligibilité, et l'IA a beau jeu d'apparaître comme un recours. En un sens, les rôles se sont inversés : le capitalisme est désormais le meilleur interprète du socialisme, dont il prétend aussi livrer la critique. Et apporter des remèdes privés à des problèmes dont le socialisme n'est en rien responsable.

D'où la situation paradoxale dans laquelle nous nous trouvons : la gauche supposée radicale défend des institutions bureaucratiques qui ont perdu leur âme voilà des décennies, tandis que les conservateurs de droite imaginent des utopies rutilantes, fondées sur les grands modèles de langage.

Les premiers devraient peut-être renoncer à leur intransigence et commencer à formuler leurs propres utopies en matière d'IA.

Ils révélèrent ainsi des connaissances qui ne figuraient dans aucun manuel. Le premier à s'être livré à l'exercice donna son verdict : il n'avait rien appris de nouveau, sinon qu'il savait des choses qu'il ne croyait pas savoir. Son rapport au travail en avait été changé.

L'entreprise de démolition à laquelle on assiste depuis quarante ans nous livre un enseignement : la liberté et la nécessité, le travail et les loisirs, la technologie et la culture constituent les deux pôles d'une seule et même activité : être humain. Il faut les penser ensemble, à défaut de pouvoir encore les éprouver simultanément. Le socialisme après l'IA doit réunir les dimensions qu'il sépare depuis un siècle ; sans quoi le garage de Palo Alto règlera le problème pour de bon, au profit exclusif du capital.

Souvenons-nous de la dimension manquante chez Marx : le retour des puissances déposées à l'extérieur. Un voyage retour se résume, au fond, à une boucle – où vont les dépôts, ce qui revient, à qui. Or les boucles de rétroaction sont le domaine de la cybernétique, ancêtre de l'IA. Parce qu'elles peuvent régir tout et n'importe quoi, un missile aussi bien qu'un thermostat, il est aisé de les dépolitiser. Mais un philosophe brésilien, Álvaro Vieira Pinto, a fait le choix inverse (5). Comme Oddone, il était médecin. Il avait en outre le goût de l'existentialisme et même des théories de la dépendance. Fait rare pour un homme de gauche, il connaissait parfaitement la cybernétique. On comprend que Freire l'ait considéré comme son mentor.

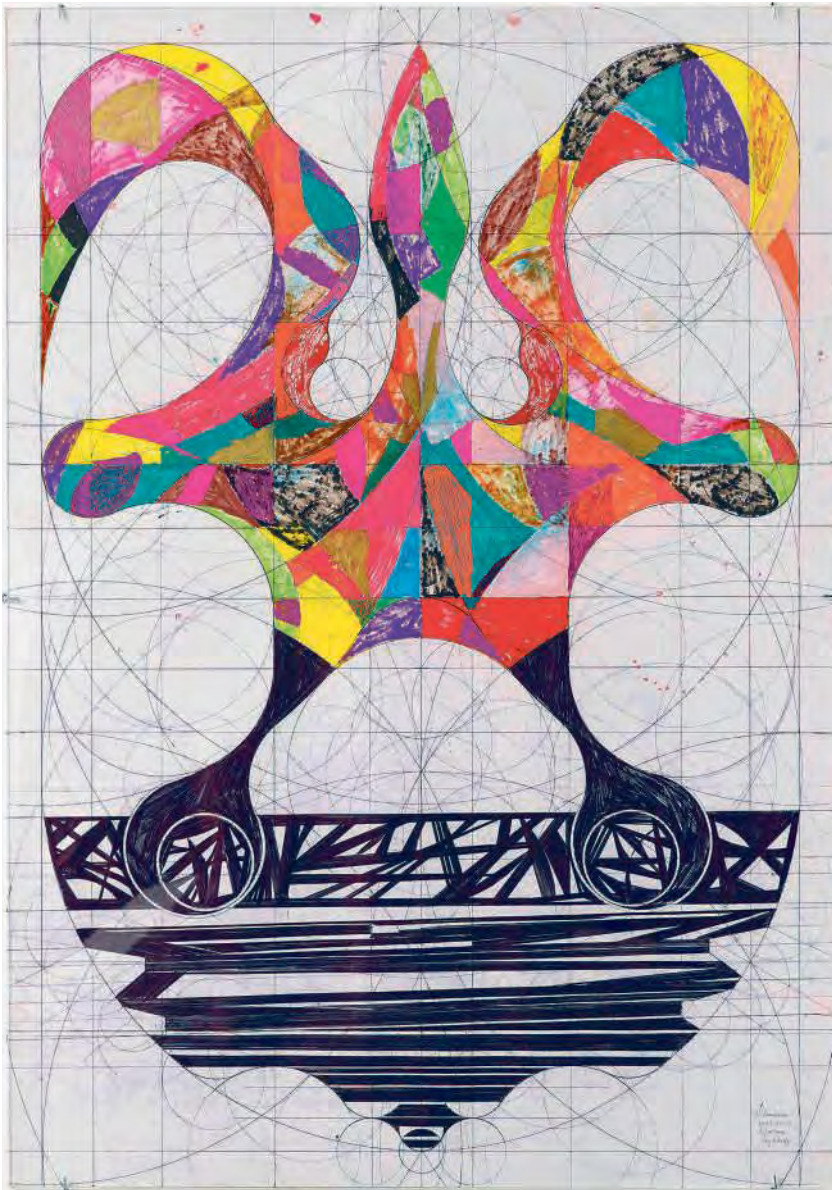
Freire doit en partie sa réputation à sa critique du modèle «bancaire», qui résume l'éducation à l'acte de déposer des connaissances dans la tête d'étudiants passifs. Pinto se posait le problème inverse : non pas les dépôts imposés aux gens, mais ceux qui leur étaient soutirés et jamais restitués. Le coup d'État de 1964 le contraignit à l'exil ; il put rentrer au Brésil à condition de garder le silence. Cela explique peut-être que l'ouvrage de 1410 pages qu'il rédigea dans les années 1970, *Le Concept de technologie*, n'ait fait surface qu'en 2005.

Tandis que les auteurs canoniques dans ce domaine – de Martin Heidegger à Jacques Ellul, en passant par Lewis Mumford – flirtent avec les définitions totalisantes de la technologie, Pinto considère que les machines, comme l'intelligence et le travail, sont sociales bien avant d'être artificielles.

Cette idée le conduit à examiner les implications politiques du *retorno do efeito*, du retour de l'effet – ce que la cybernétique appelle la rétroaction. C'est entre le produit de la machine et son producteur que se situe le véritable circuit retour : l'être humain, «*régulateur suprême de l'ensemble des régulateurs*», décide du sort de la machine – s'il faut la conserver, la modifier, la détruire, et à quelle fin. Quand une boucle paraît se refermer à l'intérieur du système, et que la machine semble fonctionner ou se corriger toute seule, c'est parce que quelqu'un l'a discrètement amputée de son ultime régulation.

La manipulation n'a rien d'innocent : elle réduit l'utilisateur au statut de simple «opérateur» d'une machine obéissant à des fins qui lui sont étrangères. Cela conduit souvent les travailleurs à blâmer la technologie, «*alors que le véritable ennemi se cache derrière elle*».

L'appropriation est la riposte : reconnecter l'arc amputé du circuit et se positionner à son extrémité pour redevenir régulateur et cesser d'être relais. Chaque boucle de rétroaction est donc un schéma politique déguisé, qui soulève plusieurs questions : selon quel itinéraire s'effectue le retour ? Qui récolte les fruits au terminus ? Et qui ne fait qu'alimenter un circuit appartenant à quelqu'un d'autre ?



JEAN KATAMBAYI MUKENDI. – «Afrolampe Hybridee», 2024

Revenons donc à notre parking du Lancashire. M. Cole a reçu une réponse, Parkingeye a essuyé une défaite, la plate-forme a identifié un nouvel utilisateur qui a appris à se défendre. Le trajet retour de Marx se résume en revanche à un gain individuel de 462 livres sterling, quand l'essentiel est allé vers le haut : la prochaine victime de Parkingeye n'a rien gagné.

Le socialisme de l'IA, quant à lui, devrait inverser la tendance : là où le capitalisme propose des sessions thérapeutiques individuelles, il bâtirait des dépôts collectifs. Car cette économie de la session est une économie de la sécession : chaque personne qui résout un problème se sépare de son voisin, qui sue pourtant sang et eau sur la même question. Si le piquet de grève a rendu visibles des revendications partagées, la boîte de dialogue à l'écran les disperse. Chaque fenêtre de navigateur fermée n'est rien d'autre qu'un surplus de culture qui n'est pas parvenu à s'objectiver durablement.

Le circuit capitaliste n'est certes pas totalement fermé. L'itinéraire devient plus étroit à mesure qu'on approche d'un portail bien gardé : le filtre de la valeur. Pour un Loren Cole qui parvient à franchir cette barrière, quatre-vingt-dix-neuf autres échouent en chemin. Et le survivant en sort défiguré : l'astuce devient fatalement un *business model* – la loi de la valeur n'accorde de bon de sortie qu'aux marchandises. Au Brésil de Pinto, l'application Anula Multa permet ainsi de contester les amendes, contre une somme équivalant à 30 % de leur montant.

Si le dividende capitaliste restitue de la valeur, la restitution socialiste rendra de la capacité : les capacités déposées reviennent à leurs créateurs par le biais d'institutions qui repoussent les limites du possible pour tous les autres. Écoles, syndicats, bibliothèques, associations de locataires, foyers de migrants deviendront des points de dépôt collectivisés, où les usages de l'IA seront rassemblés, généralisés, déclinés et restitués. Les bons prompts cesseront de moisir dans des onglets de navigateurs, les requêtes gagnantes ne seront plus cantonnées à la rubrique des anecdotes piquantes, les astuces permettant de contourner la bureaucratie deviendront la propriété de tous.

Il s'agit de raccourcir deux chemins, celui qui va du tort individuel à l'abolition structurelle, et celui qui rattache l'ingéniosité privée à l'héritage commun. Appelons «institutions de dépôt» les corps chargés d'enregistrer ce que leurs membres ont appris dans la lutte et de le restituer sous la forme de capacité élargie. Une institution de ce type possède d'abord un registre, mémoire commune où se trouve consigné, corrigé et augmenté le savoir acquis par l'ensemble de ses utilisateurs.

Elle pourrait être à l'activité d'invention non salariée ce que fut le syndicat pour le salariat. Le génie des syndicats résidait non dans leur capacité à recueillir des doléances, mais dans leur capacité à les consolider : ainsi les travailleurs

n'étaient-ils pas condamnés à repartir éternellement de zéro. Chaque nouvel employé n'avait pas à se battre pour réinventer le contrat de travail. Imaginons un syndicat de locataires dont le modèle reposerait sur la totalité des actions menées et gagnées par ses membres. Le millième locataire pourrait s'appuyer sur 999 victoires.

Assurément, il est bien plus aisé d'esquisser des prototypes de ce genre que de comprendre pourquoi ils ont si souvent échoué. La brochure rédigée par Oddone a fait le tour du monde, s'est vendue comme des petits pains, et pourtant elle n'a pas suffi à déclencher une révolution.

En Italie, la délégation du circuit à l'État, actée dans la réforme de 1978, a absorbé les instruments du mouvement et dispersé ses forces. En 1994, Oddone ne savait plus s'il restait quelque chose des victoires obtenues par sa génération. Mais son travail se poursuivit en France. Dans les alentours de la raffinerie de Fos-sur-Mer, les médecins de famille de deux cliniques mutualistes administraient le système qu'il dirigeait depuis Turin. À chaque fois que la maladie d'un patient était attribuable à son activité professionnelle, le cas était enregistré dans une mémoire cumulative. Bientôt, les neuf généralistes avec lesquels collaborait Oddone établirent à eux seuls autant de déclarations de maladie professionnelle que le reste des médecins de la région, toutes catégories confondues.

En 2007, cette mémoire fut mise en ligne, accessible à tous d'un simple clic : des points rouges sur une carte des maladies évitables, dont le tableau de bord des risques collectifs s'inspirait de la salle de contrôle du projet chilien Cybersyn (6).

Malgré sa réussite, cette initiative s'arrêta. Le soutien financier d'Oddone prit cette décision contre l'avis des évaluateurs, en concédant avoir obéi à une «injonction paradoxale» : on vous demande de suppléer aux insuffisances des institutions, puis on vous reproche d'avoir révélé leurs manquements. En outre, cette carte avait été ignorée par les organismes mêmes qu'elle entendait armer : les syndicats, les mutuelles, les associations de victimes. Le problème ne se situait donc pas en amont, mais en aval, du côté de la réception : il aurait fallu des institutions contraintes d'agir à partir des informations collectées.

Décapitaliser le social

ON voit bien où le bât blesse : les sosies turinois délivraient leurs instructions en face à face ; la carte marseillaise ne concernait qu'un site de raffinage. L'héritage ne pouvait se transmettre au-delà des personnes impliquées. C'est là que l'IA change la donne. Le savoir restitué à une personne peut désormais, d'un même geste, être communiqué à toute autre personne occupant une position similaire. D'artisanale, l'appropriation au sens où l'entendait Pinto prend une dimension planétaire.

On ne rebâtira pas le mur de séparation entre la bibliothèque et l'atelier : la Silicon Valley y veille. Mais il est possible de modifier les conditions de leur fusion. Les propositions avancées aujourd'hui par la gauche – les dividendes de l'IA, les fonds IA – ne sont pas à la hauteur. Elles entraîneraient un simple retour à la socialisation du capital, qui encaisserait le coup sans broncher : les capitalistes n'aiment rien tant que céder des parts, tant que le principe de la propriété est préservé. Il s'agit de mettre sur la table une proposition inédite : décapitaliser le social. Priver le capital des actifs que sont les astuces inventées par les utilisateurs, leurs requêtes victorieuses, leurs connaissances durement acquises, et les leur restituer sous la forme de capacités sans propriétaires – de puissance collective.

Pour l'instant, cette époque appartient à ses créateurs. Loren Cole de tous les pays, unissez-vous !

EVGENY MOROZOV.

(Traduit de l'anglais [États-Unis] par Nicolas Vieillescazes.)

(4) Cette publication d'éducation populaire a paru sous plusieurs versions à partir de 1968. Elle compilait tout ce qui semblait nécessaire à un mode de vie contre-culturel et indiquait comment se le procurer ou qu'en faire.

(5) Álvaro Vieira Pinto, *O conceito de tecnologia*, deux volumes, Contraponto, Rio de Janeiro, 2005. Cf. aussi Rafael Grohmann, «Humanist and materialist perspectives on communication : The work of Alvaro Vieira Pinto», *TripleC : Communication, Capitalism & Critique*, vol. 14, n° 2, Paderborn, 2016, ainsi qu'Adriano Euripedes Medeiros Martins et Breno Augusto da Costa, «Alvaro Vieira Pinto on the concept of technology : An introductory discussion», *O que nos faz pensar*, vol. 29, n° 47, Rio de Janeiro, décembre 2020.

(6) Lire Philippe Rivière, «Allende, l'informatic et la révolution», *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

DES COLLECTIVITÉS DE MOINS EN MOINS COUVERTES

Les assureurs fuient le risque climatique

Canicules, sécheresses, tempêtes, inondations : les événements climatiques extrêmes voient leur fréquence et leur intensité redoubler faute de mesures ambitieuses pour limiter le réchauffement global. La vulnérabilité de nos sociétés face aux risques naturels fait fuir les assureurs privés. Alors que les progrès de la modélisation permettent de mieux évaluer les coûts, la solidarité nationale joue un rôle croissant.

PAR FLORENCE GAILLARD *

Il faut faire un effort d’imagination, lance M. Sébastien Olharan, maire de Breil-sur-Roya, en nous faisant visiter sa commune de 2400 habitants. Ici, il y avait trois maisons individuelles. Elles ont toutes été inondées. La commune les a rachetées, puis rasées. » À quelques mètres seulement du fleuve côtier, une aire de jeux et de jeunes plantations occupent l’espace dégagé. Dans d’autres habitations, les fenêtres ouvrent désormais sur le vide. Les fissures qui lézardent plusieurs immeubles du centre témoignent aussi de glissements de terrain. L’intérieur de certains édifices attend encore d’être restauré. « La tempête a été si violente qu’elle a complètement changé le paysage », se désole l’ élu en désignant un lieu où la rivière a agrandi son lit et arraché les arbres.

100 000 euros de franchise

CETTE reconnaissance oblige les assurances à indemniser les biens qui font l’objet d’un contrat dans un délai de trois mois. Assureur de Breil-sur-Roya depuis près de vingt ans, la Société mutuelle d’assurance des collectivités locales (Smacl, associée depuis aux groupes MAIF et VYV) a versé 6 millions d’euros à la commune au titre des dégâts occasionnés par les inondations. Mais elle refuse d’attribuer à la tempête les glissements de terrain qui ont engendré, selon le maire, près de 10 millions d’euros de dommages supplémentaires. Breil-sur-Roya a saisi le tribunal administratif.

* Journaliste.

Dans la nuit du 2 au 3 octobre 2020, la tempête Alex a pris des allures de « bombe météorologique », provoquant près de 1 milliard d’euros de dégâts dans plusieurs vallées des Alpes-Maritimes : Roya, Vésubie et Tinée. En vingt-quatre heures, 663 millimètres de pluie sont tombés sur Breil-sur-Roya, qui s’est réveillée coupée du monde, déplorant la mort de trois habitants et des dégâts chiffrés à 25 millions d’euros pour les seuls biens communaux. Dès le 7 octobre, un arrêté interministériel reconnaissait un « état de catastrophe naturelle » concernant cinquante-cinq communes du département pour « inondations et coulées de boue » et huit autres, sur le littoral, pour « inondations par choc mécanique des vagues ».

Nouveau coup dur en juin 2024 : la Smacl résilie brutalement le contrat. Les démarches engagées auprès d’autres compagnies restent vaines : personne ne veut assurer les bâtiments communaux. De nombreuses collectivités connaissent les mêmes déboires ou voient leurs primes fortement augmenter (1). Elles subissent du reste une franchise importante – plafonnée à 100 000 euros pour les communes de moins de deux mille habitants depuis 2025 – qui peut même doubler à partir du troisième état de catastrophe naturelle reconnu en cinq ans, en l’absence d’adoption d’un plan de prévention des risques dans les délais réglementaires.

Le maire de Breil-sur-Roya a dû saisir le Bureau central de tarification (BCT). En 2025, cette autorité administrative chargée de garantir l’obligation d’assurance a, pour la première fois, imposé à cinq compagnies – Allianz, AXA, Generali, Groupama et Swiss Life – de proposer un contrat commun. Néanmoins, alors que la commune versait auparavant environ 15 000 euros de prime annuelle, celle-ci atteint maintenant 100 000 euros, pour les seuls événements climatiques exceptionnels. Les sinistres plus « ordinaires » (vols, dégradations, dommages électriques, etc.) ne sont pas pris en charge. Ce qui fait dire à M. Olharan : « En fait, on n’est plus assurés que pour la prochaine tempête Alex... » Le contrat prévoit aussi une franchise de 500 000 euros.

Les assureurs n’assument pas seuls les coûts. D’une part, des réassureurs privés les couvrent. Quelques groupes dominent le marché mondial, dont l’allemand Munich Re, le suisse Swiss Re ou la Société commerciale de réassurance (SCOR), établie à Paris. D’autre part la France a mis en place un dispositif particulier fondé sur la mutualisation des risques extrêmes à l’échelle nationale. Après les grandes inondations du début des années 1980, le législateur a instauré en 1982 un régime d’indemnisation des catastrophes naturelles – dit « Cat Nat » – financé par une surprime obligatoire prélevée sur les contrats individuels d’assurance habitation et automobile. Les compagnies d’assurances françaises ont l’obligation de proposer une garantie contre les conséquences des catastrophes naturelles. En contrepartie, elles peuvent être couvertes par la Caisse centrale de réassurance (CCR), un organisme public qui prend à sa charge au moins la moitié du coût des sinistres. Lorsque ceux-ci dépassent 90 % des réserves de la CCR en une année – ce qui n’a eu lieu qu’une fois, après les tempêtes Lothar et Martin de décembre 1999 –, le réassureur public peut faire appel à la garantie illimitée de l’État.

Si des dégâts majeurs peuvent représenter plusieurs millions d’euros, la robustesse du système semblait éprouvée. Depuis 1982, il a rapporté environ 4,4 milliards d’euros aux finances publiques (en dividendes de la CCR et en impôts) et permis d’abonder le Fonds de prévention

des risques naturels majeurs (2). Mais ce régime est désormais sous tension. Environ quatre mille communes par an se voient reconnaître un état de catastrophe naturelle. « Entre 2015 et 2024, Cat Nat a été déficitaire huit années sur neuf. Un dispositif qui a vocation à indemniser l’exceptionnel devrait connaître huit bonnes années et une mauvaise. Là, c’est l’inverse », résume M. Antoine Quantin, directeur Réassurances et Conseil à la CCR. Au 1^{er} janvier 2025, la surprime Cat Nat a été relevée pour la première fois depuis un quart de siècle : de 12 % à 20 % sur les contrats habitation, et de 6 % à 9 % sur les contrats automobile. « Cette hausse va permettre de reconstituer des réserves et de voir venir pour quelques années dans un contexte d’accélération du changement climatique. »

Pour combien de temps ? En 2023, une étude de la CCR estimait que la sinistralité du régime Cat Nat pourrait encore augmenter de 40 % à l’horizon 2050 sous l’effet du changement climatique (3). Selon France Assureurs, qui regroupe l’ensemble des professionnels du pays, les catastrophes naturelles pourraient coûter 143 milliards d’euros entre 2020 et 2050, contre 74 milliards au cours des trente années précédentes (4). Afin de déterminer ces chiffres, le secteur recourt à des méthodes de plus en plus sophistiquées.

Jusqu’aux années 1990, les assureurs s’appuyaient principalement sur les catastrophes passées pour fixer leurs primes et leurs franchises. Les statistiques historiques servaient à apprécier la fréquence des inondations, des tempêtes ou des sécheresses, et donc le coût probable des dommages. Mais, en 1992, l’ouragan Andrew frappe la Floride, les pertes atteignent près de 20 milliards de dollars et plusieurs assureurs deviennent insolvables. Le secteur découvre alors que ses méthodes sous-estiment le montant des dégâts d’une catastrophe majeure. La question n’est plus de savoir si un ouragan peut survenir, mais d’estimer combien il coûtera exactement (5).

Les assureurs élaborent alors des modèles de calcul, dits stochastiques, fondés sur les probabilités. Leur principe : générer des dizaines de milliers de scénarios de catastrophes, dont la plupart ne se sont jamais produits, à partir de données sur le climat, le relief, les

bâtiments ou l’urbanisation. « Ces simulations ne cherchent pas à annoncer ce qui va se produire, mais à explorer ce qui pourrait arriver dans différentes configurations », explique Olivier Lopez, professeur de sciences actuarielles à l’École nationale de la statistique et de l’administration économique (Ensaie). « Un modèle ne fournit pas une réponse unique, mais plusieurs résultats possibles plus ou moins probables. C’est une aide à la décision. »

Les résultats dépendent des hypothèses retenues par les concepteurs du modèle. Il existe des centaines de modèles, mais quelques fournisseurs américains – Moody’s RMS, Verisk... – dominent largement le marché. Ils commercialisent leurs outils sous forme de solutions propriétaires, et les méthodes de calcul ainsi qu’une partie des données utilisées relèvent du secret industriel. « Beaucoup d’entreprises américaines proposent des espèces de boîtes noires, déplore Olivier Lopez. Nombre de ces outils ont été développés à partir de données principalement nord-américaines. Même lorsque leurs promoteurs revendiquent aujourd’hui une couverture mondiale, en pratique ils ne sont pas nécessairement adaptés à tous les territoires. »

Directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Myriam Merad a pu examiner certains de ces modèles. D’après elle, ils reposent sur des données dont la qualité et la disponibilité peuvent varier fortement selon les territoires, mais aussi sur des hypothèses qui ne sont pas toujours explicitées : « Quand ils sont utilisés en dehors des conditions pour lesquelles ils ont été calibrés ou validés, les incertitudes peuvent devenir importantes. »

Au-delà des estimations qu’ils produisent, ces modèles traduisent aussi la façon dont les assureurs conçoivent le risque. Une inondation qui détruit cent maisons renvoie essentiellement à une estimation du coût de leur reconstruction. Mais, du point de vue scientifique, il importe aussi de comprendre les vulnérabilités qui produisent ces pertes et les moyens de les réduire. Les conséquences d’une inondation ne procèdent pas seulement de la hauteur d’eau ou du nombre de maisons exposées. Elles dépendent aussi de facteurs comme l’artificialisation des sols, la localisation des habitations ou la situation socio-économique du territoire.

Un retrait de certains territoires ?

À MESURE que l’usage des modèles s’étend, ils contribuent toujours davantage à orienter les décisions prises face au dérèglement climatique. Quels territoires sont considérés comme les plus exposés ? Faut-il encore construire dans cette vallée ? Plus largement, que faut-il protéger en priorité et à quelles conditions ? Selon Myriam Merad, ces choix qui devraient relever de décisions démocratiques résultent de plus en plus des instruments de modélisation : « Le calcul du risque participe lui-même du gouvernement du risque. »

Les modèles jouent également un rôle central dans le fonctionnement financier du secteur de l’assurance. Depuis 2016, une directive européenne – « Solvabilité II » – impose aux assureurs et aux réassureurs de démontrer qu’ils disposent de suffisamment de réserves pour faire face aux sinistres qu’ils couvrent. « Le modèle ne sert pas seulement à calculer le montant d’une prime, explique Olivier Lopez. Il contribue aussi à évaluer le niveau de capital dont l’assureur a besoin pour faire face à un choc exceptionnel. »

Or ce capital a un coût, et l’argent immobilisé pèse sur la rentabilité de l’activité. Les assureurs ont donc intérêt à distinguer les risques les plus coûteux des autres. Les modèles stochastiques leur permettent désormais de le faire avec une précision inédite, à l’échelle d’une commune, d’un quartier, d’une rue, voire d’un bâtiment. Cette individualisation s’accorde mal avec le principe de solidarité qui a historiquement structuré le secteur.

« Dans l’assurance, il y a deux grandes façons de gagner de l’argent, explique

Cyril Benoît, chercheur en science politique et spécialiste de l’assurance. La première : constituer de larges groupes d’assurés et mutualiser les pertes, qui sont alors réparties sur l’ensemble du groupe. L’autre consiste à segmenter les risques et à les tarifer au plus près de leur coût potentiel. » On peut redouter alors un retrait progressif des assureurs de zones jugées non rentables. « Une partie du risque climatique est déjà inassurable ou le sera bientôt. J’anticipe moins un effet sur le prix qu’un retrait pur et simple de l’assureur de certains territoires. »

Comme à Breil-sur-Roya. En 2026, la commune a choisi de ne pas renouveler son contrat d’assurance à 100 000 euros. « C’est beaucoup trop cher, et on a besoin de cet argent pour reconstruire », explique le maire. Si une nouvelle catastrophe devait survenir, le règlement de la facture pourrait revenir aux contribuables locaux. La question n’est peut-être plus seulement celle du prix du risque, mais aussi celle de son partage entre marché, collectivités et solidarité nationale.

(1) Jean-François Husson, « Problèmes assurantiels des collectivités territoriales », rapport d’information n° 474, Sénat, Paris, 27 mars 2024.

(2) « La reconnaissance de l’état de catastrophe naturelle », Cour des comptes, Paris, 16 avril 2026.

(3) « Conséquences du changement climatique sur le coût des catastrophes naturelles en France à l’horizon 2050 », Caisse centrale de réassurance, Paris, septembre 2023.

(4) « Impact du changement climatique sur l’assurance à l’horizon 2050 », France Assureurs, Paris, octobre 2021.

(5) « Catastrophe models (property) », National Association of Insurance Commissioners (NAIC), 20 mars 2024, https://content.naic.org

LES AMPHIS DE L'INFO

CLERMONT-FERRAND > 07/10
BRIVE-LA-GAILLARDE > 08/10
AVIGNON > 13/10 – LA ROCHELLE > 05/11
LILLE > 17/11 – MONTPELLIER > 24/11

ENTRÉE GRATUITE

ET EN 2027, ANGERS, CERGY-PONTOISE, NANCY, TOURS, CHAMBÉRY, LE HAVRE...

TOUTES LES INFOS SUR : LEMONDE.FR/LESAMPHIS

Le Monde france.tv ici

Photographie : © Mikheil Subetzky, 2008, Mugnum | Design : Cheerl

LES ARCHITECTES DES BÂTIMENTS DE FRANCE DANS LA TOURMENTE

Pourquoi défendre le patrimoine ?

« Le patrimoine se reconnaît au fait que sa perte constitue un sacrifice et que sa conservation suppose des sacrifices », écrivaient les historiens Jean-Pierre Babelon et André Chastel. Mais quels sacrifices ? Dans les zones protégées, de fait, les exigences de l'administration se traduisent par des surcoûts importants à l'investissement. Et suscitent l'irritation de propriétaires pas toujours fortunés.

PAR PIERRE PASTORAL *

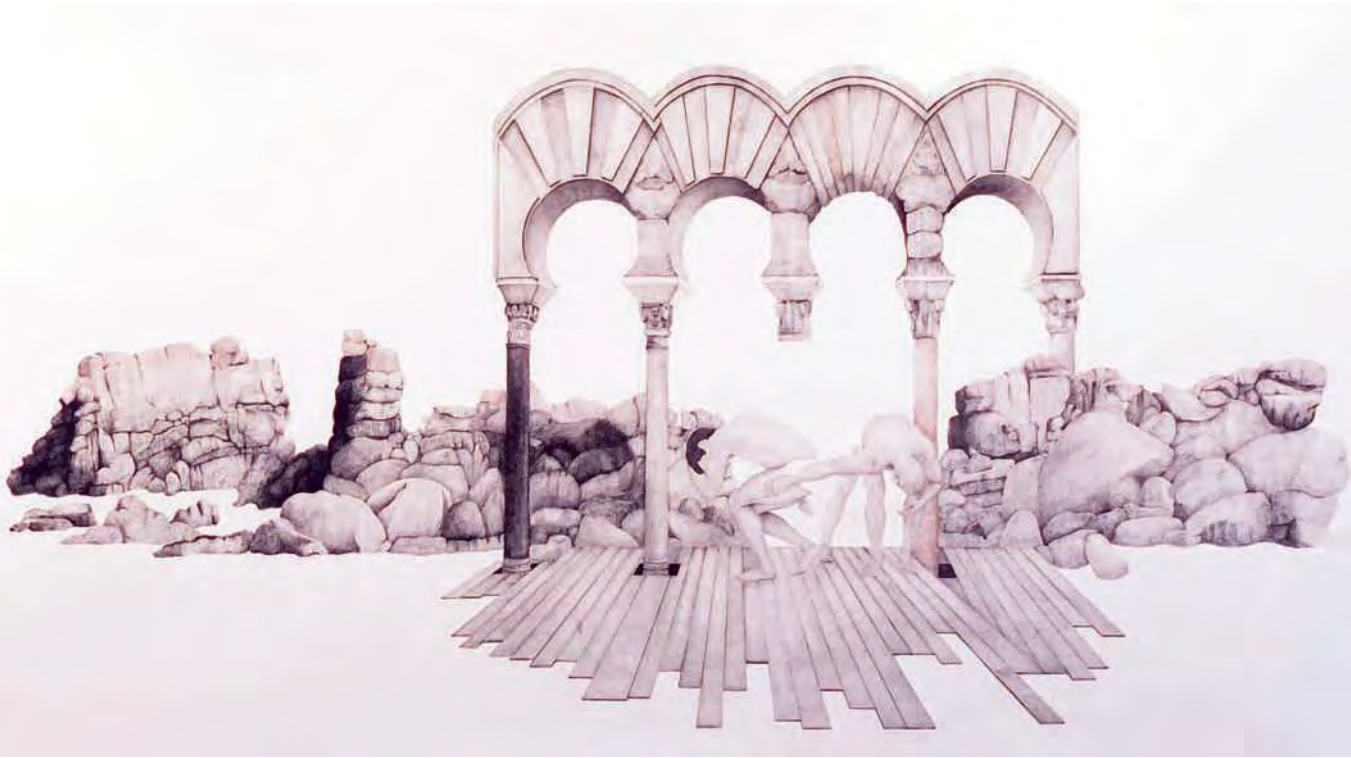
« **E**t si on supprimait... les architectes des bâtiments de France ? », s'interrogeait *Le Point* en décembre 2024. En mai 2025, un reportage de TF1 racontait l'incompréhension entre cette administration et le citoyen. Une simple évocation de quelques refus de travaux a plus récemment inspiré un flot de commentaires hostiles sur les sites du *Figaro* et du *Nouvel Obs* (17 juin 2026) ou du *Monde* (26 juin). C'est pourtant en partie aux architectes des bâtiments de France (ABF) – du moins à leur défense des enduits à la chaux ou des menuiseries en bois – qu'on doit le charme de nos villages comme de nos centres-villes.

En 1832, Victor Hugo publie son pamphlet *Guerre aux démolisseurs*. Cinq ans plus tard, l'inspecteur général des monuments historiques Prosper Mérimée met en place la commission des monuments historiques, qui doit sauver les vestiges du passé de la pioche des spéculateurs. Le périmètre délimité de leurs abords – le fameux « périmètre des cinq cents mètres » – naît, lui, avec la loi du 25 février 1943, sous le régime de Vichy. Et le corps des ABF voit le jour en 1946 (1).

Aujourd'hui, au gré des polémiques locales, ces fonctionnaires – environ deux cents parmi les mille agents des unités départementales de l'architecture et du patrimoine (UDAP), services déconcentrés du ministère de la culture – se voient accusés de « mise sous cloche », de « muséification », voire de « mépris de classe ». Bien malgré eux, les ABF sont au cœur d'une guerre culturelle qui s'emballa à chaque pic de chaleur, quand le refus des volets roulants suscite la colère sur les réseaux sociaux ou dans les bistrots. Le périmètre de cinq cents mètres de rayon autour d'un édifice protégé (soit soixante-dix-neuf hectares d'un seul tenant) anime les déjeuners, en famille le dimanche ou à la cantine.

* Architecte-urbaniste travaillant pour l'État et les collectivités locales.

De fait, si les zones de protection patrimoniale ne couvrent que 6 % du territoire national, elles concernent plus d'une commune sur deux et comprennent 11,6 millions de logements, soit près de 32 % du parc national (2). Les ABF régiraient donc la vie quotidienne de près d'un Français sur trois. Ces périmètres concernent massivement les centres anciens et le parc locatif dégradé des petites et moyennes villes, touchant une population souvent modeste.



ANNE TOUQUET. – « La Grève des pierres rouges », 2015

Pour certains promoteurs, il s'agit d'une zone de non-droit économique ; pour les ABF, d'une question de dignité architecturale. Leurs services ont vocation à protéger les structures anciennes mais aussi les matériaux traditionnels, comme la pierre et le bois. Des matières naturelles qui font vibrer la lumière avec douceur, là où le plastique ou l'aluminium la réfléchissent avec dureté. Au cœur de la pratique des ABF, il y a une attention au grain, à l'éclairage et à la respiration de la matière – une sensibilité qui constitue l'essence même de leur métier. Et qui parfois se retrouve en décalage avec les nouveaux usages.

Le bâti ancien repose sur un système « passif » lié aux propriétés naturelles des matériaux – inertie de la pierre, perspiration des murs (leur capacité à laisser passer la vapeur d'eau)... Il requiert un habitant acteur de son confort, capable de réguler la température à l'aide de ses volets ou de son aération. Or les centres anciens tendent à devenir des décors dont le charme opère le temps de vacances, ou incite à l'investissement locatif. Mais, quand il faut financer des travaux et un surcoût de 20 % lié aux menuiseries en bois ou aux tuiles traditionnelles, les tensions surgissent.

Qui, exactement, formule les « injonctions » en cause – en réalité des accords préalables à l'autorisation d'urbanisme dans les sites protégés et des avis simples au-delà ? Quand la plupart des pays voisins délèguent la gestion du patrimoine aux collectivités locales, la France reste une exception. L'État y surveille un patrimoine considéré comme un bien de la nation et contrôle l'action des communes en matière d'urbanisme, en particulier la délivrance des permis de construire ou des autorisations de travaux. Ce rattachement direct confère aux ABF l'indé-

pendance nécessaire pour s'opposer aux intérêts à court terme d'un maire ou d'un promoteur.

L'habitant, lui, ne comprend pas que sa petite véranda puisse nuire à une chapelle située à trois rues de chez lui. Pourtant, « un avis négatif n'est pas une fin en soi, c'est le début d'une pédagogie du regard », explique un technicien du nord de la France qui souhaite conserver l'anonymat. On ne refuse pas pour le plaisir de l'entrave, on refuse pour protéger ce qui ne peut plus se défendre seul : l'harmonie d'un paysage qui a mis des siècles à se constituer et que quelques mois de décisions hâtives pourraient ruiner ».

Une telle pédagogie exige cependant du temps ou de la présence, que l'État réduit à mesure que les missions augmentent. Toujours pressé, l'architecte des bâtiments de France peine à expliquer en amont ses décisions, ce qui conduit à l'inexécution de nombreuses prescriptions. Parallèlement, la baisse des dotations de l'État comme la disparition de l'ingénierie publique territoriale – qu'assuraient partout sur le territoire

le polystyrène est bien souvent utilisé en raison de ses performances thermiques et de son coût peu élevé, constatait ainsi l'ex-député Renaissance Damien Adam en 2023. Toutefois, l'utilisation de matériaux synthétiques issus de la pétrochimie peut apparaître comme étant en contradiction avec l'objectif de se passer des énergies fossiles, dont est issu le polystyrène, sans compter les problématiques de recyclabilité de ce produit. [Et] l'installation de cette solution par polystyrène pose des questions du fait des résidus générés lors de l'installation, qui prennent la forme de billes qui se répandent dans les environs du chantier au gré des vents (3). »

« Mais mon voisin a fait la même chose ! »

La sociologue Julie Marchand a mené un travail d'observation de ces échanges avec les usagers, lors des permanences assurées par les équipes des ABF dans plusieurs grandes villes historiques comme Lyon, Montpellier ou Tours (4). Elle constate à quel point, pour l'habitant, la protection n'est pas vécue comme

Le recours au polystyrène comme au PVC – dont la dégradation sous l'effet des rayons ultraviolets implique un remplacement des menuiseries vingt ans après leur installation – est d'abord un impératif économique et social face au coût parfois inabordable des artisans du bâti ancien. L'investisseur, contraint par des moyens modestes, cherche une solution pratique, standardisée et sans entretien, celle promise par les grandes surfaces de bricolage. Les secrétariats des UDAP témoignent régulièrement de l'exaspération de demandeurs découvrant qu'ils devront finalement reprendre des menuiseries en bois ou entretenir une haie traditionnelle.

cela s'ajoute parfois un défaut dans la formation des confrères architectes : encore aujourd'hui, les écoles enseignent peu la prise en compte du patrimoine ordinaire.

Et puis il y a la pression exercée par les préfets ou les élus locaux, qui pèse de plus en plus. Ces autorités font primer les impératifs de production de logements ou de transition énergétique sur les enjeux patrimoniaux. L'ABF voit parfois la portée de sa parole amoindrie, quand bien même il sait faire évoluer sa pratique. Des agents des UDAP du Grand Est précisent par exemple : « Il y a dix ans, nous demandions que les panneaux photovoltaïques soient intégrés dans le plan de la couverture, mais cela posait des problèmes d'infiltration. Aujourd'hui, nous autorisons la surimposition sur les tuiles ou les ardoises. Cela convient mieux aux assurances et limite les sinistres : nous nous adaptons. »

Mais, en matière de crédibilité, rien ne nuit plus à l'institution que les travaux réalisés sans autorisation. Les municipalités, qui exercent la police de l'urbanisme, renoncent très majoritairement à sanctionner les infractions, ce qui fragilise la politique patrimoniale. « Pourquoi devrais-je respecter la loi alors que mon voisin a fait la même chose sans sanction ? » Les ABF entendent constamment cette doléance. Certains maires se dérobent à leurs responsabilités et la justice privilégie les contentieux prioritaires par rapport à celui concernant l'enlaidissement des centres-villes. Le vrai risque pour le propriétaire ? Une vente retardée par un notaire exigeant une régularisation, une moins-value immobilière ou un refus de prise en charge par les compagnies d'assurances à la suite de dégâts sur une toiture modifiée sans autorisation...

L'utilité de l'architecte des bâtiments de France dans ces conditions ? Elle tient encore, malgré tout, à sa résistance invisible contre la standardisation du territoire. Sa valeur ne s'affiche pas sur les façades neuves, elle se devine dans tout ce qu'il a su empêcher. En défendant le détail – la pente d'un toit, le matériau d'un châssis –, l'ABF ralentit l'uniformisation du monde par le PVC.

les anciennes directions départementales de l'équipement (DDE), en soutien aux collectivités – ont privé les communes des ressources nécessaires pour instruire, verbaliser et suivre l'évolution des chantiers qui ont fait l'objet d'un avis de l'ABF.

Et ce travail en chambre, dans l'urgence, perpétue l'image de fonctionnaires vétilleux tout juste bons à freiner l'activité économique ou à compliquer la vie quotidienne. Ce qui justifie ensuite le refus de postes supplémentaires pour une institution toujours plus en décalage, à l'heure où la lutte contre le changement climatique, voire l'adaptation à ses effets, fait figure de priorité...

Mais l'ABF qui défend une construction en pierre capable de durer plusieurs siècles est-il moins écologiste que l'artisan qui propose des dispositifs en polystyrène pour l'isolation et des panneaux solaires importés pour la couverture, le tout assorti d'incitations fiscales ou de subventions publiques ? Comment le citoyen pourrait-il s'y retrouver quand, d'un côté, France Rénov', le service public de la rénovation, promeut essentiellement l'industrialisation au détriment du patrimoine et, de l'autre, l'UDAP émet un avis défavorable pour l'isolation thermique par l'extérieur (ITE) d'une maçonnerie centenaire en pierre ou en pans de bois ? Si les décisions de l'ABF entraînent des investissements initiaux encore supérieurs, ces derniers sont amortis dans le temps, par le propriétaire et par la collectivité.

À l'inverse, mettre du polystyrène sur les structures anciennes ou remplacer des ouvertures par des blocs-portes en polychlorure de vinyle (PVC) coûte cher et génère des désordres majeurs auxquels il faut ensuite remédier. « Lors d'une ITE,

une richesse culturelle, mais comme une servitude entravant ses besoins vitaux. L'exigence de matériaux nobles génère un surcoût substantiel que les aides publiques compensent rarement. Et la chercheuse rappelle que la capacité à négocier ou à considérer les contraintes patrimoniales comme une plus-value se révèle nettement plus accessible pour les foyers privilégiés – plus à l'aise avec les règles administratives, les marges de manœuvre qu'elles offrent ou les rapports de pouvoir qui régissent leur application. Chassées des centres historiques, les classes populaires se retrouvent, elles, reléguées dans de véritables « zones PVC » en périphérie.

La France compte environ mille sites patrimoniaux remarquables (SPR) (5) – soit autant de règlements locaux, complexes et coûteux à actualiser, qui finissent par décourager les meilleures volontés. Dans les zones économiquement fragiles, la faible valeur foncière ne permet pas d'absorber de telles contraintes. Du reste, faute de mises à jour régulières, ces cadres réglementaires peinent à s'adapter aux évolutions techniques (essor des pompes à chaleur, des spas extérieurs...). Si les SPR constituent des garde-fous nécessaires pour les grands chantiers, leur application tatillonne se substitue trop souvent à la souplesse d'une négociation de terrain.

Le cas par cas reste, bien sûr, la réalité quotidienne de l'ABF. Qu'il reçoive un promoteur chevronné ou un particulier dessinant son projet sur un coin de table, il doit traiter les dossiers avec équité. Mais une part de subjectivité demeure inévitable : l'architecte s'appuie sur sa culture et son expérience pour rendre un avis sur mesure. D'où un sentiment d'injustice chez certains demandeurs lorsque le vocabulaire technique des avis de l'UDAP se heurte à leurs attentes de simplicité. À

(1) Ce corps et celui des urbanistes de l'État ont été fusionnés en 1993. Tous ont désormais le titre d'architecte-urbaniste de l'État.

(2) Benoit Mathieu, « Les logements dans les périmètres de protection patrimoniale », *Datalab essentiel*, La Défense, février 2024 ; cf. aussi la réponse à la question écrite n° 2452, Assemblée nationale, Paris, publiée le 10 janvier 2023.

(3) Question écrite n° 12207, Assemblée nationale, Paris, 17 octobre 2023.

(4) Julie Marchand, « Les espaces protégés au titre du patrimoine urbain : analyse des conflits à l'occasion des demandes d'autorisation d'urbanisme. Transmission et appropriation des politiques publiques par les différents acteurs », thèse de doctorat soutenue le 17 avril 2018, université de Tours.

(5) Le classement au titre des SPR procède d'un partenariat entre les collectivités territoriales et les services de l'État. La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a instauré ce statut. Il implique une expertise de l'ABF pour les travaux sur les immeubles situés dans le périmètre.

L'élection qui faillit

En 1980-1982, la rédaction du « Monde » se divise lors de l'élection de son directeur. Deux éditorialistes actuels se souviennent qu'à l'issue de cette longue bataille le journal s'est libéré d'une « gangue idéologique où les illusions du socialistes-mondisme avaient trop volontiers droit de cité ». Dit autrement, le quotidien français « de référence » a rompu avec son non-alignement pour devenir atlantiste. Voici comment.

PAR CHRISTINE RIGAL *

JACQUES FAUVET, directeur du *Monde* depuis 1969, doit quitter ses fonctions le 31 décembre 1979. Il est atteint par la limite d'âge. Aucun successeur n'ayant été pressenti, il demande en juin 1978 à la société des rédacteurs (SDR), alors copropriétaire du journal, une prolongation de son mandat de trois ans afin de préparer sa succession. Ceci lui est accordé. Commence alors un épisode de « succession » qui va durer jusqu'à l'élection d'André Laurens le 27 mai 1982.

Tous au *Monde* s'accordent sur la nécessité que le directeur du journal appartienne à la rédaction. Le conseil d'administration se fixe comme objectif que la « *procédure respecte le principe démocratique tout en évitant les affrontements des candidats éventuels. L'entreprise se doit de faire l'économie de clivages dont la future direction porterait immanquablement la marque ; elle doit aussi se garder d'une élection concurrentielle qui susciterait des divisions autour de noms, de tendances présumées ou réelles* » (1).

Le déroulé des opérations sera le suivant. D'abord une phase de « sondage » au sein de la rédaction pour faire émerger les noms des rédacteurs envisagés comme directeur potentiel. Puis quatre réunions « informelles », en janvier-février 1980, pour permettre aux candidats de s'exprimer devant leurs pairs sur les questions qui se posent au journal et sur les réponses qu'ils comptent y apporter. Un vote interviendra à l'issue de la

quatrième rencontre, les 23 et 24 février ; sont prévus deux tours de scrutin, une majorité de 60 % des votes sera requise. Enfin, l'assemblée générale de la société à responsabilité limitée (SARL) devra approuver le candidat élu par la rédaction. Ce mode de désignation du directeur n'a pas de précédent, ni au *Monde* ni ailleurs dans la presse.

L'événement promet d'être scruté avec d'autant plus d'attention que le directeur du *Monde* occupe une place très particulière dans le paysage politique français. En 1980, le « quotidien du soir » est encore une institution, une « *sorte de service public* », selon l'expression de son fondateur Hubert Beuve-Méry. Les voyages à l'étranger du directeur valent alors ceux des gouvernants. Raymond Aron estime qu'« *aucun journal européen ne tient, dans son pays, une place comparable* » (*L'Express*, 23 février 1980).

Il ne s'agit pas seulement de trouver un journaliste susceptible d'être directeur. Il faut aussi un homme de presse, capable de gérer l'entreprise, de rétablir son équilibre financier tout en adaptant le journal. Or les membres de la rédaction affrontent une difficulté majeure : aucun d'entre eux n'apparaît incontestable. Se préserver d'une élection dénuée de toute concurrence semble hors de portée. La presse, qui ne s'y trompe pas, parle, dès janvier 1980, de « *bataille au Monde* », de « *guerre de succession* ».

Un rival « profondément anticommuniste »

CLAUDE JULIEN, à la tête du *Monde diplomatique* depuis 1973 après avoir dirigé le service Étranger du *Monde*, estime que la rédaction devra trancher la question de la désignation du successeur et celle de l'équipe de direction. Car il faut selon lui en finir avec le cloisonnement des services, véritables prés carrés peu ouverts aux interventions de la direction.

Julien n'est plus au quotidien depuis juin 1971. Il ne s'est lancé qu'avec réticence dans cette aventure. Une poignée de journalistes qui ont suivi sa trajectoire au *Monde diplomatique* estiment qu'il est le bon candidat. Ils sont conscients que ses chances sont minces, mais ils ont la conviction qu'il faut essayer. Le 15 janvier 1980, leur action porte ses fruits puisque son nom apparaît parmi les cinq qui émergent : Jacques Amalric, Jacques Decornoy, Jean-Marie Dupont, André Fontaine et... Julien en cinquième position. Dupont se retire ; restent quatre candidats qui se connaissent parfaitement, tous sont passés par le service Étranger du journal.

Amalric y est entré en 1963, il le dirige au moment de la succession. « Poulain » de Julien, qui le forme, il a été correspondant du *Monde* à Washington, puis à Moscou.

Decornoy, énarque, a également été formé par Julien. Spécialiste de l'Asie du Sud-Est, puis chef de la rubrique Asie, il fait partie de l'équipe de direction de la rédaction depuis 1979. Julien expliquera ainsi leur solide amitié : « *D'emblée nous faisons le même constat... et partageons la même folie, la seule tant soit peu raison-*

nable : une commune détermination à rester d'abord attentifs au sort de ceux – les trois quarts de la population mondiale – qu'écrase la suprématie de l'argent, des armes, des technologies de pointe » (2).

Fontaine a rejoint *Le Monde* aux Informations générales, puis est passé au service Étranger, qu'il dirige en 1951. Depuis 1969, il est rédacteur en chef éditorial du journal. Et il manifeste le souhait d'en devenir directeur. C'est le seul dans ce cas.

La presse a largement commenté à l'époque ce qui pouvait réunir ou séparer ces quatre candidats : l'âge, les idées, leur façon d'appréhender le travail de journaliste. « *Par où passent les frontières qui les distinguent aux yeux de leurs pairs et électeurs ?*, interroge *L'Express* du 23 février 1980. (...) *Le vrai clivage serait-il idéologique ? Faudrait-il juger Claude Julien en fonction de la ligne systématiquement anti-américaine du Monde diplomatique, ou Jacques Amalric en fonction de la sensibilité antisoviétique d'un homme à qui cinq ans en URSS ont fait, comme on dit, un peu trop "virer sa cuit" ?* »

Témoignage chrétien (4 mars 1980) précise ce qui, politiquement, peut opposer les deux hommes : « *À travers Le Monde diplomatique, Claude Julien s'est manifesté sans détour comme un homme de gauche peu enclin à sacrifier à l'air et aux modes du temps. Le premier, en France, à stigmatiser les graves menaces qui pèsent sur les démocraties occidentales, à travers la dénonciation de la Commission trilatérale [un cénacle politique et patronal pro-occidental], il ne se laisse pas ébranler par toutes les "nouveau-tés", qu'elles soient l'œuvre des "nouveaux philosophes" ou des "nouveaux économistes" ! (...) Il refuse pareillement l'antisoviétisme*



et l'anticommunisme. Et s'il annonce ne pas vouloir imposer une homogénéité politique au Monde, il souhaiterait lui rendre rigueur journalistique et caractère offensif ; bref, lui restituer un souffle que Le Monde, selon lui, a perdu. Jacques Amalric se défend bien d'être, à l'inverse, un homme de droite. Mais s'il est, comme il le dit, un homme de gauche, c'est de cette gauche nouvelle (...) n'ayant de cesse de pourfendre le goulag de l'Est et profondément anticommuniste. »

Julien dérange. Depuis qu'il dirige *Le Monde diplomatique*, il a imprimé à ce mensuel une orientation souvent qualifiée de tiers-mondiste. Il a formulé ainsi ce qu'il estimait être son rôle : « *Révéler ce que tout pouvoir s'efforce de cacher, mettre le doigt sur les contradictions et impostures, attirer les regards sur ce qu'il peut être difficile de percevoir, écouter ceux qui ont peu de moyens de se faire entendre, traduire tant bien que mal ce qu'ils disent parfois si bien, alors que nul ne les écoute* » (3).

La description que font de Julien ceux qui ne l'apprécient pas ne peut qu'inquiéter certains jeunes entrés au *Monde* après 1971, et qui ne l'ont donc pas connu : « *Coupeur de tête, agressif, rancunier et revanchard, un dictateur stalinien et naturellement polpotien* » (4). D'où vient cette image peu amène ? Ceux qui ont travaillé avec lui le décrivent comme orgueilleux, susceptible, ayant du caractère, ce qui sous-entend pour certains un « mauvais caractère », intransigeant, pas toujours facile, parfois rude ; mais cherchant la conciliation, attentif aux objections, fédérateur.

Les rencontres informelles vont permettre à Julien de montrer qu'il a une idée très précise du rôle du futur directeur. Il a réfléchi à la situation précaire du journal et aux moyens d'éviter la perte de son indépendance financière. Les solutions qu'il entrevoit, son talent d'orateur et son expérience de gestion du *Monde diplomatique* vont modifier le regard que les journalistes portent sur lui.

Lorsqu'il les rencontre, relève *L'Express* du 1^{er} mars 1980, Julien « *s'exprime avec aisance, sans notes, ponctue chaque phrase d'un geste assuré de la main, aborde tous les problèmes qu'il semble dominer. Il affiche, lui, toutes les compétences d'un patron : la rigueur, le sérieux, la compétence, l'habileté même. D'une faiblesse, il fait un atout. Accusé d'avoir mauvais caractère, il le reconnaît, "mais, dit-il, si vous voulez un directeur sans caractère, alors ne venez pas me trouver". (...) On*

lui reproche d'avoir fait du Monde diplomatique un journal d'opinion. Il acquiesce et précise : "Opinion, oui, mais sans s". » L'hebdomadaire de droite renvoie par conséquent Julien à la « *vieille école moralisatrice et donneuse de leçons. Celle qui, bien qu'elle ait fait le succès du Monde diplomatique, irrite tant. C'est aussi et surtout un homme de gauche* ».

Lorsque Amalric prend la parole, il « *déçoit*, relève néanmoins *L'Express*. *Assis, seul derrière une table de Formica, la tête rentrée dans les épaules, le nez sur le micro, il lit son texte, sans effet oratoire. Avalant parfois ses mots. Il parle d'indépendance, d'animation, se dépeint comme un homme d'autorité plus que de pouvoir, de doute plutôt que de certitude. Le message ne passe pas. Tous remarquent son absence de panache, son manque d'assurance* » (5).

Rapidement, l'atmosphère se dégrade au sein du journal. « *Certes, ironise Libération*, quotidien de gauche à l'époque, *il*

ne viendrait à l'idée de personne de grafter sur un mur du premier étage, mais, nous dit un grand reporter, "les chuchotements sont devenus des paroles... Le recours à la procédure électorale révèle la fin du consensus et provoque l'apparition de clans, de réseaux de sympathie et d'intérêts qui depuis plus de quatre ans se sont menés une guerre d'usure avant de laisser la place depuis un mois à l'invective de bon goût" (6).

Devant la rédaction, Julien a développé les sujets qu'il détaillera plus tard dans un article du *Débat* dans lequel il dresse l'inventaire des difficultés du *Monde* : « *Les dépenses du journal progressaient plus vite que ses recettes ; historiquement, à chaque grand événement de politique intérieure ou internationale, la diffusion avait enregistré une hausse notable ; tous ces nouveaux lecteurs ne nous étaient certes pas définitivement acquis, mais beaucoup d'entre eux restaient fidèles au journal. (...) Or deux faits marquants – l'éclatement de l'union de la gauche en 1977, puis les élections législatives de 1978 [remportées par la droite] – n'avaient pas élargi l'audience du journal ; (...) les statistiques révélaient une diminution du taux de lecture dans les plus jeunes tranches d'âge... Le plan que je proposais comportait des moyens d'améliorer la qualité du journal en vue de garder les lecteurs tentés de nous quitter, de conquérir les plus jeunes publications ou moins passionnés que leurs aînés par l'information quotidienne* » (7).

Quand il s'était retiré en 1969, Beuve-Méry avait recommandé de ne pas faire un « *journal trop lourd* ». Or, lors du dernier comité d'entreprise auquel il assiste, le 26 décembre 1980, Fauvet admet que « *nous sommes devenus comme un train qui avance trop vite sur un butoir. Nous aurions dû freiner plus tôt* » (8). En dix ans, le journal est en effet passé d'une moyenne quotidienne de trente et une pages à plus de trente-huit, soit une hausse de 22,6 %. D'où une augmentation de la consommation de papier, ainsi que des recrutements. Rédaction, ouvriers-imprimeurs, cadres techniques et administratifs, employés : tous les effectifs progressent fortement.

Les salaires suivent la même courbe, faisant du *Monde* le quotidien où ils sont le plus élevés, autre rupture avec l'époque austère de Beuve-Méry. L'ensemble est d'autant plus fâcheux que le journal, devenu trop volumineux, décourage beaucoup de lecteurs incapables de le lire chaque jour intégralement.

Élever le niveau de la réflexion

POUR JULIEN, le premier axe de travail est de revenir au « *règne de la qualité et de la plus sobre rigueur* ». Y compris rédactionnelle, explique-t-il dans *Le Débat* : « *Lorsque se multiplient non seulement les "coquilles" d'imprimerie, mais aussi les fautes de français ; lorsqu'on lit dans un éditorial : "il l'a enjoint à..." ; lorsqu'un chapeau attribue le prix Nobel à un écrivain qui ne l'a jamais reçu ; lorsqu'on omet de citer la phrase-clé d'une déclaration d'un chef de gouvernement étranger ; lorsqu'on néglige de publier les principaux passages du discours d'un chef d'État qui marque un tournant diplomatique ; lorsqu'on imprime trop d'erreurs matérielles parfois rectifiées les jours suivants ; lorsqu'un titre dénature le sens de l'article ; lorsque le commentaire se mêle insidieusement à l'information brute ; lorsqu'il faut se reporter aux colonnes d'un concurrent pour trouver une information essentielle ; alors il faut bien penser que le journal s'est écarté de la tradition qui a fait sa grandeur et son succès.* »

La qualité du travail des journalistes est en question, mais aussi le fonctionnement global de la rédaction. L'appel à une « *exigence intellectuelle et morale* » a pu inquiéter dans les couloirs alors que, note Julien, « *des journalistes songeaient à s'écarter de cette voie. Ils rêvaient d'opérations publicitaires, mais aussi de campagnes d'affichage, pour "faire connaître*

le journal", comme si, avec un tirage de plus d'un demi-million d'exemplaires, celui-ci avait encore besoin d'être découvert en France et à l'étranger ».

Et, pour lui, la restructuration de la rédaction doit accompagner l'amélioration de la qualité du journal : « *Par tempérament, le journaliste est un individualiste ; par nécessité, un journal appelle le travail d'équipe. La simple addition des individualismes ne forme pas une équipe de rédaction ; de même, la juxtaposition, en forme de mosaïque, des contributions de divers spécialistes ne fournit pas une synthèse.* » Dès 1969, Julien avait soumis ses idées sur le sujet à Beuve-Méry : mise en place d'une organisation plus horizontale pour favoriser le décloisonnement, travail collectif, encouragement à aller au-delà de

(1) Procédure – Exposé des motifs », document émis par le conseil d'administration de la SDR.

(2) Lire Claude Julien, « Jacques Decornoy, une culture de combat », *Le Monde diplomatique*, janvier 1997.

(3) Extrait de Claude Julien, *Le Devoir d'irrespect*, Alain Moreau, Paris, 1979.

(4) *Libération*, Paris, 23-24 février 1980.

(5) *L'Express*, Paris, 1^{er}-7 mars 1980.

(6) *Libération*, op. cit.

(7) Claude Julien, « Les problèmes du Monde. Comment je les voyais », *Le Débat*, n° 24, Paris, mars-avril 1983.

(8) Cité par Jacques Doléans, *La Fin d'un Monde*, Éditions Samuel Tastet, 1988.

* Auteure de l'ouvrage *Un journaliste irrespectueux* (Éditions La Dalbade, Monsempron-Libos), Christine Rigal est la fille de Claude Julien. Son récit, qui vient de paraître, s'appuie sur des entretiens et des documents inédits.

POUR FACILITER LE VIRAGE À DROITE DE LA FRANCE

changer « Le Monde »

sa spécialisation, à élever le niveau de sa réflexion, à élargir ses compétences.

Le rétablissement de l'équilibre financier n'est pas oublié. Le futur élu devra gérer en véritable chef d'entreprise une société fragilisée qui compte alors 1317 salariés. Une sorte de prise de conscience s'opère ; les projets de Julien finissent par convaincre.

En 1980, le pays entre en période électorale. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, président de la République depuis mai 1974, s'achève. Le chômage ne cesse de monter, les « affaires » touchant le pouvoir rendent le climat délétère. Le quotidien dirigé par Fauvet a pris le parti de l'union de la gauche et combat Giscard d'Estaing. Lequel va jusqu'à dire au journaliste du *Monde* accrédité à l'Élysée que,

Des rumeurs et des ragots

LE 15 avril 1980, le conseil d'administration de la SDR propose une nouvelle règle du jeu. Différentes étapes permettront aux prochains candidats de se manifester, d'indiquer par écrit leurs conceptions et intentions, d'être confrontés à leurs pairs pour répondre à leurs questions. Le vote final doit intervenir le week-end du 31 mai suivant. Une journaliste du *Monde* résume la situation d'alors : « Nous avons écarté Julien, le plus grand commun diviseur, il nous reste maintenant à élire le plus petit commun dénominateur (11). » Amalric se retire. Ayant passé la barre des 50 %, Julien estime devoir rester en lice.

Les nouveaux candidats sont Paul Fabra, Alain Jacob et Michel Tatu. Fabra est responsable du supplément hebdomadaire *Le Monde de l'économie* depuis 1967. Jacob a intégré le journal en 1957, a été correspondant en Algérie, puis à Londres, Moscou et Pékin. Tatu a été correspondant du *Monde* à Moscou, puis à Vienne, enfin à Washington. Il faut trois scrutins pour départager les finalistes Julien et Jacob. Le 1^{er} juin 1980, Julien obtient 62,76 % des voix de la SDR. Il devient officiellement le candidat de la rédaction aux fonctions de directeur.

L'étape suivante est la ratification de ce vote par tous les porteurs de parts de la SARL du *Monde*, à une majorité de 75 %, prévue un peu moins d'un an plus tard... Ce qui est beaucoup, car, comme l'explique Régis Debray à Julien dans une lettre de mai 1980, « Clausewitz et l'histoire militaire nous enseignent que le temps joue en faveur de l'attaqué. Vous êtes en position d'attaquant, vos adversaires sont à la défensive. Ils gagnent donc du terrain rien qu'en gagnant du temps, et en vous contraignant à user vos forces à les consolider ».

Fauvet sent également le danger de tarder à installer Julien dans son fauteuil de directeur. Il redoute que, « si nous attendons trop longtemps (...), le débat et la querelle qui ont divisé, agité la rédaction depuis l'automne 1979 ne se poursuivent ou renaissent (12) ».

Mais Julien emploie la période de transition à se faire mieux connaître et à perfectionner sa maîtrise de l'entreprise. Il multiplie les rencontres avec les sociétés des rédacteurs, des cadres et des employés, le syndicat du Livre CGT (Confédération générale du travail), les responsables de l'administration, de l'imprimerie (dont *Le Monde* est alors propriétaire), avec le comité d'entreprise, les « porteurs de parts A », c'est-à-dire les douze personnes physiques actionnaires du journal et garantes de son indépendance, dont Beuve-Méry et le dirigeant de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) Eugène Descamps.

Si ses réunions avec les employés et les cadres se déroulent dans une atmosphère cordiale, celle avec le syndicat du Livre le laisse perplexe : « Lorsque en 1981, pour la première fois, je me trouvais à la table de négociations avec les délégués du syndicat du Livre, j'étais devant eux des chiffres

« s'il est réélu, le journal n'aura aucun cadeau (9) ». La direction du journal réclame un homme que des menaces n'impressionneront pas.

Le vote de la SDR intervient le 24 février 1980. Un premier tour élimine Decornoy et Fontaine. Deux tours plus tard, Julien devance Amalric et obtient 51,2 % des parts. La barre des 60 % n'étant pas atteinte, les rédacteurs se quittent après avoir décidé de conserver la procédure adoptée et de se réunir dans un délai de trois mois. Mars, avril, mai... conciliabules et rumeurs se poursuivent. « Je vis aussitôt se déclencher une vaste campagne de presse contre mon prétendu dogmatisme et ce que mes adversaires appelaient sottement mon "tiers-mondisme" qu'ils estimaient nourri d'antiaméricanisme », écrit Julien une vingtaine d'années plus tard (10).

qui ne laissaient aucun doute sur la situation concrète du journal. Ils déclarèrent volontiers qu'ils ne contestaient nullement mon analyse économique : tel n'était pas leur problème, aux gestionnaires de se débrouiller ; si l'entreprise traverse des difficultés passagères, dirent-ils, elle peut toujours emprunter. Ayant rappelé que Le Monde n'est pas une entreprise "capitaliste" qui aurait à verser des dividendes à des actionnaires, je développai un argument sur lequel j'avais été soutenu par les trois sociétés de personnel : au vu de notre chiffre d'affaires, certains avaient soutenu que le journal n'avait pas épuisé sa capacité d'emprunt ; j'avais rétorqué qu'il fallait mesurer notre endettement par rapport à la marge bénéficiaire, qui seule détermine nos possibilités de remboursement ; c'est dans ce calcul que se joue l'indépendance financière du Monde. Comme gérant, dis-je aux délégués du Livre, je suis comptable de la santé économique de l'entreprise, de son indépendance à l'égard des "puissances d'argent". Tout cela fut écouté avec une parfaite courtoisie. Puis, exprimant un traditionnel refus d'intervenir dans le contenu du journal, le principal porte-parole du syndicat du Livre CGT me répondit : "Vous savez, nous imprimerions aussi bien Minute [un hebdomadaire d'extrême droite]. Ce propos – auquel ne souscriraient pas tous les ouvriers, dont beaucoup sont fiers d'imprimer Le Monde – avait le mérite de ne laisser place à aucune ambiguïté : les positions étaient inconciliables sur le plan économique, incompatibles du point de vue éthique (13). »

Dix mois d'un travail intense se déroulent dans une atmosphère de plus en plus malsaine. À tel point qu'en février 1981 Julien ressent le besoin de rappeler à Fauvet : « Plus que quiconque, toi et moi devons nous méfier des rumeurs et des ragots. J'espère que, pour connaître mon attitude et mes intentions, tu t'en rapportes à ce que je t'ai dit, sans accorder trop de crédit aux propos tenus par ceux que je n'ai pas chargés de faire connaître ou d'interpréter ma position (14). »

L'historien américain Steven Englund signale que, au même moment, « le groupe Amalric poursuivit un tir de barrage hautement partisan, bien après que la lutte pour la direction soit terminée. Cependant, au lieu d'attaquer les positions politiques de Julien, ses adversaires eurent recours à des tactiques – y compris des attaques personnelles et des fuites de correspondance et de documents internes en direction de journaux de droite et de feuilles à scandale – qui contrevenaient gravement à l'esprit de corps du Monde et qui consternèrent la plupart des membres de la rédaction (15). »

Le 7 avril 1981, l'assemblée générale extraordinaire de la SARL doit trancher deux questions. D'abord, la durée du mandat des gérants. Julien s'est prononcé pour une durée de sept ans, estimant à la fois qu'un mandat trop court ne permet pas d'agir et qu'un mandat renouvelable exposerait « à la tentation de faire certaines concessions dans l'espoir d'être reconduit ». Ensuite et surtout désigner Julien

comme gérant. C'est ce que fait l'assemblée générale, puisqu'il recueille 84 % des parts (la majorité requise est de 75 %).

Le cercle de ses opposants acharnés ne désarme pas pour autant. Quelques jours avant ce vote, Amalric et Fontaine d'abord, puis vingt rédacteurs (dont treize du service Étranger, dirigé par Amalric) avaient adressé deux courriers au président de la SDR, François Simon, lui reprochant son « incapacité à promouvoir ou obtenir les moindres gestes ou initiatives de nature à amorcer la réconciliation d'une rédaction déchirée ». Julien profite donc de son discours à la fin de l'assemblée générale pour mettre les choses au point : « Notre avenir n'est pas commandé par la situation économique du journal. Nos difficultés économiques, nous ne pourrions les surmonter qu'à la condition de rétablir dans la maison un climat, un climat moral que je définirais comme un climat de loyauté : loyauté dans les relations entre nous et, lorsque nous sommes à l'extérieur, loyauté à l'égard de ce journal dont nous sommes tous solidaires. Il n'est pas loyal de revendiquer, à l'intérieur, le plein bénéfice de notre démocratie extravagante et, à l'extérieur, de faire circuler des rumeurs alarmistes, qui portent atteinte au crédit du journal, des rumeurs calomnieuses qui, à travers moi, ont atteint le journal lui-même. Il n'est pas loyal de dénigrer le journal à l'extérieur, au moment même où l'on recherche, ailleurs, des possibilités d'embauche. Ceux qui ont agi ainsi ont eu tort, ils ont eu grand tort. Nous formons une communauté – sans doute trop vaste pour être conforme à celle, Monsieur [il s'adresse ici à Beuve-Méry], dont vous aviez rêvé, mais dans laquelle le comportement des uns réagit sur le comportement des autres. En condamnant ceux qui ont agi contre l'intérêt du journal, je ne prétends donc pas m'absoudre complètement. Je m'efforcerai de leur rendre confiance. Mais nous ne sommes pas naïfs, nous savons bien que la loyauté ne répond pas automatiquement à la loyauté. (...) Il y a ici des gens de qualité, compétents, qui en ont assez des intrigues de couloir et qui ne demandent qu'une chose : travailler. Là réside notre chance, notre principale raison d'espoir (16). »

Le 10 avril 1981, quatre jours après la désignation de Julien comme gérant, ses adversaires envoient au *Quotidien de Paris* puis au *Matin* les deux courriers qu'ils avaient adressés au président de la SDR. La réplique de Simon ne tarde pas : « Devons-nous vous rappeler que le processus suivi pour la désignation du successeur de Jacques Fauvet comme directeur de la publication a été défini et fixé par l'assemblée générale de la société des rédacteurs et que son conseil d'administration n'a fait qu'exécuter le mandat qui lui avait été confié ? Devons-nous vous rappeler de surcroît que l'élection de Claude Julien à la succession de Jacques

Fauvet se déroulera en deux temps, que la nomination comme directeur de la publication sera précédée de la présentation par ses soins de l'équipe avec laquelle il se préparera à diriger l'entreprise, et qu'enfin les délégations de pouvoir seront soumises au contrôle des associés de la SARL ? Quel directeur du Monde aura été soumis à de telles obligations ? L'assemblée générale donnait à chacun, et particulièrement à chacun d'entre vous, toute possibilité d'exprimer ses inquiétudes. (...) Il est regrettable qu'aucun de ceux d'entre vous qui y assistaient n'ait jugé bon de le faire. »

Quelques jours après cet échange, le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu. *Le Monde* paraît alors à l'abri politiquement et économiquement. La campagne présidentielle a eu un effet positif sur ses ventes. Peut-être n'est-il plus aussi nécessaire de protéger le journal en mettant à sa tête une forte personnalité. C'est dans ce contexte que Julien va fournir à ses adversaires les armes qu'ils espéraient.

Le 19 octobre 1981, *La Lettre des Échos* publie des informations sur la « profonde réorganisation interne » qui se prépare au *Monde* : la rédaction serait réorganisée autour de cinq services et non plus huit. La fin de l'article insinue que « cette organisation pourrait être l'occasion de règlements de comptes, de mises à l'écart préparant la prise de pouvoir de Claude Julien ». Une telle conclusion et le climat régnant participent à la décision de la direction (Fauvet, Bernard

Mitterrand aurait-il fait la même politique ?

LES opposants de Julien ne retiennent qu'un point : l'accusation n'est pas fondée. La preuve est ainsi faite que l'installer à la direction signifierait qu'il ne conserverait que ses fidèles, mettant les autres « un à un à la porte jusqu'au dernier »... Le conseil d'administration de la SDR constate qu'« il y a une crise de confiance entre la rédaction et le gérant appelé à succéder à Jacques Fauvet. Il estime donc que cette crise ne peut être résolue que par une procédure qui confirme ou infirme la confiance ».

Un vote de confiance a lieu le 11 janvier 1982 : 63 % des journalistes refusent de confirmer celle qu'ils ont accordée en juin 1980 au successeur désigné de Fauvet. Julien fait ensuite partie du comité chargé de désigner le futur candidat à la succession. Chose faite le 27 mai 1982 avec cinq voix sur sept pour Laurens. Le même jour, Julien démissionne de ses fonctions de gérant.

Pour nombre d'acteurs et d'observateurs, sa défaite a retenti bien au-delà du journal. Debray estime que, « si Le Monde

Lauzanne et Julien) : il faut mettre fin aux fuites et fausses rumeurs, car il devient impossible de travailler sereinement (17).

Julien apprend alors par Decornoy que l'auteur de la fuite serait Pierre Georges, rédacteur au *Monde*. Le beau-frère de ce dernier, Airy Routier, est journaliste à *La Lettre des Échos*... Decornoy tient son information d'un troisième larron également journaliste à *La Lettre des Échos*. L'atmosphère irrespirable qui règne pousse alors Julien à bout. Tout journaliste qu'il est, il ne prend pas le soin de vérifier qui a fait quoi, qui peut témoigner de quoi. Il surréagit. Georges est convoqué ; accusé, il dément. Julien affirme avoir deux témoins. Georges persiste dans ses dénégations. Or Julien est bloqué, car ses deux témoins ne veulent pas témoigner. Il présente des excuses écrites à Georges. Un comité des sages, formé de trois journalistes, est aussitôt constitué pour enquêter.

Les 24 et 25 octobre 1981, la rédaction est réunie en séminaire. Celui-ci est largement perturbé par « l'affaire Pierre Georges » et par les conclusions du comité des sages : « Il y a eu imprudence à déclencher une telle procédure sur des bases juridiques aussi incertaines. Claude Julien a cru de bonne foi une information qui, avec cinq jours d'avance, avait annoncé la parution de l'écho incriminé. Un certain climat de suspicion qui règne dans la rédaction – climat marqué notamment par trop d'informations divulguées à l'extérieur – a joué un rôle non négligeable dans l'exploitation d'un écho malveillant. »

Mitterrand aurait-il fait la même politique ?

avait été celui de Claude Julien, Mitterrand n'aurait pas fait la même politique. Après 1982, Le Monde est devenu le journal de l'establishment. Ce fut un tournant que Claude Julien aurait pu éviter ; en tout cas on aurait gagné quelques années (18)...

CHRISTINE RIGAL.

(9) Raphaëlle Bacqué, « Le jour où... Le Monde choisit de torpiller Giscard », *Le Monde*, 25 juillet 2014.

(10) Souvenirs rédigés par Claude Julien, « Vingt mois aux États-Unis, décembre 1946 - août 1948 », juin 2000.

(11) Cité dans *Les Nouvelles littéraires*, Paris, 28 janvier 1982.

(12) Assemblée générale de la SARL du 6 juin 1980.

(13) « Les problèmes du Monde... », *Le Débat*, op. cit.

(14) Lettre de Claude Julien à Jacques Fauvet, 17 février 1981.

(15) Steven Englund, « *Le Monde*. Ces jours qui le firent trembler », juin 1983.

(16) Extrait du discours de Claude Julien devant l'assemblée générale du 7 avril 1981.

(17) Le récit qui suit s'inspire de celui donné par Jean-Michel Quatrepoint lors de notre rencontre en décembre 2000.

(18) Entretien avec Régis Debray, janvier 2020.



TRANSIDENTITÉ, HOMOSEXUALITÉ, INTERRUPTION DE GROSSESSE,

Au début du xx^e siècle, les pionniers

Bien avant que Berlin devienne, sitôt le Mur tombé, la capitale européenne des minorités sexuelles, une avant-garde avait lutté dans l’Allemagne de Guillaume II pour la dépathologisation de l’homosexualité, sa légalisation ainsi que celle de l’interruption volontaire de grossesse. Ces pionniers avaient aussi engagé des réflexions sur l’identité de genre, et imposé l’un des premiers changements d’état civil.

PAR SONIA COMBE *

À LEHNITZ, à moins d’une heure au nord de Berlin, le temps semble s’être arrêté. En plein cœur d’une forêt, des rues pavées mènent à des villas entourées de bouleaux. À l’entrée de la rue Ernst-Thälmann – le dirigeant du Parti communiste allemand (KPD) assassiné dans le camp de concentration de Buchenwald en août 1944 –, une stèle honore la mémoire des victimes du nazisme. Au croisement des rues Friedrich-Wolf et Magnus-Hirschfeld, une plaque commémore Julius et Ethel Rosenberg, le couple accusé d’avoir transmis à l’Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) des documents sur la fabrication de la bombe atomique et exécuté aux États-Unis le 19 juin 1953. Comme d’autres villages de l’ex-Allemagne communiste (RDA), Lehnitz a résisté à la vague de changements de nom des lieux de mémoire intervenue après la chute du mur de Berlin. C’est dans la rue qui porte son nom que se trouve le Musée Friedrich-Wolf, cependant que la rue Magnus-Hirschfeld mène à ce qui fut un sanatorium juif fondé en 1900, vandalisé par les nazis comme tous les magasins juifs, les synagogues et les lieux communautaires au cours du pogrom de la Nuit de cristal, le 9 novembre 1938.

Au lendemain de la guerre, lorsque l’Armée rouge atteignit le village, la plupart des maisons avaient été désertées. De retour d’exil en Union soviétique, le médecin et dramaturge Wolf se vit attribuer l’une d’elles par les autorités d’occupation. Il y résida jusqu’à sa mort en 1953. Son retour avait été précédé par celui de ses fils, Konrad – qui sera le grand cinéaste de la RDA et dont l’École du film de Babelsberg, à Potsdam, porte aujourd’hui le nom – et Markus – futur responsable des services de renseignement extérieur, le «Karla» de John Le Carré.

Contraint à l’exil comme Wolf en raison des lois raciales du III^e Reich et de vingt ans son aîné, le médecin et sexologue Hirschfeld ne revint jamais. Il est mort à Nice en 1935. On ne sait qui prit l’initiative d’attribuer son nom à une rue, mais on peut penser qu’elle vint de Wolf. Les liens entre les deux médecins s’expliquent : tous deux avaient mené des combats pionniers dans l’Allemagne d’avant 1933. Tandis que Hirschfeld avait milité pour la dépénalisation de l’homosexualité et l’abrogation du paragraphe 175 du code pénal, qui la réprimait, Wolf s’était battu pour l’abrogation du paragraphe 218, qui sanctionnait l’avortement. Introduites en 1871 par le nouveau code pénal, ces mesures affichaient la volonté de contrôle de l’État sur les corps. L’empire dont Otto von Bismarck fut le chancelier n’eût pas l’apanage de telles lois, mais l’Allemagne fut à l’avant-garde pour les combattre. Hirschfeld et Wolf eurent notamment pour allié le social-démocrate August Bebel, tête de proue de la lutte contre l’antisémi-

tisme et auteur d’un célèbre manifeste en faveur de l’émancipation des femmes (*La Femme et le Socialisme*, 1879), qui signa toutes les pétitions exigeant l’abrogation des deux paragraphes précités.

En 1919, Hirschfeld et ses collaborateurs créaient à Berlin l’Institut de sexologie, qui succédait au Comité scientifique humanitaire fondé en 1897 en défense des homosexuels (1). La cérémonie d’ouverture de l’institut fut officielle, mais la presse s’en fit peu l’écho. En dehors du fait qu’elle avait débuté par un récital de Leo Gollanin, le futur chantre de la grande synagogue berlinoise de la rue Oranienburger, on sait peu de choses sur son déroulement, l’institut et ses archives ayant été saccagés par les nazis en mai 1933. Le comité dont l’institut était issu avait déjà à son actif une lettre transmise au Parlement en 1904 et signée par 750 directeurs de lycée et 2 800 médecins qui le félicitaient

Il voyait dans la grande ville un refuge : « Il est peu vraisemblable qu’il naisse à Berlin plus d’homosexuels que dans une petite ville, mais il leur est possible de vivre “moins visibles” et, par conséquent, plus tranquilles. Dans une grande ville, l’individu échappe au contrôle de l’entourage, mieux que dans quelque coin de province où tout, sens et esprit, se rétrécit... » (2). On est ici tenté de faire le parallèle avec la liberté que Berlin (Ouest) offrirait à nouveau, un demi-siècle plus tard, aux personnes trans, ainsi que devait le décrire l’artiste et activiste Nora Eckert (3).

Tout en poursuivant l’activité militante du comité, l’institut allait par ses recherches permettre à la sexologie d’accéder au statut de discipline scientifique. Il soutenait que l’homosexualité ne constituait pas une déviance sexuelle mais une autre forme de sexualité et, selon la formule de Hirschfeld, que l’identité sexuelle se trouvait d’avantage dans la tête que dans le corps. On y menait des études interrogeant la binarité et ouvrant la voie à la transidentité. La théorie de l’intersexualité y fut longuement explorée, notamment à partir du cas de Karl M. Baer, un homme déclaré femme à sa naissance en raison d’une indistinction de sexe. Auparavant, en 1906, grâce au concours de Hirschfeld et de son confrère Iwan Bloch, l’avocat berlinois Sammy Gronemann était parvenu à imposer le changement d’état civil dont Baer fut probablement le premier bénéficiaire en Allemagne. Encouragé à témoigner de sa souffrance, ce dernier livra en 1907, sous le pseudonyme de

et sa région d’origine pour rejoindre Paris. Ne supportant pas cette nouvelle situation, qui avait entraîné déclassement, solitude et pauvreté, il finit par se suicider.

D’avantage qu’à Herculine Barbin, le cas de N. O. Body / Baer renvoie à celui d’Anne Grandjean, également mentionné par Foucault dans ses cours au Collège de France début 1975 (6). Connue grâce au mémoire de maître Vermeil qui la défendit en 1765, cette personne née femme, qui vécut en homme et épousa une femme, fait l’objet du film de Jean-Claude Monod *Un jour fille* (2023), dans lequel le comédien Thibault de Monta-

lembert, remarquable dans le rôle de l’avocat, tient un discours étonnamment moderne. Baer, lui, connut plusieurs mariages après sa transition. D’origine juive, ainsi que devait le révéler l’historien berlinois Hermann Simon, il était devenu l’assistant social de la communauté de Berlin après avoir lutté, avant sa transition, contre la traite des jeunes Juives d’Europe de l’Est. Fuyant les pogroms, attirées à Berlin, celles-ci devenaient la proie des proxénètes. Baer ne se résolut à quitter Berlin qu’en 1938, après avoir été incarcéré et torturé par la Gestapo. Il rejoignit alors la Palestine et mourut en Israël en 1956 (7).

Chantages et suicides

JUSQU’À ce que Hirschfeld lui confirme qu’il était de sexe masculin, Baer se pensait femme et souffrait d’être attiré par les femmes. Une telle souffrance n’avait rien d’étonnant dès lors que les relations sexuelles entre femmes (bien que non concernées par le paragraphe 175, qui ne visait que les hommes) étaient réprouvées par la société. De plus, quoique n’ayant ni règles ni seins, mais une voix qui avait mué et de la barbe, comment Baer aurait-il pu penser qu’il appartenait à un autre sexe qu’à celui qui lui avait été attribué à la naissance à une époque et dans un milieu où la pudeur était la norme ? C’est l’examen clinique de Hirschfeld qui devait lui révéler qu’il était bien un homme « comme les autres ». Le sexologue lui aurait parlé de la nécessité d’une « petite opération ». De fait, on ne trouve pas trace d’une quelconque opération de changement de sexe à cette époque, même si la littérature récente en fait parfois état – comme si on voulait projeter d’autres situations sur son cas au lieu de l’accepter tel que lui-même le décrivit. Il faut d’ailleurs y voir une interprétation anachronique, car il n’existe d’indices de telles interventions qu’après la fondation de l’Institut de sexologie et avec plus de certitude encore qu’au début des années 1930. Hirschfeld et ses collègues ne les auraient acceptées qu’en dernier recours, pour éviter des automutilations et des suicides. Mais dans le cas de Baer, selon l’historienne de la médecine Marion Hulverscheidt, la « petite opération » aurait pu correspondre à une circoncision dès lors qu’il était juif et que Hirschfeld, comme la majorité de ses confrères, l’était également. Des Juifs certes laïques, mais qui n’en auraient pas moins respecté la tradition, laquelle avait également un caractère prophylactique. D’autant que, concernant N. O. Body, Hirschfeld était catégorique : cette personne, dont il respecta toujours l’anonymat, présentaient tous les caractères masculins.

Au-delà de ce débat difficile à clore par manque de sources, les sept rééditions entre 1907 et 1914 des *Années de fille d’un garçon* témoignent de l’intérêt porté à la question de l’identité sexuelle dans l’Allemagne de Guillaume II. Foucault mentionne d’ailleurs dans sa présentation d’*Herculine Barbin dite Alexina B.* que c’est en Allemagne que la vie d’Alexina avait trouvé le plus grand écho.

Le récit de N. O. Body était inconnu en France, et Foucault ne pouvait en avoir eu connaissance. Le philosophe avait mené ses recherches bien avant que Simon n’exhume, en 1991, le témoignage signé N. O. Body grâce à une fiche du catalogue de la seule bibliothèque universitaire de Berlin de l’époque, sur laquelle le pseudonyme avait été rayé (au crayon) et remplacé par celui de Baer.

L’engagement de Hirschfeld a été double. Il s’agissait de dépathologiser l’homosexualité, puis de la dépénaliser. Pour cela, il n’hésitait pas à intervenir de façon publique. C’est ainsi qu’il a participé au film *Anders als die Andern* (« Différent

des autres »), de Richard Oswald, sorti en 1919. Le film relatait la souffrance dont étaient victimes les homosexuels. Mais encore, ainsi que le raconte sa première biographie, Charlotte Wolff, c’est dans ce but (sans doute non exclusif) qu’il fréquentait les cabarets nocturnes contrôlés par la police des mœurs (8). Hirschfeld tentait de convaincre ses agents des conséquences négatives des mesures répressives, qui favorisaient un chantage à l’origine de suicides. En 1902, celui de Friedrich Alfred Krupp, l’héritier de l’empire industriel, avait frappé les esprits. Alors qu’il se trouvait à Capri, la presse italienne avait répandu des informations concernant son homosexualité. Berlin bruissait à l’époque de rumeurs sur le « vice de sodomie », y compris dans le cercle de l’empereur. Quoique devenu le gourou de l’underground homosexuel, Hirschfeld veillait à ne pas faire montre de son homosexualité et, s’il avait pris fait et cause pour Oscar Wilde lors de son procès pour « immoralité » dans l’Angleterre victorienne en 1895, en faisant circuler *Le Portrait de Dorian Gray*, c’est sous un pseudonyme que le sexologue avait publié son premier livre, *Sappho und Sokrates* (9).

Lieu d’accueil des souffrances, l’institut berlinois ouvrait sa porte aux victimes des maîtres chanteurs. Hirschfeld et ses collaborateurs les soutenaient dans les procès contre leurs tourmenteurs, multipliaient les interventions publiques pour dénoncer le paragraphe 175, donnaient des conférences à l’université et devant des unions ouvrières, où des commissaires de police pouvaient les accompagner et prendre la parole à leur tour. Un jeune médecin français, Pierre Najac, devait livrer le témoignage suivant : « *Les docteurs Hirschfeld et Abraham sont fréquemment consultés comme experts par les magistrats chargés de juger des délits ou des crimes passionnels : détournement de mineurs, exhibitionnisme, homosexualité, assassinats. Ils déposent souvent en cour d’assises, non seulement à Berlin, mais encore dans toute l’Allemagne. L’Institut reçoit des pensionnaires. Les psychothérapeutes font œuvre charitable en attestant que l’angoisse, dont souffrent ces anxieux, peut être grandement diminuée par un changement de prénom et*

(1) Sur l’institut et sa préhistoire, cf. Rainer Herrn, *De l’amour et de la souffrance. L’Institut berlinois de science sexuelle (1919-1933)*, Éditions de la Maison des sciences de l’homme, Paris, 2025.

(2) Magnus Hirschfeld, *Berlins Drittes Geschlecht*, Hermann Seemann, Berlin et Leipzig, 1904.

(3) Nora Eckert, « West-Berlin in den 1970er Jahren : Ein Testgelände und Fluchtpunkt für trans* ? », *Mitteilungen der Magnus-Hirschfeld-Gesellschaft*, n° 73-74, Berlin, octobre 2024.

(4) Lire notre traduction de ce témoignage en accès libre sur la plate-forme universitaire HAL Open Science (shs.hal.science). Initialement destinée à paraître aux Éditions du Seuil, notre présentation qui l’accompagnait a fait l’objet d’une censure et d’une réappropriation, relatées notamment dans Louri Chrétienne de Penanros, « Controverse éditoriale autour de N. O. Body », *Le Monde*, 17 avril 2026, et Claude Grimal, « Mon nom est Body Snatcher », 6 avril 2026, www.en-attendant-nadeau.fr.

(5) *Herculine Barbin dite Alexina B.*, présenté par Michel Foucault, Gallimard, Paris, 2021 (1^{re} éd. : 1971).

(6) Michel Foucault, *Les Anormaux. Cours au Collège de France (1974-1975)*, Points, Paris, 2024.

(7) « Hermann Simon à la recherche de N. O. Body », 3 juin 2022, www.en-attendant-nadeau.fr.

(8) Charlotte Wolff, *Magnus Hirschfeld : A Portrait of a Pioneer in Sexology*, Quartet Books, Dublin, 1986.

(9) Magnus Hirschfeld, *Sappho und Sokrates : Wie erklärt sich die Liebe der Männer und Frauen zu Personen des eigenen Geschlechts ?*, Verlag Max Spohr, Leipzig, 1902. La première édition (1896) fut publiée sous le pseudonyme de Th. Ramien.

* Historienne. Auteure de *La Loyauté à tout prix. Les floués du « socialisme réel »*, Le Bord de l’eau, Carignan-de-Bordeaux, 2019. Remerciements à Raimund Wolfert, de l’association Magnus-Hirschfeld à Berlin, et à Thomas Naumann, fils de Friedrich Wolf.



CHRISTIAN SCHAD. – « Selbstbildnis mit Modell » (Autoportrait avec modèle), 1927

LES COMBATS OUBLIÉS DE MAGNUS HIRSCHFELD ET FRIEDRICH WOLF

de la libération des corps en Allemagne



CHRISTIAN SCHAD. – « Operation », 1929

par le port, en public, de vêtements de l'autre sexe. La police allemande tient compte de ces déclarations : elle autorise les hommes à prendre un prénom féminin et à porter des robes ; elle permet aux femmes de se choisir un prénom masculin et de s'habiller comme des hommes. »

C'est ce qu'on appela le *Transvestitenschein* (le certificat de travestissement), qui fut largement utilisé dans les années 1920 et dont on peut penser qu'il inspira Billy Wilder pour son célèbre *Certains l'aiment chaud* (1959). Tony Curtis en travesti est resté inoubliable. Dans le Berlin de l'époque, le cinéaste avait gagné un temps sa vie comme danseur-gigolo dans les boîtes de nuit. La réputation de la capitale au cours des Années folles doit par ailleurs beaucoup à l'écrivain Christopher Isherwood, avec son non moins célèbre *Adieu à Berlin* (1939), dont s'inspira quant à lui Bob Fosse pour son film *Cabaret* (1972). Un temps pensionnaire de l'Institut de sexologie, Isherwood, qui se souvenait de la visite d'André Gide reçu par Hirschfeld, évoqua avec talent l'atmosphère qui régnait alors dans la ville, émettant une hypothèse intéressante : la légendaire « décadence » du Berlin de l'entre-deux-guerres n'aurait-elle pas été une image publicitaire créée pour rivaliser avec Paris ? « *Paris avait de longue date accaparé le marché normal des filles ; aussi, que pouvait offrir Berlin à ses visiteurs, sinon une mascarade de perversions* (10) ? » En ce qui concerne l'autre Berlin, celui des arrière-cours de Scheunenviertel où s'entassaient des Juifs de l'Est fuyant les pogroms, des

chômeurs, et où grouillaient les maquereaux, c'est dans le roman d'Alfred Döblin *Berlin Alexanderplatz* (1929) ou dans le film du même nom de Reiner Werner Fassbinder (1980) qu'on pourra trouver le tableau le plus vraisemblable.

Bien que Hirschfeld eût à cœur de taire non seulement son homosexualité mais aussi sa judéité afin d'éviter que cela ne porte préjudice à ses travaux, son œuvre s'inscrit dans la période qu'on a pu appeler « symbiose judéo-allemande ». À la veille de la première guerre mondiale, tandis que la société s'enflammait pour la défense de la patrie, les Juifs allemands, ou, pour reprendre le bon mot du satiriste Kurt Tucholsky, les « *Juifs de foi allemande* », rivalisèrent de patriotisme. C'est ainsi que, quoique lui-même pacifiste, Hirschfeld était intervenu – sans succès – auprès du ministre de la guerre pour que les homosexuels soient admis dans l'armée alors qu'ils devaient en être exclus.

Pourtant, à la suite d'une agression antisémite à Munich en 1920, Hirschfeld multiplia les voyages à l'étranger. Il se rendit en Union soviétique, où il avait été invité et dont il admirait les progrès issus de la révolution, notamment l'abrogation de la criminalisation de l'homosexualité ou de l'avortement – autant d'avancées remises en cause une quinzaine d'années plus tard. Il partit définitivement en 1930, fit de longs voyages à travers plusieurs pays d'Asie et du Proche-Orient. Après quoi il écrivit son *Tour du monde d'un sexologue*, mais ne dit rien à notre connaissance sur son voyage en URSS (11).

Distributions de Fromms

Ce travail du sexologue, que le réalisateur allemand et militant LGBT Rosa von Praunheim devait appeler « l'Einstein du sexe » dans le film qu'il lui consacra en 1999, est aujourd'hui connu. Pas plus que la psychanalyse la sexologie n'est une science « juive », mais l'une et l'autre sont à mettre au compte de chercheurs auxquels une marginalité imposée a pu servir d'aiguillon. L'Allemagne de Guillaume II et la république de Weimar ont constitué un creuset socioculturel dans lequel la question de la diversité sexuelle fut posée pour la première fois avec une ouverture d'esprit totale, dans un désir absolu de compréhension, à l'écart de tout préjugé – autant de dispositions qui sauvèrent N. O. Body/Baer et d'autres personnes.

Quant à l'éclipse du questionnement sur les identités sexuelles dans l'espace public, de la première guerre mondiale à la fin du xx^e siècle, elle tendrait à prouver, si besoin était, à quel point les guerres occasionnent la régression des mentalités, comme si le nationalisme et le repli identitaire qu'elles engendrent freinaient le développement de la pensée.

De son côté, le médecin Wolf faisait connaître un autre combat : celui qu'il menait en faveur de l'abrogation du paragraphe 218, sanctionnant l'avortement. Comme Hirschfeld, il intervenait devant des unions ouvrières où, dit-on, il distribuait des moyens de contraception,

les fameux Fromms, la première grande marque de préservatifs modernes, créée en 1916, à laquelle son fabricant avait donné son propre nom. Après avoir visité le site de fabrication à Berlin-Köpenick, Hirschfeld en avait lui-même garanti la qualité.

Issu comme ce dernier de la bourgeoisie juive allemande, Wolf s'était très vite orienté vers l'homéopathie et la naturopathie. Il était également connu pour prôner le naturisme. Médecin sur le front pendant la guerre de 1914-1918, il avait été interné dans un hôpital psychiatrique pour antimilitarisme et pacifisme. Il s'exerça très tôt à la littérature et à la mise en scène théâtrale. Il a 40 ans lorsqu'il entre, en 1928, au KPD. C'est également par une pièce de théâtre, *Cyankali* (1929), adaptée ultérieurement au cinéma, que Wolf fit connaître la détresse liée à l'impossibilité d'avorter pour une ouvrière, mère de plusieurs enfants et dont le mari est au chômage – comme Hirschfeld dénonça l'homophobie avec le film *Anders als die Andern*. Preuve à nouveau de la collaboration entre ces deux pionniers de la révolution sexuelle dans l'Allemagne d'avant 1933, ce fut Hirschfeld qui présenta la première projection de *Cyankali* au cinéma Babylon de Berlin en 1930. Lors des projections, Wolf proclamait : « *Nous voulons que toutes les naissances soient désirées, que tous les enfants soient attendus avec amour ! Qu'ils soient les bienvenus à la table de la vie.* » Après plus de cent représentations à Berlin, la pièce fut jouée dans plusieurs grandes villes allemandes et suisses, suscitant à chaque fois des huées et des polémiques avec les milieux conservateurs.

Le combat pour l'abrogation de la criminalisation de l'avortement avait commencé dès l'introduction du paragraphe 218 en 1871, mais connu un vaste écho lorsque Wolf et sa femme, Else Kienle, furent arrêtés en février 1931 à Stuttgart, accusés d'avoir procédé à des avortements. La campagne de soutien, à laquelle prirent part notamment Bertolt Brecht et le journaliste Carl von Ossietzky, fut si forte qu'on les libéra rapidement. *Professeur Mamlock* fut le deuxième film coécrit par Wolf. Cette fois, il s'agissait du destin d'un médecin, directeur d'une clinique, juif et communiste, traqué par

les nazis. Le long-métrage sortit en 1938 à Moscou, où il avait été produit. Ce fut le premier à mettre en scène la persécution des Juifs sous le III^e Reich. Wolf quitta l'Allemagne le 4 mars 1933. Lors d'un passage en France, il fut interné dans le camp du Vernet (Ariège), qu'il parvint à quitter en 1941 pour rejoindre l'Union soviétique. De retour en Allemagne après la fin de la guerre, il s'installa dans la future RDA, dont il deviendrait l'ambas-

sadeur à Varsovie. Ce fut, dit-on, à l'initiative du président de la RDA Wilhelm Pieck, rentré lui aussi de Moscou – un choix qu'il aurait imposé à Joseph Staline. Envoyer en Pologne – théâtre après-guerre de pogroms jusqu'à ce que le pouvoir communiste y mette un terme – un Juif défenseur de l'avortement n'était peut-être pas dépourvu d'arrière-pensée. Ou bien, plus vraisemblablement, il n'y avait personne d'autre à nommer.

L'avortement est encore contraire à la loi

L'ABROGATION du paragraphe 175 criminalisant l'homosexualité était sur le point d'être obtenue peu avant que les nazis accèdent au pouvoir. Au moment où, en 1929, les députés communistes et sociaux-démocrates allaient la défendre devant le Reichstag, le gouvernement tombait et était remplacé par ceux de Heinrich Brüning puis Franz von Papen, tous deux conservateurs opposés à l'abrogation. Il en fut de même concernant le paragraphe 218, qu'un fort mouvement soutenu par les partis ouvriers ne parvint pas à faire retirer avant la date fatidique de janvier 1933.

Hirschfeld et Wolf obtinrent gain de cause, à titre posthume, dans la partie orientale du pays, qui abrogea avant l'ancienne République fédérale d'Allemagne (RFA) les législations contre lesquelles ils avaient lutté. L'abolition du paragraphe 175 (mais non pour les mineurs) en RDA intervint en 1968. Ce fut le fruit des travaux du docteur Siegfried Schnabl, un psychologue réputé pour son engagement en faveur de l'éducation sexuelle. Son livre *Mann und Frau intim* (« L'homme et la femme dans l'intimité », 1969) trônait dans les chambres de tous les jeunes couples. Son harcèlement et sa surveillance par la Stasi durant des années cessèrent du jour au lendemain, lorsqu'il reçut une lettre (interceptée par la Stasi) de félicitation du ministre de la santé pour son engagement dans la défense de l'homosexualité (12).

Le paragraphe 218, lui, fut abrogé plus tardivement. La pilule contraceptive a été introduite en RDA dès 1966 et, en 1968,

une campagne étatique pour encourager sa prise a été menée à grand renfort de publicité, tandis que, parallèlement, le ministère de la santé introduisait des mesures en faveur de la natalité. De même que dans les autres pays du bloc soviétique, l'avortement était pratiqué sans restriction. Pour autant, le fameux paragraphe ne fut supprimé par la Chambre du peuple qu'en 1972. Cas peut-être unique dans l'histoire du multipartisme de façade qu'avait maintenu la RDA : le parti chrétien-démocrate s'abstint de voter (13).

En ce qui concerne l'Allemagne de l'Ouest, où le poids de l'Église était bien plus important, il fallut attendre le rattachement de la RDA à la RFA pour qu'intervienne en 1994 la dépénalisation de l'homosexualité. Quant à l'avortement, il reste aujourd'hui encore contraire à la loi, mais n'est plus passible de sanctions.

SONIA COMBE.

(10) Christopher Isherwood, *Christopher et son monde*, Fayard, Paris, 2014 (1^{re} éd. : 1976).

(11) Magnus Hirschfeld, *Weltreise eines Sexualforschers*, Bözberg-Verlag, Brugg, 1933, publié en 1938 par Gallimard sous le titre *Le Tour du monde d'un sexologue*.

(12) Cf. *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi*, Albin Michel, Paris, 1999.

(13) Aux côtés du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) se trouvaient le Parti libéral-démocrate d'Allemagne (LDPD) et l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

Votre expérience vous a mené loin. Elle peut vous emmener plus loin encore.

Les expertises se consolident, les potentiels se révèlent. L'IAE Paris-Sorbonne accompagne celles et ceux qui souhaitent donner une nouvelle envergure à leur avenir.

CANDIDATURES

du 1^{er} au 30 septembre

EXECUTIVE

www.iae-paris.com

Création Campus Com / Œuvre graphique ©TinaZary



ASIE	AMÉRIQUES	HISTOIRE
MAO, PANTHÈRES NOIRES ET TIGRE DE PAPIER. La Chine communiste et le Black Panther Party (1966-1972). – Clément Broche <i>Presses de l’université Laval, Québec, 2025, 172 pages, 14 euros.</i> Chez les Panthères noires, le mouvement révolutionnaire de libération afro-américain fondé à Oakland en 1966, une lecture fait sensation : le « petit livre rouge » de Mao Zedong. L’historien Clément Broche revient ici sur le fragile épisode de solidarité transnationale entre le Black Panther Party et la République populaire de Chine, fraîchement lancée dans la « grande révolution culturelle prolétarienne ». À travers le concept de guerre froide globale, invitant à penser une troisième voie face aux deux blocs, il éclaire l’inspiration maoïste du mouvement, analyse le soutien chinois au parti (principalement rhétorique) et détaille les trois rencontres entre Américains et Chinois. Dès les premiers contacts à l’été 1969 à Alger, l’opération apparaît néanmoins vouée à l’échec du fait de l’imminent rapprochement sino-américain. L’auteur montre comment Mao, dans une entreprise de séduction mettant « l’étranger au service de la Chine », aurait d’abord servi ses propres intérêts afin de se présenter en leader du tiers-monde. ROBINSON JOUSNI CHINE-INDE. La guerre des mondes. – Emmanuel Lincot <i>Éditions du Cerf, Paris, 2026, 304 pages, 22,90 euros.</i> En novembre 2024, les dirigeants chinois et indiens se retrouvent à Kazan, en Russie, pour des pourparlers qui semblent annoncer une détente. Quelques mois plus tard, les « accrochages » entre soldats des deux pays reprennent sur les hauteurs de l’Himalaya. C’est cette tension permanente entre gestes de réconciliation et logique d’affrontement que le sinologue Emmanuel Lincot s’attache à élucider. Des monastères du Tibet aux capitales modernes, de la littérature aux conflits de frontières, il retrace la longue histoire politique et culturelle qui lie (et oppose) ces deux civilisations pluri-millénaires. Car c’est là le cœur de son propos : comprendre la relation sino-indienne exige de remonter aux imaginaires, aux mémoires partagées et aux mythes fondateurs qui continuent de conditionner selon lui les ambitions de Pékin et de New Delhi. Entre ces deux puissances, la guerre n’est pas une hypothèse d’école. Elle a déjà commencé, sous des formes hybrides : barages construits en amont des fleuves indiens, routes militaires sur des territoires disputés, guerre d’influence au sein du Sud global. YSÉ ANGERER	DERRIÈRE LES DRAPEAUX, LE SOLEIL. – Juanjo Pereira <i>2025, 90 minutes, disponible en VOD.</i> À partir d’un éprouvant travail sur cent vingt heures d’archives, exhumées dans le monde entier, le cinéaste Juanjo Pereira tente de réparer « un oubli de la mémoire, un manque d’intérêt de la part de l’État paraguayen » avec ce documentaire sur l’une des plus longues (1954-1989) dictatures du xx^e siècle, celle d’Alfredo Stroessner. Chape de plomb et répression féroce, exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées, implication dans le sinistre plan « Condor », spoliations diverses, incitations à la délation, violences aussi en matière de déforestation, maltraitance des Guaranis, protection active, notamment sous forme de naturalisation, du bourreau SS Josef Mengele... Aujourd’hui encore règnent, « <i>dans un pays rural qui ne parle pas de peur d’être déplacé, de perdre un lopin de terre</i> », des proches de cette dictature. Stroessner mourra dans sa villa brésilienne en 2006, sans avoir été jugé. En une édifiante alchimie, cette lecture d’archives, qui montre aussi la propagande du régime, devient un outil critique aiguisé, mettant efficacement à nu un pouvoir de terreur. Une démarche d’autant plus nécessaire que le pays reste discret sur son histoire récente. JOËL PLANTET POLITIQUE AUTOPORTRAIT AVEC MÉLENCHON. L’homme qui a sauvé la gauche. – Abdourahman Waberi <i>Le Bord de l’eau, Bordeaux, 2025, 120 pages, 15 euros.</i> Longtemps dégoûté du vote par le mépris du résultat du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, l’écrivain Abdourahman Waberi raconte un retour à la politique. Le sien mais aussi, veut-il croire, celui du peuple de gauche. De tournants de la rigueur en déceptions, on avait fini par ne plus y croire : comment renouer avec le vote ? La fondation du Parti de gauche, qui deviendra La France insoumise (LFI), aurait permis d’en finir avec les discours vides et l’idiome néolibéral. M. Jean-Luc Mélenchon réarmerait son camp grâce à ses ressources les plus précieuses : la philosophie, la poésie, la littérature. Le mouvement « insoumis » serait capable de saisir les dynamiques des révolutions de toutes natures et de s’inscrire dans les grands mouvements internationaux, pour rendre un autre monde possible. Mais l’ouvrage relate avant tout l’histoire d’un homme qui a repris confiance en son pays en goûtant aux campagnes « insoumises ». Et Waberi nous la conte, pour chanter une ode à l’espoir. NIELS LEVERBE ENQUÊTE SUR LA GÉNÉRATION BARDELLA. – Marylou Magal et Nicolas Massol <i>Folio, Paris, 2026, 320 pages, 9,50 euros.</i> Les deux jeunes journalistes de <i>L’Express</i> et de <i>Libération</i> dressent des portraits de la nouvelle génération d’extrême droite – des militants avides de pouvoir, irriguant les réseaux de ce qui devient le Rassemblement national en 2018 et des sphères zemmouristes. Si cette génération aspire à séduire les rangs de la droite conservatrice, ses références idéologiques demeurent les mêmes que celles de l’extrême droite historique. Naviguant entre théorie du grand remplacement, aspiration identitaire, souverainisme, patriotisme et intégrisme catholique, ces militants sont prêts à tout pour avoir leur place au sein d’un cabinet ministériel dans un futur gouvernement dirigé par l’extrême droite. Le terme Jordan Bardella et l’intrigante Sarah Knafo : deux personnages émergent d’un récit bien huilé. Mais la familiarité des auteurs avec la droite radicale trouble parfois, et leur enquête finit par évoquer une sorte de « guide du routard » des bars parisiens fréquentés par l’extrême droite. PHILIPPE BAQUÉ	LA SORCIÈRE QUI A CHANGÉ LE MONDE. – Jean-Yves Le Naour et Emilio Van der Zuiden <i>Bamboo, coll. « Grand Angle », Mâcon, 2026, 72 pages, 16,90 euros.</i> « <i>Iron Lady? Rust in peace</i> » (« Dame de fer ? Rouille en paix »), ironise un graffiti sur un mur de Belfast au lendemain de la mort de Margaret Thatcher en 2013. Jean-Yves Le Naour et Emilio Van der Zuiden choisissent de faire le portrait, en bande dessinée, de cette fille d’épicier devenue cheffe du Parti conservateur, qui accède au pouvoir en 1979 et engage une politique brutale : privatisations, lutte violente contre les syndicats, en particulier ceux des mineurs, guerre des Malouines, casse des pauvres, intransigeance impitoyable à l’encontre des militants de l’Armée républicaine irlandaise (IRA) – jusqu’à la mort de dix d’entre eux en grève de la faim... De l’arrivée au 10 Downing Street aux affrontements sociaux et joutes diplomatiques, le trait de Van der Zuiden, anguleux et délibérément caricatural, s’inscrit dans la tradition du dessin de presse des années 1970. Tout est vrai, nous dit Le Naour, y compris la scène où Thatcher et Ronald Reagan dansent enlacés. Elle aura exercé le pouvoir pendant plus de onze ans. Trente-cinq ans après sa démission, la Dame de fer n’appartient pas au passé, car ce qu’elle a imposé à la société britannique pèse toujours. Y. A. PARMI LES PAYSANS D’ARAGON. Carnet de voyage des collectivisations de 1936 à 1937. – Augustin Souchy <i>Smolny, Toulouse, 2026, 224 pages, 10 euros.</i> Si les événements de la guerre d’Espagne sont bien documentés, la révolution concomitante à la lutte contre le fascisme se voit souvent reléguée au second plan et les textes (disponibles) traitant de la collectivisation se font nettement plus rares. Le journaliste et militant anarcho-syndicaliste allemand Augustin Souchy Bauer a parcouru la campagne aragonaise – en partie en compagnie d’Emma Goldman – où « <i>plus d’un demi-million de personnes, poussées par la nécessité, leur misère et leurs idéaux, ont pris en main les rênes de leur destin</i> ». Avec beaucoup d’enthousiasme, il raconte la mise en place spontanée et l’organisation des collectivités agraires qu’il découvre, en insistant particulièrement sur la liberté laissée à chacun de les intégrer ou pas, car « <i>c’est là que réside la principale différence entre le bolchevisme et l’anarchisme, entre le communisme étatique et le communisme libertaire</i> ». Diverses annexes, dont le témoignage de Victor Blanco à propos de l’instauration de ce dernier à Alcampell, près de Huesca, complètent ce récit portant sur l’une des révolutions sociales les plus importantes du xx^e siècle. ERNEST LONDON SORTIR DE LA GUERRE. Des guerres de religion aux conflits asymétriques. – Sous la direction de Guillaume Piketty <i>Passés/Composés - ministère des armées, Paris, 2025, 464 pages, 25 euros.</i> Depuis les années 2000, l’historiographie a développé le concept de « sortie de guerre » pour analyser la fin de la première guerre mondiale comme un processus long plutôt que comme le passage instantané d’un état de guerre à un état de paix. Cet ouvrage collectif étend ces analyses à d’autres conflits, du xvi^e siècle à aujourd’hui, en les déclinant selon cinq axes : interétatique, étatique, collectif, personnel et environnemental. Les contributions mettent en évidence l’importance du rôle des sorties de guerre dans le développement du nationalisme et de l’État moderne, ainsi que l’ancienneté de phénomènes souvent perçus comme exclusivement contemporains, qu’il s’agisse des déplacements de population, des pratiques mémorielles, des traumatismes ou des réseaux d’anciens combattants. Les analyses ne se cantonnent pas à l’Europe et des cartes les complètent. La lecture du chapitre sur la dimension affective de la sortie de la guerre de Sécession, qui continue de hanter l’Amérique, se révèle particulièrement éclairante. MAXIME TOSCAN DU PLANTIER
Le panache des miséreux <i>Ceux qui ne sont rien</i> de Patrícia Melo <i>Traduit du portugais (Brésil) par Élodie Dupau, Buchet Chastel, Paris, 2026, 464 pages, 24,50 euros.</i>  C’EST une vitrine exemplaire que la capitale économique du Brésil, une mégapole ripolinée par les pouvoirs financiers, politiques, religieux. Mais São Paulo est aussi la ville de ceux qu’on ne voit jamais, sauf quand ils font l’objet d’un fait divers, ceux des marges. « <i>Seul le diable sait ce que c’est de vivre dans la rue</i> », dit l’un d’entre eux... Sans-abri, sans-travail, drogués, dealers, mendiants, filles mères..., ces anonymes parsèment places, rues et trottoirs. Et tentent de survivre à défaut de vivre. C’est cela qui les soude, en dépit de toutes les difficultés, malgré les crimes impunis d’une police omniprésente, l’indifférence des nantis, la mise à l’écart par un État qui ferme les yeux. Et « <i>le Brésil a de nombreux moyens de tuer ses citoyens</i> ». Ahors ils squattent, trouvent un abri temporaire dans les asiles gérés par des sectes évangéliques. Certains rêvent de révolution : parmi eux, Chilves, un jeune Afro-Brésilien qui arpente la ville en poussant un chariot empli de déchets qu’il cherche à vendre ; Glenda, travesti et responsable de l’immeuble Makan, occupé illégalement ; Chacoy, ex-éboueur qu’on avait chargé d’arroser discrètement les maigres affaires de ceux qui habitent la rue – « <i>Le secret, au moment du nettoyage, c’est un petit coup de poignet, vous voyez ? Celui qui vous permet d’éclabousser leurs cartons, leurs sacs ou leurs chariots</i> » ; Douglas, ancien fossoyeur qui, à force d’enterrer des cadavres, a cessé de croire en Dieu puis a fabriqué sa propre religion, celle de la « <i>petite bonté</i> ». Iraquitán, lui, a choisi les mots... Écrivain dont les litanies forment une cartographie de la mistouffe, il finira par accéder à une fragile renommée, celle d’un paria tiré de la misère par une maison d’édition légèrement racoleuse. En somme, tous vivent, survivent, dans un équilibre précaire jusqu’au jour où Chilves et ses copains découvrent un lieu de rêve, la Swiss Life Residence, une copropriété résidentielle : sept villas luxueuses. Et vides. « <i>Les riches fuient la ville</i> », constate-t-il, sans doute pour s’installer dans d’autres quartiers, à l’abri des gênes qu’occasionnent « ceux qui ne sont rien ». Mais alors, que faire face à ce luxe sans emploi ? Si quelques-uns pensent à un gigantesque cambriolage, ne serait-ce que pour acquérir « <i>toutes ces belles choses interdites</i> », d’autres, comme Chilves, imaginent d’en faire quelque chose. Oui, quelque chose de politique, l’affirmation d’une dignité retrouvée, l’accomplissement d’une mission : celle des « <i>Humbles Professeurs de la Vérité</i> » qu’il a rencontrés lors de son bref passage en prison, également nommés « <i>Nation Cinq pour Cent</i> », l’avant-garde révolutionnaire constituée par les descendants d’esclaves africains. Dont le projet consiste à combattre l’injustice, défier les puissants, changer la société, en remplissant son rôle, éclairer la « <i>Masse des Aveugles</i> ». Dès lors, les choses s’enchaînent : expulsion de l’immeuble Makan, échec du cambriolage de la Swiss, règlements de comptes entre flics, enfermements arbitraires, toute une cascade d’événements annonçant une probable tragédie dont les derniers mots reviendront à Iraquitán. Œuvre polyphonique nécessaire, sans pathos mais poignante, d’une romancière qui sait rendre leur grandeur aux miséreux, saisir la puissance de leur humanité. ARNAUD DE MONTJOYE.		

LITTÉRATURES

Le panache des miséreux

Ceux qui ne sont rien de Patrícia Melo

Traduit du portugais (Brésil) par Élodie Dupau, Buchet Chastel, Paris, 2026, 464 pages, 24,50 euros.

C’EST une vitrine exemplaire que la capitale économique du Brésil, une mégapole ripolinée par les pouvoirs financiers, politiques, religieux. Mais São Paulo est aussi la ville de ceux qu’on ne voit jamais, sauf quand ils font l’objet d’un fait divers, ceux des marges. « *Seul le diable sait ce que c’est de vivre dans la rue* », dit l’un d’entre eux... Sans-abri, sans-travail, drogués, dealers, mendiants, filles mères..., ces anonymes parsèment places, rues et trottoirs. Et tentent de survivre à défaut de vivre. C’est cela qui les soude, en dépit de toutes les difficultés, malgré les crimes impunis d’une police omniprésente, l’indifférence des nantis, la mise à l’écart par un État qui ferme les yeux. Et « *le Brésil a de nombreux moyens de tuer ses citoyens* ». Alors ils squattent, trouvent un abri temporaire dans les asiles gérés par des sectes évangéliques. Certains rêvent de révolution : parmi eux, Chilves, un jeune Afro-Brésilien qui arpente la ville en poussant un chariot empli de déchets qu’il cherche à vendre ; Glenda, travesti et responsable de l’immeuble Makan, occupé illégalement ; Chacoy, ex-éboueur qu’on avait chargé d’arroser discrètement les maigres affaires de ceux qui habitent la rue – « *Le secret, au moment du nettoyage, c’est un petit coup de poignet, vous voyez ? Celui qui vous permet d’éclabousser leurs cartons, leurs sacs ou leurs chariots* » ; Douglas, ancien fossoyeur qui, à force d’enterrer des cadavres, a cessé de croire en Dieu puis a fabriqué sa propre religion, celle de la « *petite bonté* ». Iraquitan, lui, a choisi les mots...

Écrivain dont les litanies forment une cartographie de la mistoufle, il finira par accéder à une fragile renommée, celle d’un paria tiré de la misère par une maison d’édition légèrement racoleuse. En somme, tous vivent, survivent, dans un équilibre précaire jusqu’au jour où Chilves et ses copains découvrent un lieu de rêve, la Swiss Life Residence, une copropriété résidentielle : sept villas luxueuses. Et vides. « *Les riches fuient la ville* », constate-t-il, sans doute pour s’installer dans d’autres quartiers, à l’abri des gênes qu’occasionnent « ceux qui ne sont rien ». Mais alors, que faire face à ce luxe sans emploi ? Si quelques-uns pensent à un gigantesque cambriolage, ne serait-ce que pour acquérir « *toutes ces belles choses interdites* », d’autres, comme Chilves, imaginent d’en faire quelque chose. Oui, quelque chose de politique, l’affirmation d’une dignité retrouvée, l’accomplissement d’une mission : celle des « *Humbles Professeurs de la Vérité* » qu’il a rencontrés lors de son bref passage en prison, également nommés « *Nation Cinq pour Cent* », l’avant-garde révolutionnaire constituée par les descendants d’esclaves africains. Dont le projet consiste à combattre l’injustice, défier les puissants, changer la société, en remplissant son rôle, éclairer la « *Masse des Aveugles* ». Dès lors, les choses s’enchaînent : expulsion de l’immeuble Makan, échec du cambriolage de la Swiss, règlements de comptes entre flics, enfermements arbitraires, toute une cascade d’événements annonçant une probable tragédie dont les derniers mots reviendront à Iraquitan.

Œuvre polyphonique nécessaire, sans pathos mais poignante, d’une romancière qui sait rendre leur grandeur aux miséreux, saisir la puissance de leur humanité.

ARNAUD DE MONTJOYE.



Une nette erreur d’appréciation

GÉOPOLITIQUE

DANS la nuit du 2 au 3 janvier 2026, les forces américaines ont soumis la capitale vénézuélienne à des bombardements massifs avant de capturer le président Nicolás Maduro et son épouse, tous deux accusés de narcotrafic, pour les exfiltrer vers les États-Unis. Cette expérience a autorisé M. Donald Trump à imaginer qu’une guerre éclair et indolore (pour les Américains), assortie d’un changement de régime au rabais, était à la fois possible et souhaitable.

Ainsi que le relatent deux journalistes du *New York Times*, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a choisi ce moment pour entraîner Washington dans la guerre (1). Le 11 février, il a présidé, à la Maison Blanche, une sorte de conseil de guerre réunissant officiels israéliens et américains et leur a annoncé l’effondrement prochain de l’Iran, un triomphe historique à portée de main. Il suffirait de quelques attaques aériennes pour assener le coup de grâce : « *elles provoqueraient un soulèvement populaire, puis, comme au Venezuela* », défections et ralliements mettraient fin au « régime des mollahs ». M. Trump, soucieux d’étoffer son tableau de chasse et de bâtir au plus tôt son arc de triomphe, fut conquis.

Et puis, rien ne s’est déroulé comme prévu dans cette « *guerre voulue* ». Les experts autoproclamés auraient sans doute été bien inspirés de lire l’ouvrage de Vali Nasr, professeur de relations internationales à l’université Johns-Hopkins et par ailleurs l’un des meilleurs spécialistes du sujet (2). L’auteur y conteste l’idée selon laquelle la politique étrangère de l’Iran reflète les valeurs révolutionnaires ou le caractère théocratique du gouvernement. En réalité, le déterminant principal resterait un nationalisme farouche et pragmatique, né de la longue histoire d’un pays sans cesse menacé par des puissances étrangères, maintes fois occupé et dépecé. L’aspiration à l’indépendance (*esteqlal*) est essentielle.

Plus qu’aucun autre, un traumatisme a façonné la culture politique du pays : la guerre Iran-Irak (1980-1988). La leçon qui en a été tirée est que les Iraniens doivent, quel qu’en soit le coût, ne compter que sur eux-mêmes. Les États-Unis, l’Union soviétique et l’ensemble du monde arabe, à l’exception de la Syrie, avaient alors soutenu l’Irak. C’est ce conflit qui a favorisé l’hégémonie du tout-puissant Corps gardiens de la révolution islamique – et de manière

plus générale de l’appareil militaro-sécuritaire qui préside aux destinées du pays.

Les principes de la guerre asymétrique sont, eux, l’enseignement du conflit en cours. D’une part, le contrôle par l’Iran du détroit d’Ormuz, par lequel transite 20 % du commerce mondial de pétrole, de gaz et d’engrais, a pris l’économie mondiale en otage. D’autre part, des attaques ciblées contre les infrastructures civiles ou militaires des États avoisinants (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, tous membres du Conseil de coopération du Golfe) ont révélé la fragilité de la protection américaine, et la possibilité pour l’Iran de faire payer cher à ses adversaires comme d’élargir son périmètre.

IBRAHIM WARDE.

(1) Maggie Haberman et Jonathan Swan, *Regime Change : Inside the Imperial Presidency of Donald Trump*, Simon and Schuster, New York, 2026, 496 pages, 34 dollars.

(2) Vali Nasr, *Iran’s Grand Strategy : A Political History*, Princeton University Press, 2025, 408 pages, 35 dollars.



DU MONDE

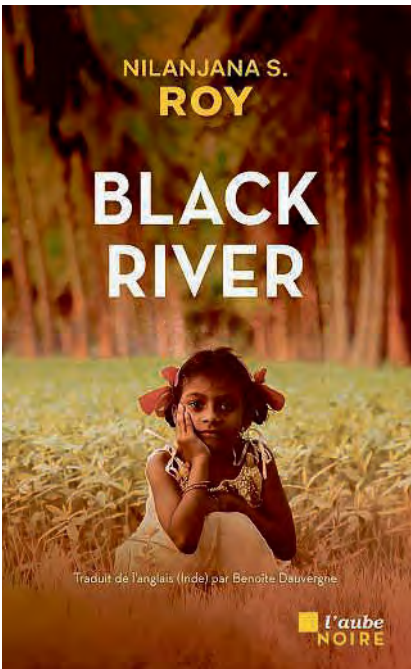
À vif, à nu

Black River
de Nilanjana S. Roy

Traduit de l'anglais (Inde)
par Benoîte Dauvergne,
Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues,
2025, 416 pages, 21 euros.

UNE enfant est assassinée. En 2017, dans un petit bourg, « à proximité d'usines sucrières et d'huileries », à une heure de voiture de New Delhi, la capitale, la petite Munia, 8 ans, fille unique choyée par son veuf de père, Chand, est retrouvée pendue. On soupçonne Mansoor Khan, mendiant, musulman et faible d'esprit, considéré comme « un enfant de Dieu, une de ces marmites imparfaites faites avec l'argile du Tout-Puissant qui se sont fêlées à la cuisson », trouvé au pied de l'arbre où était accroché le corps. Et c'est toute une architecture sociale qui se révèle : les villageois ont hâte d'obtenir vengeance, de punir ce coupable idéal, jusqu'ici toléré par les habitants, de religion hindoue. De son côté, le grand propriétaire terrien, le maître du village, homme avide et esprit torturé, joue au justicier. Les policiers locaux ont fort à faire pour mener leur enquête, soumis à cette double pression. Le temps est donc compté pour Ombir Singh, chef du poste de police local, d'autant que s'ajoute l'arrivée d'un commissaire venu de la capitale, pour l'épauler.

Mais voilà que le récit prend le large. Le roman devient fleuve, en racontant l'épopée de Chand quand, jeune homme, il a fui presque vingt ans plus tôt les pesanteurs familiales pour tenter sa chance à New Delhi : immersion dans le fracas, la violence, la misère et la débrouillardise de la grande ville (« *L'air crépite de rêves* »...), rencontres lumineuses et fraternelle solidarité avec des parias tout comme lui, mais qui sont de surcroît, circonstance aggravante, musulmans ; images dantesques de l'abattoir d'Idgah, où une majorité de bouchers musulmans officiaient jusqu'à sa destruction en 2019, et surtout présence de la Yamuna, « *frontière aqueuse de la ville, un fleuve qui charrie le souvenir (...) des glaciers des hauteurs de l'Himalaya, de sa*



beauté gris glace, de ses eaux propres... Delhi lui tourne le dos, souillant son corps enflé de ses cendres, ses ordures et ses eaux usées... La plupart des habitants ne remarquent le trouble de la déesse du fleuve que lorsqu'elle inonde les rives et rend à la ville tout ce qu'elle a jeté et déversé dans ses eaux auparavant limpides ». L'évocation de ce majestueux cours d'eau, profondément blessé par la pollution menaçant de mort les cultures paysannes, viendra jusqu'au bout scander le récit.

Et l'enquête reprend ses droits. Elle dévoile un mélange de professionnalisme et de corruption chez certains flics locaux, le fil des va-et-vient entre le village et New Delhi, où Chand a maintenu une relation d'amitié, et peut-être d'amour, avec Rabia, dont la famille est victime de la haine antimusulmane. Dans une écriture fluide et attachante, l'auteure alterne les moments de fresque documentaire, la progression de l'intrigue et, au cœur même de la violence comme de la cruauté, la douceur d'une description de tissus chatoyants ou la poésie des berges brumeuses du fleuve. Comme un contrepoint fragile et prenant, presque apaisé, une invitation à l'espoir, face à l'injustice de vies brisées.

BERNARD DAGUERRE.

HISTOIRE

Les fantômes de Salonique

LONGTEMPS, Thessalonique – qu'on appelait encore Salonique au début du xx^e siècle – fut surnommée la « Jérusalem des Balkans ». Mais le nationalisme grec puis la déportation de 96 % des 50 000 Juifs saloniens et leur extermination, principalement à Auschwitz, lors de la seconde guerre mondiale, ont refaçonné complètement l'identité de cette ville, jusqu'à son nom. La photographie et les stèles, en dialogue avec la mémoire vivante de certains témoins des dernières années de cette époque désormais lointaine, permettent de raviver un monde disparu.

La photographie gagna tôt l'Empire ottoman, et Salonique compta plusieurs ateliers où exercèrent des photographes de grand talent – grecs ou arméniens, musulmans ou juifs. Derrière leur objectif, comme derrière ceux d'anonymes ou de voyageurs, la Salonique ottomane des années 1870-1920 se donne à voir dans sa richesse multiforme. Explorant ces documents, notamment l'exceptionnelle collection de Pierre de Gigord, l'historienne Catherine Pinguet (1) promène le lecteur dans un monde en pleine mutation. Elle le guide à travers les communautés, les incendies successifs de la ville, les guerres aussi, sans oublier les journées révolutionnaires de 1908. L'image ainsi expliquée s'oppose à la simplification de l'histoire et de l'urbanisme par le discours nationaliste grec de l'après-première guerre mondiale.

La photographie occupe aussi une place particulière dans le magnifique témoignage de Tony Molho (2) : elle accompagne l'exercice auquel, à 80 ans, il s'est livré pour ressaisir des « ombres insaisissables qui s'immisçaient inopinément dans [sa] conscience pour disparaître ensuite ». Molho, ancien professeur d'histoire, notamment à la Brown University, se rappelle qu'il est né dans une famille juive de Salonique, et qu'il avait 4 ans en 1943 quand les nazis s'y déployèrent. Sa famille choisit la fuite, à Athènes. En avril 1945, il rentre avec sa mère dans une « ville fantôme »... Son récit évoque d'abord, par touches subtiles et anecdotes délicates, les frontières entre Grecs et Juifs tout en en constatant l'effacement progressif dans la modernité. Il raconte ensuite l'occupation, la fuite et la survie miraculeuse de ses parents et d'une partie de sa famille. Mais ce dont il se souvient avant tout, c'est de « toutes ces personnes qui avaient formé une chaîne protectrice » pour

les mettre à l'abri du danger, et de l'aide, inattendue et spontanée, apportée par des inconnus, comme cet homme qui lui prit la main dans un bus pour lui éviter à lui et à sa mère un contrôle qui les aurait probablement conduits à la mort.

« *L'un des souvenirs qui m'ont le plus marqué juste après la guerre est celui des plaques de marbre couvertes de signes étranges – des lettres hébraïques ! –, visibles partout à Salonique.* » Molho fait ici écho à l'enquête de Martin Barzilai (3), petit-neveu des grands photographes saloniens de l'entre-deux-guerres Mamoute et Dario Menahem. L'auteur photographie la ville pour rendre visible ce que la

SCULPTURE

Légèreté dans le ciel

ALORS que lui est consacrée une ample rétrospective paraît un livre singulier sur Alexander Calder (1898-1976). Le critique d'art et poète Yannick Mercoyrol signe un ouvrage où s'entrelacent deux voix : celle d'un spécialiste et celle de la veuve de Calder, Louisa James – l'auteur s'inspire du journal de celle-ci (1). Alternent ainsi le récit objectif de l'œuvre et de la vie de l'artiste et celui, subjectif, intime, du couple. Un parti pris assumé, car « *les voix qui portent les faits sont, comme de juste, évanescentes et solubles dans la fiction* », et « *l'obsession de la vérité biographique reste un soutien peu fiable pour approcher l'existence d'un homme, particulièrement dans le cas de Calder* ». Ce « *pas de deux* » formel sert la défense enthousiaste d'un sculpteur du mouvement et du lien, un « *réaliste cosmique* » dont les mobiles traduisent la « *grande mécanique des astres* » autant qu'ils imposent un « *équilibre précaire* » au regard du spectateur. Rayonne ainsi, selon les mots attribués à Louisa James, « une



forme de paix, de sérénité – plus que cela : un accord avec le monde ». Ce que rendent perceptible les très nombreuses illustrations du catalogue (qui met aussi Calder en résonance avec d'autres artistes) comme la dizaine de textes qui les accompagnent.

MIKAËL FAUJOUR.

(1) Yannick Mercoyrol, *Calder, pas de deux*, L'Atelier contemporain, Strasbourg, 2026, 140 pages, 19 euros. À signaler également le catalogue de l'exposition en cours à la Fondation Louis Vuitton jusqu'au 16 août 2026 : *Calder. Rêver en équilibre*, Hazan, Paris, 2026, 360 pages, 45 euros.

ÉCONOMIE

ÉDITION. – Frantz Olivé

Anamosa, Paris, 2026, 118 pages, 9 euros.

Parmi les nombreux textes consacrés à la situation de l'édition contemporaine, celui-ci ne se distingue pas seulement par sa sobriété de ton et son caractère pédagogique, mais aussi par son angle : plutôt que de fixer son attention sur la concentration accélérée des entreprises, Frantz Olivé décrit les cadres et contraintes « ordinaires » (financiers, commerciaux, logistiques...) qui façonnent l'activité éditoriale et la vie du livre. Moins spectaculaires, moins aisément politisables, les phénomènes qu'il met en lumière sont pour autant également alarmants : surproduction (cinquante mille parutions par an) ; libraires noyés sous l'avalanche ; rotation effrénée des titres ; propension croissante au conformisme ; efforts toujours plus grands pour capter l'attention du public ; effet dissolvant du numérique ; irruption de l'intelligence artificielle, qui crée la possibilité d'une « édition sans éditeur »... L'auteur – coanimateur depuis plus de vingt-cinq ans des vailantes éditions Anacharsis – n'en réaffirme pas moins, au contraire, la nécessité irréductible du livre, cet étrange objet collectif « *qui touche à la conscience et à l'imagination* », et celle des vrais éditeurs, capables de construire dans la durée un catalogue exigeant.

ANTONY BURLAUD

LES POLITIQUES PUBLIQUES PAR LA DÉFISCALISATION. – Clément Car-bonnier, Nathalie Morel, Bruno Pallier et Michaël Zemmour

Presses de Sciences Po, Paris, 2025, 336 pages, 25 euros.

Pour démolir l'État social, il faut d'abord l'affa-mer en coupant dans les recettes publiques. Une manière d'y parvenir consiste à maquiller cette stratégie en choix politique positif qui érige la « niche fiscale » en instrument d'orientation de l'action publique, en dispositif incitatif. Les « dépenses socio-fiscales », exonérations de charges et d'impôt, ont tout pour plaire : on attend d'elles qu'elles augmentent la natalité, allègent le coût du logement, favorisent l'embauche de salariés à domicile, donnent accès aux mutuelles et améliorent la protection sociale, fassent baisser le coût des bas salaires et favorisent l'emploi, attirent les investisseurs et les talents vers l'innovation... Des experts en évaluation des politiques publiques proposent un bilan clinique de cet ensemble de dispositifs qui échouent quasiment tous à atteindre leurs objectifs, tout en affaiblissant considérablement la capacité d'action de la puissance publique – 173,4 milliards d'euros, soit 5,6 % du produit intérieur brut, en 2025 – et en lui installant la logique capitaliste qu'elle a vocation à réguler.

JÉRÔME BOURDIEU

SOCIÉTÉ

LES CADDIES DE LA COLÈRE. – Hugo Melchior

Goater, Rennes, 2026, 420 pages, 19,50 euros.

Il est des micro-événements qui fournissent une véritable radiographie de leur époque : ainsi de la grève de dix-huit jours à l'hypermarché Mammouth du centre commercial Alma en septembre 1975 à Rennes. Provoquée par l'exaspération d'une partie des salariés en réaction à la violence managériale de leur jeune nouveau directeur, encadrée par une section syndicale cédétiste, cette grève, dont les jeunes caissières constitueront l'élément moteur, participe pleinement de l'intense insubordination salariale qui fleurit en France dans le fil de mai-juin 1968, en en reproduisant l'un des modes d'action favoris : interruption de l'activité du magasin et blocage de l'entrée par un amoncellement de caddies, maintenu tout du long. Riche d'une documentation variée, sans compter une cinquantaine de photographies d'époque, la monographie très étayée d'Hugo Melchior nous plonge au plus près du déroulement de cette action, en restituant tant la manière dont elle a été vécue par ses protagonistes (un combat pour la dignité au travail) que les répercussions qu'elle a eues sur l'existence ultérieure de quelques-unes d'entre elles.

ALAIN BIHR

IDÉES

«ÉTAT DE DROIT», ORDRE BOUR-GEOS. Renouer avec la défense politique. – Elsa Marcel

La Fabrique, Paris, 2026, 176 pages, 14 euros.

À quoi renvoie exactement la notion d'« État de droit » ? Avocate engagée dans la défense de militants (M. Omar Alsoumi d'Urgence Palestine, M. Anasse Kazib de Révolution permanente), de grévistes ou d'étrangers menacés d'expulsion, Elsa Marcel observe le recul incessant des libertés ainsi que les difficultés croissantes à les exercer ou à les défendre. Depuis l'instauration de l'état d'urgence en 2015, désormais intégré au droit commun, les dispositifs d'exception se banalisent, les prérogatives de l'administration s'étendent et la justice fait toujours moins figure de contre-pouvoir. S'appuyant sur la tradition marxiste, Elsa Marcel défend l'idée que la légalité s'inscrit dans des rapports de classe et évolue avec eux. L'État fonctionnerait comme une « *machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre* », et le droit comme l'un de ses instruments. L'autoritarisme ne serait donc pas une simple dérive, mais une adaptation à une situation de crise. D'où la proposition de l'avocate – inspirée de sa propre pratique et de celle du Collectif d'action judiciaire (CAJ), qu'elle anime – de renouer avec la défense politique, dégagée de toute illusion sur la neutralité des institutions, et de faire du contentieux juridique non pas un refuge, mais un terrain de lutte.

Y. A.

VIEILLIR SANS TEMPS MORT, MOURIR SANS ENTRAVERES. Manifeste de désobéissance sénile. – Lola Miessleroff

Libertalia, Montreuil, 2025, 104 pages, 10 euros.

Enfant du baby-boom, Lola Miessleroff fait partie de la génération qui s'éveilla définitivement à la politique autour de Mai 68 dans la mouvance qu'elle a elle-même qualifiée d'« *outré-gauche* » : anarchistes, communistes de conseils et situationnistes. Les années passant, telle la « vieille dame indigne » du film de René Allio, elle ne renonce à rien et affirme que la vieillesse ne doit pas être le moment des conformismes ou des abandons. Délivré du regard des autres et des contraintes du salariat, cet âge peut même être un moment bénéfique où l'on prend enfin le temps de vivre, sans oublier que la liberté sexuelle n'a pas d'âge. L'aide à mourir est selon elle un acte d'amour. Refusant que « *les capitalistes se goinfrent sur le dos des "seniors"* » – en référence au prix des services funéraires quand vient le temps des funérailles –, elle propose, contre la marchandisation dominante de la mort, la création de coopératives funéraires – qui existent au Québec. Comme un pied de nez au destin, elle revendique enfin la « *désobéissance sénile jusqu'au bout de la route* ».

CHARLES JACQUIER

ROMAN NOIR ET LUTTES SOCIALES. – Sybilla Guéneau

Agone, Marseille, 2026, 256 pages, 17 euros.

Docteure en littérature comparée, Sybilla Guéneau consacre son premier livre au « néo-polar ». Développé dans les années 1970-1980, ce courant du roman noir rompt avec les codes classiques du genre, notamment à travers une écriture contestataire et irrévérencieuse souvent teintée d'absurde macabre. Inspiré par le behaviorisme américain (Dashill Hammett, en particulier), le « néo-polar » aborde des sujets politiques contemporains (violences policières, immigration postcoloniale, luttes sociales) et porte un regard désabusé sur le sort des idéaux de Mai 68 : une « *politique du désespoir* » mêlée à une « *poétique de l'échec* ». En s'appuyant sur un large corpus d'auteurs – dont Jean-Patrick Manchette, figure centrale –, Guéneau met en évidence une « *esthétique du sordide* » au service d'une féroce critique. Elle s'interroge aussi sur la faible reconnaissance universitaire d'un genre qu'elle résume ainsi : « *plus punk que gauchiste, plus noir que rouge, plus nihiliste que progressiste* ». Un ouvrage qui permet de mieux comprendre son époque, dans sa violence et ses désillusions.

SELIM DERKAOU



ÉCOLOGIE
LES NATURES DU PRODUCTIVISME. Une histoire environnementale de la France, de 1940 à nos jours (vol. III). – Renaud Bécot, Christophe Bonneuil et Gabrielle Bouleau <i>La Découverte, Paris, 2026, 368 pages, 24 euros.</i> Ce troisième et dernier volume d’une trilogie consacrée à l’histoire environnementale de la France, bilan des quinze dernières années de recherche sur les relations entre la société française et ses milieux, se concentre sur la période de la « grande accélération », de la seconde guerre mondiale à nos jours. Rédigé par deux historiens et une politiste, il propose la lecture d’une séquence marquée par des événements majeurs : la guerre, la croissance des « trente glorieuses », les chocs pétroliers, l’émergence d’une diplomatie environnementale à l’échelle mondiale, puis le récent renforcement du « <i>backlash</i> écologique ». L’histoire des luttes contemporaines, dont celles de groupes longtemps marginalisés par l’historiographie, y trouve toute sa place. Enfin, le caractère non linéaire des dynamiques politiques dans ce domaine apparaît clairement, la période actuelle se distinguant par un net recul. ARTHUR HUNAUT
BIOGRAPHIE
LE JEUNE VICTOR SERGE. Rébellion et anarchie, 1890-1919. – Claudio Albertani <i>Libertalia, Montreuil, 2025, 464 pages, 14 euros.</i> Dans sa cellule de la maison pénitentiaire de Melun, le détenu 6731 entend monter le bruit des conscrits qui chantent <i>La Marseillaise</i> depuis la gare où ils stationnent. La Marne, qui fixe la ligne de front entre Allemands et Alliés français et britanniques, n’est qu’à quarante kilomètres. En 1914, Victor Serge a 23 ans. Le natif d’Ixelles en Belgique, fils d’exilés russes antitsaristes, est à Paris l’un des principaux polémistes et théoriciens libertaires. Le « Rétif » (son principal nom de plume à l’époque) s’oppose à la guerre et a été injustement condamné en 1913 à cinq ans de prison dans le procès de la bande à Bonnot. « <i>J’avais à répondre du triple crime d’être étranger, d’être anarchiste et de ne pas vouloir devenir un mouchard</i> », écrira-t-il. Riche de nombreux extraits de ses textes, résolus et pénétrants, le premier tome de cette étude biographique nous plonge dans cette période fondatrice du parcours de celui qui, au travers de son engagement dans la révolution russe, épousera bientôt le marxisme et incarnera, plus que tout autre, la figure du militant internationaliste. CHRISTOPHE VENTURA
POÉSIE
POÈMES QUOTIDIENS. – António Reis <i>Trente-trois morceaux, Paris, 2025, 108 pages, 17 euros.</i> Les <i>Poèmes quotidiens</i> rassemblent les deux derniers livres écrits par António Reis (1925-1991) parus en un seul volume en 1967, en pleine dictature salazariste. Ce recueil, le seul que le poète et cinéaste portugais a conservé de sa bibliographie, est aujourd’hui pour la première fois traduit en français, par Steven Lambert. Présenté en édition bilingue, il est constitué d’une longue suite de textes de forme et de longueur semblables, aux vers elliptiques et ramassés, numérotés de 1 à 100. Traversée du temps, de la vie quotidienne à Porto entre 1952 et 1962, dix poèmes par an, qui atteignent à l’épure d’un <i>ars poetica</i> que Reis résume par ces mots : « <i>Poèmes quotidiens / comme le soleil / comme la nuit / comme l’envie de manger / et le sommeil / comme les soucis / et l’amour / et parce que je suis dans la rue / et travaille / tous les jours</i> ». On y trouve le désir de quitter son pays en regardant les bateaux amarrés au port, la ronde des soldats, la culpabilité de rester vivre en dictature, l’amour d’un couple et surtout une simplicité heureuse et une « <i>espèce de tendresse</i> » qui flotte sur les choses, les lieux et les êtres. CLÉMENT BONDU
MUSIQUE
MARTINŮ : QUATUORS À CORDES 2-3-5-7. – Pavel Haas Quartet <i>Supraphon, 78’22, 2025, 20 euros.</i> Le quartet tchèque Pavel Haas se produit trop rarement en France pour qu’on mesure l’admiration qu’il suscite, en concert ou bien dans ses enregistrements des quatuors de Dmitri Chostakovitch, d’Antonín Dvořák ou encore de Pavel Haas, compositeur tchèque mort en déportation à Auschwitz. Avec ce nouveau disque consacré aux quatuors à cordes de Bohuslav Martinů, les quatre artistes poursuivent leur entreprise d’enregistrement du répertoire national. Quatre de ses sept quatuors sont ici proposés, dont le célèbre n° 5, composé en 1938 à Paris dans un moment de fièvre politique (l’agression nazie contre la Tchécoslovaquie et la marche à la guerre) et de passion amoureuse pour Vítězslava Kaprálová. Déjouant la chronologie, c’est lui qui est placé en ouverture du disque, avant des partitions antérieures où triomphe le modernisme de Martinů : priment alors la convulsion et l’intimité de cette musique complexe que les musiciens font sonner dans une évidence remarquable, pour restituer son inestimable beauté. PIERRE TENNE

LITTÉRATURE

Éventail de subversions

LOIN des samouraïs et du seppuku, la vie ordinaire au Japon a ses conteurs. Fumiko Hayashi, anarchiste nomade, qui connut un succès considérable dès 1930 avec son autobiographique *Chronique de ma vie vagabonde*, rend compte de la « vie quotidienne » – titre de l’un des huit récits de *Jeune Printemps* (1), écrit entre 1933 et 1936. Dans ce recueil, qui mêle autobiographie et éléments fictionnels, à la première personne, on passe d’une description de kakis à la rencontre d’enfants mendiants, du portrait d’un professeur à la réminiscence d’un voyage à Paris, d’une odeur de poisson à la solitude d’une nuit d’écriture. Ce sont des jours inquiets. L’indépendance de la narratrice est fragile, les codes littéraires en place sont presque entièrement masculins. Hayashi, née dans un milieu très pauvre de parents colporteurs, aura appris à se débrouiller, en usant d’une singulière subversion : « *Boire après avoir travaillé, même moi je trouve ça bon. (...) J’aime beaucoup le konowata, l’intestin de concombre de mer mariné, avec du riz blanc bien chaud, mais l’embêtant c’est que c’est cher.* » Ou comment suivre sa voie loin des samouraïs, en contournant les rapports de domination...

Junichiro Tanizaki, l’auteur d’*Éloge de l’ombre* (1933), de *La Clef / La Confession impudique* (1956), du *Journal d’un vieux fou* (1961), est un écrivain majeur, souvent considéré comme sulfureux. Il offre, avec son dernier livre, *Paix dans les cuisines* (1963) (2), une immersion enjouée dans le quotidien de Chikura Raikichi, son double. Voici son épouse Sanko, leur fille Mutsuko et les bonnes, Umé, Setsu, Sayo, Koma, Suzu... toutes venues travailler chez eux de 1936 à 1963. Conversations sur le vif et dialectes divers, événements prosaïques, déménagement à Kyoto, départs, noces, maladies : rien ne paraît sans intérêt à Raikichi-Tanizaki, dans une prose qui mêle l’esquisse à la chronique. Plutôt traditionaliste, Raikichi saisit l’évolution de la société avec l’œil espiègle du captif volontaire d’une assemblée de femmes modernes : de la plus fidèle, fille de pêcheur et cuisinière

hors pair, qui vient de Kagoshima, sur l’île de Kyushu, à celle qui n’en fait qu’à son idée et, le mariage en tête, oublie de travailler, « *passant tout le temps qu’elle avait et même celui qu’elle n’avait pas devant le miroir à se pomponner* » – l’emploi de domestique n’empêchant ni la séduction ni l’indocilité.

De la maison au bar à hôtesses, la romancière Mieko Kawakami franchit la ligne de démarcation dans un volumineux roman diaboliquement tissé, *Les Filles du Citron* (3). Célèbre depuis son livre *Seins et œufs* (sur le rapport des femmes à leur corps), Kawakami, 50 ans, explore aujourd’hui l’emprise entre femmes. Sa narratrice Ito Hana, la quarantaine, replonge dans l’histoire de ses 20 ans, au moment où elle a croisé la route de Yoshikawa Kimiko. Elles décident alors d’ouvrir ensemble un bar, le Citron, et s’adjoignent Kato Ran et Tamamori Momoko, deux jeunes femmes désœuvrées. Ce qui devait s’avérer joyeux et excitant devient vite un enfer : ivresse des clients, fuite d’une canalisation, bagarres, flics, bar incendié « *comme la bouche béante d’un cadavre carbonisé* », escroqueries bancaires pour survivre, violences répétées, etc. Maintenant âgée de 60 ans, sans profession, Kimiko est « *poursuivie pour coups et blessures, menaces, séquestration* » à l’encontre d’une femme d’une vingtaine d’années. En découvrant l’affaire, Hana est prise de panique. La police va-t-elle enquêter sur le passé ? Et le monde ordinaire se confronte aux formes diverses de la subversion.

JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL.

(1) Fumiko Hayashi, *Jeune Printemps*, traduit du japonais, annoté et postfacé par Estelle Figon, Rue d’Ulm, Paris, 2026, 224 pages, 15 euros.

(2) Junichiro Tanizaki, *Paix dans les cuisines*, traduit du japonais par Patrick Honnoré, Picquier, Arles, 2026, 240 pages, 21 euros.

(3) Mieko Kawakami, *Les Filles du Citron*, traduit du japonais par Anne Bayard-Sakai, Gallimard, Paris, 2026. La sortie initialement prévue en juin est reportée à octobre 2026.

IDÉES

Homophobie et « gestapettes »

DANS une somme inédite issue de sa thèse, l’historien Mickaël Studnicki invalide certaines opinions préconçues – autant l’homophobie intrinsèque à la droite « dure » que le vote à gauche des homosexuels (1). Des débuts de la III^e République jusqu’aux années 2010, il observe qu’une partie de la droite nationaliste – contrairement à la droite catholique et conservatrice – a toujours eu des faiblesses pour l’homosexualité : elle n’en faisait pas état quand il s’agissait de protéger certaines de ses figures, dès lors que cela relevait de la vie privée, mais s’affranchissait de ce principe pour mettre en cause des adversaires. Studnicki raconte ainsi comment l’« *inversion de genre* » a pu devenir une arme politique : dans le journal *Candidate*, Léon Blum est présenté comme une « tante » par le dessinateur vedette, Sennep – qui finira sa carrière au *Figaro*.

L’historien rappelle – telles qu’elles se sont exprimées au fil du XX^e siècle – les différences entre la droite catholique et la droite nationaliste, notamment autour des lois sur le pacte civil de solidarité (pacs) puis sur le mariage ouvert aux homosexuels. M^{me} Marion Maréchal et M. Philippe de Villiers seront de toutes les manifestations contre le « mariage pour tous » en 2012-2013, mais pas M^{me} Marine Le Pen, accusée d’être sous l’influence d’un « *lobby gay* ». Accusation infamante à droite, on l’a vu récemment avec les propos polémiques de M^{me} Rachida Dati, qui, selon *Le Nouvel Obs* (18 février 2026), aurait attribué à une « *club gay* » la volonté de faire échouer sa campagne municipale à Paris.

Si la presse du début du siècle se délecte des affaires de mœurs à Londres (le « vice anglais ») et à Berlin (le « vice allemand »), elle reste discrète sur les dirigeants français, même si Charles Maurras, la figure de la droite nationaliste catholique, dénonce les « *années folles* » et une société où « *tout s’est efféminé* » (2). Vichy l’entendra et mettra en place une législation répressive le 6 août 1942. Le gouvernement Darlan compte

pourtant quatre ministres homosexuels, dont Abel Bonnard, « la belle Bonnard », ministre de l’éducation nationale de 1942 à 1944, ou encore Jacques Benoist-Méchin, chargé des relations avec l’Allemagne jusqu’en 1942, qui écrit de façon extatique sur le corps d’Adolf Hitler et fréquette de près les soldats occupants, ce qui inquiète la police...

De nombreux homosexuels ont marqué l’histoire des droites nationalistes, à commencer par l’écrivain et journaliste Robert Brasillach, normalien, spécialiste de poésie grecque ancienne et terrible polémiste antisémite, qui sera fusillé à la Libération. Il existe une tradition homoérotique au sein de cette extrême droite, qui adore l’« homme nouveau », jeune et nu de préférence (3). Un autre collaborateur, le romancier Alphonse de Châteaubriant, qui dirige l’ignoble quotidien *La Gerbe*, salue la « *virilité* » nationale-socialiste. Signe de continuité, le mensuel *Gaie France*, lancé par des homosexuels d’extrême droite en 1986, fait l’éloge de la pédophilie, le « *dernier tabou* ». Cela vaudra à ses dirigeants arrestations et prison. Les photographies d’adolescents aryens nus rapportaient de l’argent, et une longue impunité laissait croire que tout était permis. *Gaie France*, qui s’est arrêté en 1993, avait à son heure de gloire des milliers de lecteurs.

JEAN STERN.

(1) Mickaël Studnicki, *Droites nationalistes et homosexualités en France*, Sorbonne Université Presses, Paris, 2025, 560 pages, 29 euros.

(2) Carlo Jansiti fait dans *Les Plaisirs et les Jours de Jacques Guérin* le récit plaisant du Paris « homo » des années 1920 et 1930 (Seuil, Paris, 2026, 324 pages, 22,90 euros).

(3) Mélanie Gourarier et Laura Verquere, dans *En finir avec l’homme nouveau. Critique des masculinités modernes* (La Déferlante, Paris, 2026, 160 pages, 19 euros), examinent rapidement cette notion. Pour une analyse qui lui est strictement consacrée, cf. Marie-Anne Matard-Bonucci et Pierre Milza, *L’Homme nouveau dans l’Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Fayard, Paris, 2004, ou Johann Chapoutot, *Le National-Socialisme et l’Antiquité*, PUF, Paris, 2008.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** Conformément à sa raison sociale – la défense de l’empire américain –, la revue prévient contre le danger russe après l’invasion de l’Ukraine et s’alarme que les nouvelles technologies menacent la domination militaire des États-Unis. Une analyse de la nouvelle stratégie iranienne permet toutefois d’échapper aux lieux communs sur le « régime des mollahs ». (Vol. 105, n° 4, juillet-août, bimestriel, 94,95 dollars par an. – New York, États-Unis.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Pourquoi le pseudo-pari occidental de la démocratisation du Proche-Orient a échoué ; le fiasco des travaillistes britanniques ; le rôle des agents littéraires dans la fiction américaine ; comment Thomas Mann a écrit *La Montagne magique*. (Vol. LXXIII, n° 11, 25 juin, bimensuel, 9,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **THE NATION.** Un numéro spécial largement consacré au 250^e anniversaire de la proclamation d’indépendance aux États-Unis, à toutes les promesses non tenues ou remises en cause d’une « union plus parfaite », à une république sans cesse menacée par l’empire et ses aveuglements. (Vol. 323, n° 1, juillet-août, mensuel, 16,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **JACOBIN.** Une Constitution taillée sur mesure pour M. Donald Trump. Il y a cinquante ans aux États-Unis, un des âges d’or du cinéma. 1776-1888 : essor et chute de l’esclavage. Le fédéralisme américain contre la classe ouvrière. (N° 62, été, trimestriel, 14,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Le nouveau premier ministre Andrew (« Andy ») Burnham rompra-t-il avec le consensus économique qui domine au Royaume-Uni depuis les années 1980 ? En quoi consiste le « manchestérisme » de l’ancien maire de la capitale du Nord ? (Vol. 48, n° 12, 9 juillet, bimensuel, 6,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **PROSPECT.** Pessimiste – quand le *decline porn* génère des vidéos de villes de cauchemar – ou optimiste – quand l’*anglofuturism* rêve d’installer des pubs Wetherspoon sur la Lune –, comment l’intelligence artificielle contribue à façonner l’imaginaire de la droite britannique. (N° 349, juillet, mensuel, 8,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **POSITIONS POLITICS.** Quelle position adopter sur Taïwan lorsqu’on est de gauche ? Un essai photographique sur la fabrication de thermos (en verre soufflé) dans la Chine du début des années 1980. (Gratuit en ligne.)

❑ **THE DIPLOMAT.** La Chine et l’Inde se disputent l’avenir du bouddhisme. Pourquoi quatre visas sur cinq sont accordés aux travailleurs asiatiques saisonniers au Royaume-Uni. La Malaisie et Singapour s’engagent à maintenir le détroit de Malacca ouvert « à tous ». (En ligne, 66 euros par an. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **JAMHOOR.** Sur les rêves d’unité panasiatique, de la Palestine à l’Inde, voire plus loin... Entretien avec Mahrang Baloch, une activiste baloutche emprisonnée à vie et confinée seule au Pakistan. (Gratuit en ligne. – New York, États-Unis.)

❑ **LATIN AMERICAN RESEARCH REVIEW (LARR).** Les travaux de la commission pour l’accès à la vérité, la clarification historique et la promotion de la justice au Chiapas, créée par le gouvernement mexicain en 2021 afin de faire la lumière sur les violences perpétrées contre les populations autochtones entre 1965 et 1990. (Vol. 61, n° 2, juin, trimestriel, gratuit en ligne. – Cambridge, Royaume-Uni.)

❑ **RELACIONES INTERNACIONALES.** Une étude comparée des politiques extérieures de l’Argentine et du Brésil sous les présidences de MM. Javier Milei et Luiz Inácio Lula da Silva. (Vol. 99, n° 1, janvier-juin, semestriel, gratuit en ligne. – Heredia, Costa Rica.)

❑ **SURPLUS.** Un dossier sur le « prix de la guerre » – l’inflation générée en Europe par l’offensive israélo-américaine en Iran. Isabella Weber et Gregor Semieniuk plaident pour un cartel de pays consommateurs de pétrole susceptible de peser sur les prix. (N° 9, juin, bimestriel, 9 euros. – Berlin, Allemagne.)

❑ **ALLEMAGNE D’AUJOURD’HUI.** Un dossier sur le sort de l’art est-allemand après la chute du Mur donne une petite idée de la haine libérale qui s’abat sur les créateurs socialistes, auxquels les critiques occidentaux déniaient toute qualité – avant de s’aviser qu’on pouvait en tirer de l’argent. (N° 255, janvier-mars, trimestriel, 18 euros. – Lille.)

❑ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** La Chine cherche-t-elle à remodeler l’ordre régional ? Quel bilan dresser du « pivot vers l’Asie » introduit dans le débat stratégique américain en 2011 ? Pourquoi si peu d’États asiatiques choisissent un camp ? (N° 136, printemps, trimestriel, 15 euros. – Paris.)

❑ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Les coordinateurs de ce numéro sur la « *production sociale des pratiques racialisées* » déplorent que « *la question raciale constitue un angle mort de la théorie bourdieusienne* » et reprochent au fondateur de la revue, Pierre Bourdieu, d’accorder trop d’importance à la classe sociale. (N° 262-263, juin, trimestriel, 24 euros. – Paris.)

❑ **QUADERNI.** Autour du terme flou d’« illibéralisme », une analyse très apaisée par Marc Lazar de l’Italie de M^{me} Giorgia Meloni, qui ne serait pas illibérale ; le cas de la Russie, où le pouvoir s’accommode à merveille du libéralisme économique. (N° 117, hiver, quadrimestriel, 16 euros. – Neuilly-sur-Seine.)

CULTURE

No pasarán ?

Dénoncer l'extrême droite, sauver la démocratie : la « bataille culturelle » désigne un ennemi et nomme un objectif. Mais lutter pour la pleine liberté de création et d'expression devrait conduire à remettre en question l'ensemble d'un système qui les limite, dont ses valeurs, parfois bien maquillées.

PAR EVELYNE PIEILLER

C'EST rude, c'est angoissant, c'est destructeur. On parle de menace existentielle, de projet civilisationnel, de démocratie en péril. Le monde de la culture ne recule pas vraiment devant l'emphase, mais il est vrai qu'il est attaqué assez vigoureusement, du côté (pile) des subventions, du côté (face) des libertés. Des élus déprogramment des manifestations, les tutelles coupent dans les budgets, le ministère gèle une partie des financements de vingt-huit grands établissements. Les concentrations qui se multiplient, dans l'édition, la presse, l'industrie audiovisuelle, suscitent des réactions ardentes (1). L'heure est à « *zapper Bolloré* » et ce qu'il représente, un danger de « *prise de contrôle fasciste sur l'imaginaire collectif* » (2). Dans le domaine du financement public – l'emprise du mécénat suscite moins d'émotion (3) –, la baisse qui se systématisait avec flegme, au nom de la triste nécessité du réalisme, est lue dans le même sens : régression démocratique.

À l'évidence, les travailleurs de la culture ont peur, pour les conditions d'exercice de leurs professions mais pas uniquement. Indissociablement en tant que citoyens. Un nouveau genre de barrage républicain se dresse qui mobilise toutes les sensibilités de gauche, comme on dit de façon aimablement floue. Voici venu le temps de la « bataille culturelle ».

Le terme est partout. Il a plus ou moins pris le relais de la fameuse « hégémonie », empruntée à Antonio Gramsci, le philosophe cofondateur du Parti communiste italien. L'extrême droite avait, dès 1981, avec Alain de Benoist, repris le concept, en le dévoyant sereinement. Gramscisme de droite, marketing de l'oxymore. Le pouvoir se gagne d'abord dans les idées. Simple. Basique. Chez Gramsci, c'est un peu plus compliqué. Comme il l'écrit dans les *Cahiers de prison*, « *si l'hégémonie est éthique-politique, elle ne peut pas ne pas être également économique* » : la bataille à mener, entreprenant de « *rendre les gouvernés intellectuellement indépendants des gouvernants* », relève d'une stratégie très exactement révolutionnaire, qui ne se limite pas à la sphère strictement culturelle.

La bataille culturelle, telle que la pratique la gauche d'aujourd'hui, de tribunes en déclarations, c'est-à-dire menée par et pour la culture, ne vise pas la constitution d'une conscience de classe au service d'un projet révolutionnaire (4). Elle est revendiquée d'abord et avant tout pour dénoncer l'extrême droite, les forces réactionnaires, s'y opposer, sauver « la démocratie ». C'est assurément plus consensuel. C'est aussi un peu vague. Car, concrètement, ça veut dire quoi, à part le contraire du fascisme ? Et pourquoi la « culture » serait-elle, intrinsèquement, par essence, antifasciste ? Ou existerait-il une mauvaise « culture » ? De quoi parle-t-on exactement ?

Le Rassemblement national (RN) semble bien, lui, savoir de quoi il retourne. La « culture » dominante – et subventionnée – est selon lui élitiste, tendancieuse et regrettablement de gauche. On pourrait résumer sa ligne – qu'expriment aussi, de façon énervée, les diverses censures exercées dans certaines des villes qu'il administre – par son rapport au Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), qu'il veut supprimer : non seulement ses aides viendraient « *automatiquement financer des projets souvent idéologiquement orientés et uniformes pour une rentabilité nulle* » (5) – selon le député RN Matthias Renault défendant en octobre 2025 un amendement pour le faire disparaître –, mais surtout, comme insiste le député, lui aussi RN, Sébastien Chenu, « *un bon film se juge au nombre d'entrées qu'il fait. Un film sans spectateurs devant la toile, est-ce qu'il mérite d'être soutenu, financé ?* » (France Info, 18 novembre 2025). Bref, à l'extrême droite, la culture, faut d'abord que ça plaise au bon peuple. Celui qui paie ses impôts. Et merci d'éviter la propagande gauchiste, on est là pour se distraire.

Ce qui n'empêche pas de s'enrichir l'esprit. Exemple magistral, et de surcroît magnifiquement payant, le Puy du Fou. Quand M. Philippe de Vil-



OLIVIER CORSAN. – En grève contre la réforme des retraites, l'orchestre de l'Opéra de Paris, les danseuses de son corps de ballet et les techniciens de l'institution ont interprété gratuitement une partie du « Lac des cygnes » sur le parvis de l'Opéra Garnier, 2019

liers déploie ses petites boutiques et ses tableaux vivants, il mène aussi une campagne idéologique : le culturel, ça peut rapporter, tous terrains.

À gauche, ou apparenté, on trouve aussi comme un penchant à vouloir que la culture justifie son existence et ses financements. D'une façon ou d'une autre, il faut que ça serve. Comme le souligne *Télérama* (9 avril 2026), « *les personnes ayant des pratiques culturelles (...) jugent plus positivement les notions de respect des autres, de dialogue, de partage et de solidarité. En somme, un recul de la culture risquerait fort d'aller de pair avec un recul de la démocratie* ». L'article est par ailleurs suivi d'adresses parisiennes « *pour faire le plein de culture et de fête, partout et à toute heure* ». La culture, c'est extra, et c'est démocratique. Grand thème. Inassable. Inattaquable. Conception utilitariste, inévitable, quel que soit le camp : qui soutiendra que la culture est neutre ? Tout dépend de ce qu'il en est de son « utilité ».

Le programme de La France insoumise (LFI), riche et minutieux, développe : « *La possibilité pour toutes et tous d'accéder à des expériences sensibles d'altérité et de pouvoir soi-même exprimer un rapport critique et poétique au monde est un élément constitutif de la citoyenneté* » (6). De son côté, le Parti communiste français (PCF) rappelle qu'en défendant tout ce qui en relève « *nous défendons la dignité humaine* » (7).

EN résumé, la culture porte des valeurs inestimables. Antifascistes par nature. Notamment parce qu'elle ouvre à l'autre. Parce qu'elle contribue à l'émancipation – oui, mais comment, mais de quoi ? Pour autant qu'on sache, il y a eu une culture nazie. Évidemment, en démocratie, la liberté de création et d'expression est garantie. Oui, mais il y a bien des nuances, des limites, des empêchements. « *L'art et la culture sont des armes d'influence et de défense majeures pour la démocratie* », s'exalte la porte-parole du Parti socialiste Emma Rafowicz (*Le Monde*, 17 mai 2026). Encore faut-il qu'ils puissent exister concrètement. Cela implique que la culture soit jaugée et jugée à l'aune de son respect de ce qui est alors considéré comme relevant des normes démocratiques. Donc, de choix politiques. Cela n'est pas sans renvoyer à d'autres questions, plus précises et donc embarrassantes. Au nom de quoi subventionner, par exemple ? Du bon contenu ? De ce qui contribue à légitimer ces normes ?

Mais la démocratie, c'est aussi le peuple. Et cette revendication du « goût » populaire – dont le RN voudrait se faire le héraut – travaille aussi la gauche, et sa périphérie. Au nom de l'échec supposé de la « démocratie culturelle » – que LFI a juste titre dément –, les attaques fleurissent contre « l'exclusion » : opéra réservé aux notables, théâtre public réservé à ceux qui sont dotés d'un capital culturel. Pas d'hésitation, il faut « *repenser de fond en comble une politique culturelle essoufflée, et perçue comme de moins en moins légitime par beaucoup de citoyens-nes* », affirme l'éditorial du premier numéro de « Batailles culturelles », la newsletter de Mediapart. Et Michel Guerlin de s'interroger dans *Le Monde* (10 juillet 2026) : « *Une pièce de théâtre de cinq heures trente, est-ce bien raisonnable au moment où les décideurs culturels veulent diversifier le public ?* »

Légitimons donc : par la participation, par la fréquentation, par la mise en avant d'une autre « culture », moins « bourgeoise » sans doute... Le populisme de gauche, tout à son idéal de démocratisation magique, assez proche d'un mépris compatissant, est-il vraiment plus démocratique que le populisme de droite, extrême ou non ? En quoi

consiste précisément la différence entre les deux ? N'est-ce pas, toujours, l'idéologie du marché qui gagne, fût-elle coquettement progressiste ?

Assurément, la situation générale est pénible. Rien de tout à fait inédit. Seulement ça empire : le niveau de concentration du capital et la détermination des ultraractionnaires qui le possèdent ne sont pas de soudaines anomalies. Et il n'est pas évident que scander « No pasarán » suffira à y changer quoi que ce soit. D'autant qu'existent même des capitalistes de gauche. M. Matthieu Pigasse par exemple. Qui mène la bataille culturelle avec vigueur. Antifasciste à fond. Il possède des participations dans le HuffPost, dans la production audiovisuelle (Mediawan), il est propriétaire de Radio Nova et des *Inrockuptibles*, et, avec AEG, des festivals Rock en Seine et We Love Green. Il a aussi des participations dans d'autres festivals, dont La Route du Rock, le Golden Coast, les Eurockéennes de Belfort (8)... Le 11 juin dernier, il expliquait au Sénat que le groupe Combat a pour objet de « *donner à chacun les moyens de comprendre le monde, d'y trouver sa place et de contribuer à le transformer* ». Émouvant. Précisons que son partenaire AEG Presents France, « *branche du géant mondial de l'entertainment [divertissement]* », est actionnaire de l'Accor Arena, de l'Adidas Arena, du Bataclan, produit les tournées françaises de Taylor Swift, Tyler The Creator... L'effet de diversité peut assez simplement se programmer quand on dispose de suffisamment de « stock », scènes, artistes.

Et ne parlons pas de profit, c'est un mot grossier.

Il y a quand même une nouveauté. L'irruption des algorithmes accentue follement le travail d'uniformisation du client et du produit (et de construction parallèle de « niches » destinées à assurer les rétifs à la loi de la majorité de leur originalité). Eux qui câlinent le penchant de chacun à la passivité, qui relaient le marché, le renforcent et le dicteront bientôt. Leurre de la multiplicité des « œuvres », qui nourrirait la multiplicité des imaginaires : 99 % des écoutes sur la plate-forme Spotify concernent 20 % du catalogue. Voilà du consentement enthousiaste au formatage... Même remarque face à la prolifération de livres, appelons-la comme ça, générés ou assistés par l'intelligence artificielle.

Convergence du néolibéralisme, du néopopulisme, du consumérisme, de l'obscurantisme : naguère, n'évoquait-on pas la convergence des luttes ? Car c'est une même puissance d'aliénation et d'exploitation qui touche non seulement les imaginaires, mais jusqu'aux existences, des artistes comme des ouvriers. La bataille culturelle ne peut qu'être sèchement politique et sociale : à défaut, et quand bien même ce peut être fugacement utile (et toujours à recommencer), elle pourra ne mener qu'à des actions corporatistes, et ne produire in fine que sentimentalement, moralement, vertueusement un soutien à la démocratie libérale.

(1) Lire Thierry Discepolo, « Le grand émoi des gens de lettres », *Le Monde diplomatique*, juin 2026.

(2) « Zapper Bolloré », <https://desarmerbollore.net>

(3) Lire « La privatisation des imaginaires » ainsi que Johan Popelard, « Joies troubles du mécénat », *Le Monde diplomatique*, respectivement décembre 2025 et janvier 2013.

(4) Lire Vivek Chibber, « La bataille culturelle ne suffit pas », *Le Monde diplomatique*, février 2026.

(5) Amendement présenté par M. Matthias Renault et les membres du groupe RN, n° I-973, projet de loi de finances pour 2026, Assemblée nationale, Paris, 21 octobre 2025.

(6) « Art et culture. Pour un service public du progrès humain », livret thématique du programme, <https://melanchon2027.fr>

(7) « Appel pour de nouveaux États généraux de la culture », 12 juillet 2025, www.pcf.fr

(8) Jérémie Younes et Pauline Perrenot, « Matthieu Pigasse, un "Bolloré de gauche" ? », Acrimed, 22 mai 2026.

DANS LES REVUES

❑ **POLITIQUE.** « Le football a-t-il toujours été un instrument du capitalisme ? » Un dossier consacré au « foot populaire » explore les contradictions du plus grand sport-spectacle de la planète et lui redonne ses lettres de noblesse. (N° 134, été, trimestriel, 12 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** Un dossier sur les discours de haine interroge leur « *fabrique émotionnelle* » à l'extrême droite ou le « *travail émotionnel* » des chercheurs qui ont vocation à les analyser... (N° 5/2026, huit numéros par an, 12 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **GRESEA ÉCHOS.** Le grand retour des politiques industrielles, mais concentrées dans les secteurs militaire et civil à usage dual (un quart du total), ainsi que dans les hautes technologies. Exemples avec la Chine et le constructeur automobile BYD, ou bien l'Europe qui subventionne pour attirer les capitaux privés. (N° 126, avril-juin, trimestriel, 6 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **RAISONS POLITIQUES.** Les impasses pénales de la lutte contre l'impunité en matière de violences faites aux femmes, et pourquoi mieux vaudrait défendre des poursuites judiciaires plus efficaces et féministes, ainsi qu'une diversification des réponses qui ne sauraient se réduire au pénal. (N° 102, mai, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

❑ **ESPRIT.** Des femmes de lettres, mais aussi une psychanalyste et des philosophes (Fabienne Brugère, Clotilde Leguil, Jean-Luc Marion, Camille Riquier...) pour évoquer le lien amoureux aujourd'hui, ou penser la « prise de risque » qu'est l'amour. (N° 535-536, juillet-août, dix numéros par an, 22 euros. – Paris.)

❑ **INSERM MAGAZINE.** Beaucoup moins d'alcool et de tabac, un peu plus de cocaïne, de *chemsex* (sexe sous drogue) et d'écrans : les résultats d'une étude récente sur les nouvelles addictions de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives. (N° 69, juin, trimestriel, gratuit en ligne. – Paris.)

❑ **VERS L'ÉDUCATION NOUVELLE.** Si les pédagogues savent depuis longtemps que jouer est une manière d'apprendre, le jeu de rôles s'impose aujourd'hui dans les formations d'adultes, tandis que les jeux de société deviennent un outil de socialisation dans des bars ou des lieux associatifs. (N° 602, juillet-septembre, trimestriel, 10 euros. – Paris.)

❑ **CQFD.** Dossier sur « Les nouveaux marchands d'âme », les croyances alternatives et autres spiritualités compatibles avec le marché. Dans un entretien, le philosophe Raphaël Lioquier explique comment, du yoga kundalini au néochamanisme, le New Age est devenu la « religion de notre temps ». (N° 254, juillet-août, mensuel, 6 euros. – Marseille.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** Une lecture attentive de l'encyclique *Magnifica humanitas* suggérerait que « Léon XIV, loin d'appeler à résister à l'IA, ne fait que préconiser une autorégulation des industriels et quelques encadrements pour mieux la développer ». (N° 225, juillet-août, bimestriel, 7 euros. – Lyon.)

❑ **SOLAL.** Ce numéro dresse un premier bilan des interventions de l'administration américaine en Amérique latine depuis l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro (3 janvier 2026). Et traite des enjeux électoraux en Colombie ou au Pérou. (N° 139, été, trimestriel, 2,50 euros. – Hérouville-Saint-Clair.)

❑ **MÉDIACRITIQUES.** Du *Figaro Magazine* à France Culture, Frédéric Martel pourchasse les « extrêmes », mais surtout la gauche anti-impérialiste et *Le Monde diplomatique*. Conseils « conso » et vie pratique : le bilan lamentable du journal de 13 heures de France Inter. Léa Salame, « *archange des grands patrons* ». (N° 59, été, trimestriel, 5 euros. – Rennes.)

❑ **FAKIR.** Le monde des Miss : anorexies, dépressions, hôpital, abandons. Également au sommaire, une enquête : la SNCF, bateau à la dérive, ivre de profits. (N° 123, juillet-septembre, trimestriel, 4 euros. – Amiens.)

❑ **THÉÂTRE PUBLIC.** Un beau dossier sur un grand sujet, celui de « Nos solitudes » : celle des artistes, celle des œuvres. Avec les contributions de Nicolas Bouchaud, Chantal Morel, Olivier Neveux. Un hommage au dramaturge Valère Novarina. (N° 260, juillet-septembre, trimestriel, 16,90 euros. – Paris.)

❑ **L'IRRÉGULIÈRE.** Revue d'histoire de l'enfance. Qu'en est-il de l'engagement des jeunes dans les mobilisations du XIX^e au XXI^e siècle ? Quelques exemples précis de révoltes sont analysés dans leur émergence et leur rôle. Un portfolio présente les « mauvaises filles » placées en maison de redressement. (N° 28, annuel, 25 euros. – Anamosa, Paris.)

❑ **1895.** Revue d'histoire du cinéma. Un ensemble porté par une réflexion écologique : nuisances et pollutions causées par l'industrie cinématographique à ses débuts ; la dépendance de Hollywood à l'énergie électrique ; les liens entre la guerre froide et l'anthropocène analysés via les usines de pellicule Eastman Kodak. (N° 108, printemps, quadrimestriel, 24 euros. – Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet,
une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

L'univers enchanté des coupe-files

PAR ÉLISA PERRIGUEUR *

LES robes pailletées scintillent au soleil. Des fillettes déguisées en Elsa, l'héroïne du film d'animation *La Reine des neiges*, avancent vers une montagne enneigée inspirée du Cervin italo-suisse. Autour d'elles, des haut-parleurs diffusent des cris de mouettes, qui se mêlent aux roucoulements de vrais pigeons. Le royaume d'Arendelle, tout juste inauguré au cœur de Disneyland Paris, promet l'évasion. En ce samedi caniculaire de juin, environ cinquante mille personnes sont venues s'offrir quelques heures hors du temps.

Pourtant, chacun surveille les minutes qui passent.

Devant Frozen Ever After, l'une des attractions-vedettes de ce nouveau « land », un panneau annonce soixante-dix minutes d'attente, pour cinq minutes de croisière en petit drakkar, soit quatorze fois plus de temps dans la file qu'à profiter du spectacle. Et c'est à peine mieux pour les autres manèges. Malgré tout, les familles s'engagent docilement dans le dédale de barrières. Quelques mètres plus loin, une autre entrée reste presque vide. Un smartphone où s'affiche un QR code s'approche d'une borne. Bip. Une poignée de visiteurs disparaît dans un couloir parallèle, réservé aux détenteurs du « Premier Access », le coupe-file payant de Disney. Eux expédient le parcours en moins de cinq minutes.

Les parcs d'attractions ont changé d'échelle ces trente dernières années. Disneyland Paris, devenu la première destination touristique payante d'Europe, a enregistré plus de 445 millions de visites depuis son ouverture en 1992. Or un parc digne de ce nom n'affiche jamais complet : quand la fréquentation augmente, la saturation se reporte sur les files. Aux beaux jours, pendant les vacances ou les jours fériés, l'attente atteint des durées considérables. Au parc Universal Studios Japan d'Osaka, il faut compter entre deux et quatre heures pour accéder au manège Mine Cart Madness. À Disneyland Tokyo, la file pour rencontrer Mickey Mouse lors des célébrations de son 90^e anniversaire, en 2018, a dépassé les dix heures. Même pour glisser sur un toboggan d'Aquaboulevard, à Paris, il faut parfois patienter plusieurs dizaines de minutes. À force de s'allonger, les queues sont devenues un problème économique. Elles détériorent l'expérience des visiteurs et constituent un manque à gagner pour les exploitants : un visiteur immobilisé est un visiteur qui ne consomme pas dans les restaurants, les boutiques ou les stands de souvenirs.

Les parcs ont donc cherché des solutions. Dès 1999, Disney popularise le modèle du « FastPass », d'abord aux États-Unis puis dans le reste du monde. Le système, alors gratuit, ne supprimait pas l'attente : il la déplaçait. Les visiteurs réservaient un cré-

neau horaire et pouvaient profiter du reste du parc en attendant leur passage. Mais le dispositif a vite montré ses limites. Plus les « FastPass » se multipliaient, plus la file classique ralentissait, chaque accès prioritaire retardant un peu plus ceux qui n'en bénéficiaient pas, au risque de générer du mécontentement.

En 2021, Disneyland Paris remplace finalement ce dispositif par une version payante, en quantité limitée. À chaque tour de manège, quelques places sont réservées aux détenteurs du sésame, dont la tarification est dynamique, tout comme pour les billets d'entrée du complexe – c'est-à-dire que leurs prix varient selon la demande, l'affluence, les périodes de l'année... Une jungle tarifaire où chacun doit mesurer combien il est prêt à dépenser pour économiser quelques minutes. Ce jour de juin, moyennant 128 euros pour le « Premier Access Ultimate » – qui s'ajoutent au ticket d'entrée (195 euros pour un adulte, pour les deux parcs Disney) –, le client peut s'offrir un accès direct, une seule fois, à un tiers des attractions. Il peut également acheter un accès prioritaire pour un seul manège, dont le montant peut varier d'une vingtaine d'euros.

Les coupe-files se sont généralisés dans presque tous les grands parcs de loisirs. Au Puy du Fou, le « Pass Émotion » promet « *les meilleures places* » tout en permettant d'arriver seulement « *dix minutes avant chaque représentation, au lieu des trente minutes conseillées hors pass* ». Au Parc Astérix, plusieurs formules du « Filomatix » existent – bronze, argent, or et illimité, de 19 à 139 euros –, selon le degré de patience dont on est prêt à s'armer. Le Futuroscope propose même une « VIP Expérience » pour 500 euros, avec une équipe vouée à épargner au visiteur le moindre désagrément.

UNE journée au parc obéissait autrefois à une règle éthique : premier arrivé, premier servi, la file déterminait l'ordre d'accès. Désormais, la visite se prépare comme on élabore un plan de bataille. Ceux qui en ont les moyens scrutent les différentes formules, et arbitrent entre le prix à payer et les minutes économisées. Les autres tentent de réduire les moments perdus en consultant l'application du parc qui actualise l'affluence en direct. Le smartphone devient le tableau de bord de cette optimisation permanente. Il signale les créneaux les plus favorables et permet de réorganiser son parcours en quelques secondes. Le visiteur adopte alors les réflexes d'un gestionnaire. Il évite les moments creux, compare les options, cherche à tirer le meilleur parti de sa journée...



RAYA MATTA. – « Stand in Line II » (Faire la queue II), 2025

Acheter le droit de doubler : le principe pourrait agacer ceux qui restent dans les files. Pourtant, dans les allées du Parc Astérix ou de Disneyland, cette différence de traitement semble largement acceptée. Les détenteurs d'un passe suivent un parcours séparé jusqu'à l'entrée de l'attraction, ce qui limite les tensions. « *Il n'est arrivé qu'une seule fois que des personnes râlent légèrement contre nous* », raconte Christine, devant des montagnes russes à Disneyland, accompagnée de son mari et de ses deux adolescents. « *Ces clients ont payé cher, c'est normal qu'ils passent* », résume un autre visiteur. Pour les exploitants, le débat est clos. « *Le coupe-file est un attendu de la visite des parcs (...) et un succès grandissant, qui ne s'est jamais démenti* », balaie le porte-parole du Parc Astérix.

L'attente elle-même tend à devenir un marché bien au-delà des parcs à thème. Partout où patienter constitue une contrainte, des services permettent désormais d'accélérer l'accès. Les aéroports et les compagnies aériennes ont été parmi les premiers à offrir cette possibilité, avec des contrôles de sécurité plus rapides, des files réservées et des embarquements prioritaires. Sur les grands sites touristiques, de l'Acropole d'Athènes au Colisée de Rome, en passant par la Sagrada Família de Barcelone, quelques euros supplémentaires permettent d'écourter l'attente. Certaines stations de ski, comme Les Arcs en Savoie, commercialisent des forfaits « premium » pour réduire le temps passé aux remontées mécaniques. La même tendance gagne les services du quotidien : les plates-formes de livraison vendent des abonnements qui promettent des délais raccourcis, les services de streaming facturent la suppression de la publicité et l'accès immédiat aux contenus, tandis que les applications de voiture de transport avec chauffeur (VTC) invitent à payer davantage pour accélérer l'arrivée d'un véhicule. Dans tous les cas, la prestation reste identique ; seule varie la vitesse d'accès.

Le principe connaît son expression la plus extrême aux États-Unis, où même la circulation automobile peut faire l'objet d'une tarification différenciée : en

Californie ou en Virginie, des *express lanes* réservent ainsi des « voies rapides » aux automobilistes prêts à payer un péage variable, dont le montant augmente lorsque le trafic se densifie. L'attente peut même être déléguée. Des entreprises proposent des services de *line standers*, littéralement des personnes chargées de faire la queue à la place de leurs clients, devant un tribunal, un magasin, un restaurant ou un concert. Une pratique qui se répand dans le monde. L'argent permet de s'affranchir des situations autrefois régies par une règle commune – attendre son tour, subir le même embouteillage... Une fois l'attente transfigurée en service tarifié, elle cesse d'être une simple contrainte collective pour devenir une variable individuelle, et un marqueur de distinction sociale (1).

Cette marchandisation prospère sur une inquiétude devenue familière : celle de toujours manquer de temps. Les transports plus rapides, les outils numériques, l'automatisation des tâches ou encore la livraison à domicile promettaient de nous en libérer. Sauf que les minutes gagnées sont rapidement absorbées par d'autres activités, d'autres sollicitations. L'accélération produit ainsi un paradoxe : plus les moyens de gagner du temps se multiplient, plus celui-ci semble se dérober (2).

MAIS chacun ne dispose pas des mêmes ressources pour composer avec cette course contre la montre. Certains achètent ainsi les heures qu'ils n'ont plus. Dans *The Sum of Small Things* (Princeton University Press, 2017), la sociologue Elizabeth Currid-Halkett montre que les catégories les plus aisées ont progressivement délaissé les biens de luxe trop ostentatoires au profit d'une consommation plus discrète, tournée notamment vers des services destinés à alléger leur quotidien : garde d'enfants, professeurs particuliers, livraison, aide-ménagère, repas préparés, assistance personnelle... Le luxe contemporain tient à la possibilité de déléguer les tâches ordinaires et chronophages, et de conserver du temps pour d'autres choses. Les coupe-files des parcs d'attractions condensent cette évolution. Ils proposent, à l'échelle d'une journée de loisirs, d'acheter un quotidien débarrassé de contraintes.

En cela, ils disent quelque chose de la manière dont les privilèges se transforment. Jadis, passer devant les autres relevait du passe-droit, de l'arrangement. Aujourd'hui, cette possibilité est intégrée à l'offre commerciale. Le privilège est désormais livré avec son QR code, son tarif et son portillon réservé.

(1) Cf. Michael J. Sandel, *Ce que l'argent ne saurait acheter*, Seuil, Paris, 2014.

(2) Cf. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, Paris, 2010.

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Cette opiniâtreté qui a vaincu Total, par ALAIN DENEAULT . – « Nous n'épargnerions plus Céline », par ROGER VAILLAND .
PAGE 3 :	Et le monde se souleva au nom de l'Éthiopie, par TARIK BOUAFIA ET ÉLODIE DESCAMPS .
PAGES 4 ET 5 :	La révolution cubaine convertie de force à la libre entreprise, par JULIA NEIMA .
PAGE 6 :	Fascisme en France, le grand malentendu, suite de l'article de BENOÎT BRÉVILLE ET PIERRE RIMBERT .
PAGE 7 :	MAHMOUD DARWICH par lui-même.
PAGES 8 ET 9 :	« Breaking Bad » en Europe centrale, suite de l'article de PRUNE ANTOINE .

PAGE 10 :	Géopolitique des hôtels de luxe, par LINDITA ÇELA ET TRISTAN COLOMA . – Ne plus trembler.
PAGE 11 :	Des chamanes pour réparer les gens, par EMIL PACHA VALENCIA .
PAGES 12 ET 13 :	Comment je suis devenue capitaliste, suite de l'article de MAËLLE MARIETTE .
PAGES 14 ET 15 :	Petite histoire (concrète) des affiches politiques, par JIL DANIEL .
PAGES 16 ET 17 :	La gauche et l'intelligence artificielle, par EVGENY MOROZOV .
PAGE 18 :	Les assureurs fuient le risque climatique, par FLORENCE GAILLARD .
PAGE 19 :	Pourquoi défendre le patrimoine ?, par PIERRE PASTORAL .

PAGES 20 ET 21 :	L'élection qui faillit changer « Le Monde », par CHRISTINE RIGAL .
PAGES 22 ET 23 :	Au début du xx ^e siècle, les pionniers de la libération des corps en Allemagne, par SONIA COMBE .
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Ceux qui ne sont rien », de Patrícia Melo, par ARNAUD DE MONTJOYE . – « Black River », de Nilanjana S. Roy, par BERNARD DAGUERRE . – Une nette erreur d'appréciation, par IBRAHIM WARDE . – Les fantômes de Salonique, par BAPTISTE DERICQUEBOURG . – Légèreté dans le ciel, par MIKAËL FAUJOUR . – Éventail de subversions, par JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL . – Homophobie et « gestapettes », par JEAN STERN . – Dans les revues.
PAGE 27 :	No pasarán ?, par EVELYNE PIEILLER .

